

# Coopération financière non remboursable



Au Népal, école primaire construite dans le cadre de la coopération financière non remboursable.

## Présentation du programme

### Portée du programme

La coopération financière non remboursable est une forme d'aide publique au développement (APD) reposant sur l'octroi de fonds à des gouvernements de pays en développement (PED) sans obligation de remboursement. L'objectif est de contribuer au développement économique et social du pays bénéficiaire en l'aidant à se procurer des installations et des équipements et à les moderniser. La coopération financière non remboursable japonaise comprend six grandes catégories :

#### (1) Le fonds général :

Le fonds pour les projets généraux (lutte contre les maladies infectieuses, technologies de l'information (TI), bonne gestion des affaires publiques, environnement mondial, protection de l'enfance, réhabilitation\*, développement des ressources humaines, élimination des mines antipersonnel et l'élément services), l'aide à l'allègement de la dette, l'aide hors projet à l'ajustement structurel (programme sectoriel pour l'amélioration de l'environnement et le développement social), le programme de bourses d'études pour le perfectionnement des ressources humaines et l'aide aux petits projets locaux\*.

#### (2) Le fonds pour la pêche ;

#### (3) Le fonds pour la culture (dont le fonds d'aide au patrimoine culturel) ;

#### (4) Le fonds d'aide d'urgence (secours en cas de catastrophe, démocratisation, reconstruction et développement) ;

#### (5) Le fonds d'aide alimentaire\* (« Kennedy Round » [KR] ou Négociations Kennedy) ;

#### (6) Le fonds pour l'augmentation de la production alimentaire\* (« Kennedy Round 2 » [KR2] ou 2<sup>e</sup> Négociations Kennedy).

La JICA est responsable des catégories d'aide suivantes (les chiffres correspondent à ceux de la liste ci-dessus) : (1) le fonds pour les projets généraux et le programme de bourses d'études pour le perfectionnement des ressources humaines, (2) le fonds pour la pêche, (3) le fonds d'aide au patrimoine culturel, (5) le fonds d'aide alimentaire et (6) le fonds pour l'augmentation de la production alimentaire.

Le travail effectué par la JICA comprend : (1) des études préliminaires pour vérifier le contenu des demandes d'aide financière non remboursable, l'échelle des projets et les coûts estimés ; (2) le contrôle destiné à s'assurer que le projet démarré après la signature d'un accord intergouvernemental (échange de notes ou [EN]) est bien réalisé suivant les termes de cet accord et les principes directeurs s'appliquant au fonds pour les projets généraux et au fonds pour la pêche ; et (3) le suivi entrepris pour maintenir et renforcer l'impact d'un projet.

Le ministère japonais des Affaires étrangères (MOFA) fournit directement les fonds nécessaires aux projets de coopération financière non remboursable.

### Domaines d'application du programme

Les apports de coopération financière non remboursable sont destinés à des pays qui réunissent les conditions prescrites pour bénéficier de financements sans intérêt de la Banque mondiale et plus précisément de l'Association internationale de développement\* (IDA). Les projets concernent le développement des capacités nationales et la réduction de la pauvreté dans les PED. Ceux-ci ne doivent posséder ni les ressources ni la capacité d'emprunt nécessaires pour réaliser les projets prévus. Les projets qui pourraient procurer des bénéfices commerciaux, faire appel à de la haute technologie ou risquer d'être exploités à des fins militaires sont exclus.

## III

### Chapitre 2

#### Mise en œuvre des programmes/6 Coopération financière non remboursable

L'aide financière non remboursable est surtout fournie pour promouvoir le développement social et notamment l'éducation, la santé et les soins médicaux, l'approvisionnement quotidien en eau, le développement agricole, la modernisation des infrastructures\* publiques telles que routes, ponts et aéroports, et enfin la protection de l'environnement.

Le programme de coopération financière non remboursable donne plus particulièrement la priorité aux projets qui touchent aux besoins essentiels de l'être humain\* (BEEH). Il participe à la construction du pays récipiendaire tout en créant des liens multiples avec la coopération technique du Japon et d'autres donateurs\*.

### Déroulement des activités de coopération financière non remboursable

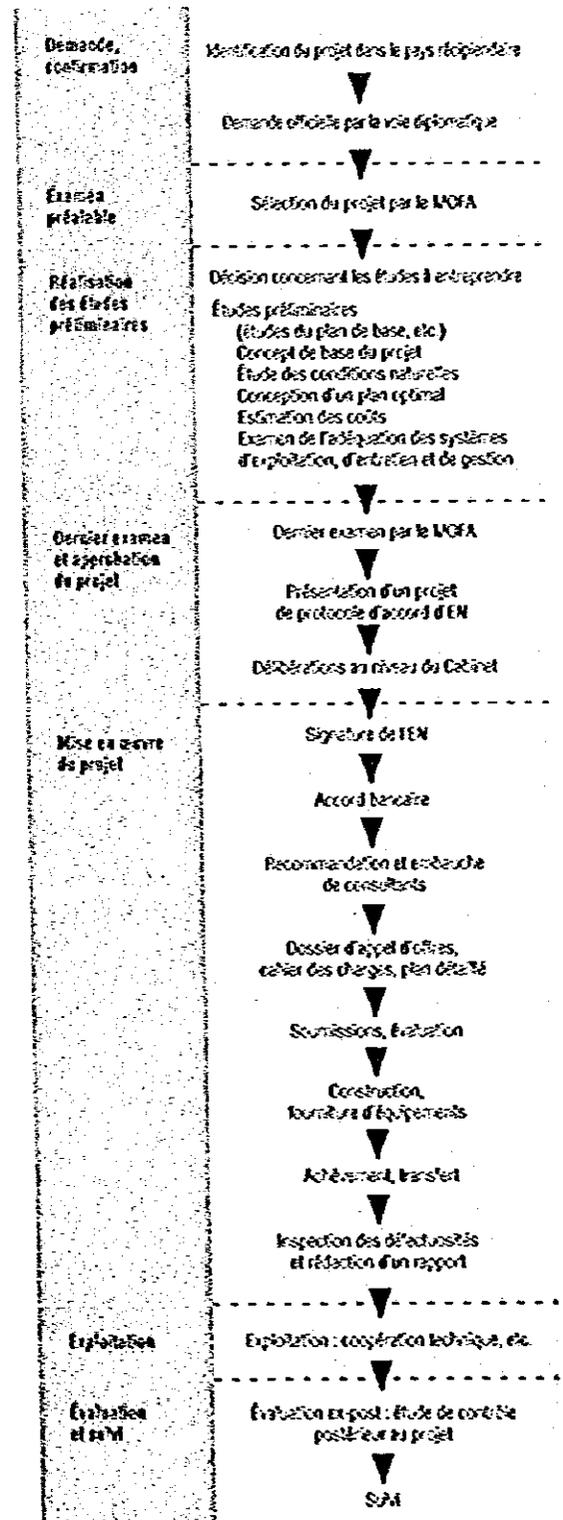
Après réception des propositions de projets approuvées par le MOFA, la JICA met en route une étude du plan de base\* portant sur la conception du projet et l'estimation des coûts.

La plupart de ces études sont réalisées par des consultants en sous-traitance. Au cours de l'exercice 2000, 155 études du plan de base ont été organisées. Lorsqu'un projet proposé, de haute qualité, mérite un examen approfondi sur le terrain, une étude préliminaire est entreprise avant celle du plan de base.

Une fois les études préliminaires achevées, et après des consultations entre le ministère des Finances et le MOFA à propos d'aspects pratiques, les projets sont présentés au Cabinet. La décision finale est prise après accord du ministère des Finances. Parmi les projets soumis au Cabinet au cours de l'exercice 2000, figuraient 146 projets relevant du fonds pour les projets généraux, 4 projets du programme de bourses d'études pour le perfectionnement des ressources humaines, 15 projets du fonds pour la pêche, 2 projets du fonds d'aide au patrimoine culturel, 26 projets du fonds d'aide alimentaire et 49 projets du fonds pour l'augmentation de la production alimentaire.

Les projets de coopération financière non remboursable finalement approuvés sont lancés avec la signature d'un accord d'EN entre les gouvernements du Japon et du pays récipiendaire. Le MOFA donne alors consigne à la JICA d'aider à la réalisation du projet. Les projets sont mis en œuvre après conclusion des contrats entre le gouvernement du pays récipiendaire, les consultants et les entreprises du

**Figure 3-9** Cycle et principales étapes d'un projet de coopération financière non remboursable



Japon. Pour favoriser la mise en œuvre harmonieuse et judicieuse des projets, la JICA recommande certains consultants et soumet des principes directeurs précisant l'approche fondamentale à suivre dans le cadre des projets du fonds général et du fonds pour la pêche.

Une fois qu'un projet de coopération financière non remboursable est achevé, il est pris en charge par le pays récipiendaire. Une coopération de suivi est consentie si le gouvernement bénéficiaire n'est pas en mesure d'assumer par ses propres moyens, l'entretien et la gestion du projet. Le suivi est fondé sur l'envoi d'experts et de missions d'étude chargés d'effectuer des travaux de réparation et de construction. Une aide est parfois octroyée sous la forme de fourniture de pièces de rechange ou d'équipements neufs pour permettre la reprise des fonctions essentielles des installations et bâtiments fournis. Ces actions de coopération de suivi sont vitales pour le développement durable\* et la formation des ressources humaines des PED.

## Thèmes du programme

### Introduction de l'évaluation de projet ex-ante

La JICA souhaite fournir une aide axée sur les résultats. Nous avons donc élaboré à titre expérimental une table d'évaluation de projet ex-ante pour les réalisations dans chaque secteur (exploitation des eaux souterraines, éducation, soins de santé, routes et ponts). Par cette initiative, nous tentons d'améliorer la lisibilité des résultats des projets de coopération financière non remboursable. Nous nous sommes par ailleurs attachés à assurer une plus grande transparence en publiant ces données sous forme de fichiers informatiques.

### Renforcement du dispositif de réalisation des projets

La JICA s'efforce en permanence d'améliorer la qualité de son fonctionnement et de renforcer son système d'exécution de l'aide afin de répondre de manière appropriée aux besoins toujours plus divers et plus complexes des pays récipiendaires.

L'Agence s'applique à identifier et formuler des projets de haute qualité en articulant mieux entre elles les activités de coopération technique et d'aide financière non remboursable. Nous nous appuyons sur la structure organisationnelle et le personnel internes et externes, notamment ceux d'institutions internatio-

nales et d'autres bailleurs de fonds, ainsi que des bureaux de représentation de la JICA, les spécialistes du développement\* et les conseillers en formulation de projet\*.

### Amélioration du contrôle des projets

Les projets sont réalisés sur la base d'estimations des coûts établies dans le cadre des études du plan de base. Pour que les fonds soient utilisés au mieux, des enquêtes rigoureuses sont entreprises afin de déterminer les mesures de conception et les données de calcul les plus susceptibles de répondre aux besoins du PED concerné.

La JICA s'est toujours efforcée de faire en sorte que ces enquêtes soient aussi complètes que possible. Au cours de l'exercice 1999 toutefois, un « bureau de la coordination technique et de l'examen des projets » a été créé – en coopération avec des experts externes – pour affiner plus avant l'étude du plan de base. Nous avons par ailleurs détaché des conseillers techniques pour faciliter les échanges de vues entre toutes les parties intéressées lors de la phase de mise en œuvre des projets.

Pour tenter d'améliorer encore le système d'évaluation, nous avons, au cours de l'exercice 2000, renforcé le programme d'envoi de conseillers techniques chargés de la mise en œuvre des projets de coopération financière non remboursable. Parallèlement, concernant le contrat de fourniture d'équipement du programme de coopération financière non remboursable, nous avons introduit à titre expérimental un système d'inspection avant expédition, dont la réalisation est confiée à des organisations extérieures.

La JICA procède également à une révision sur le fond des « Directives applicables à la passation des marchés de produits et de services » qui définissent l'approche fondamentale à suivre dans la mise en œuvre des projets, en renforçant l'obligation de rapport pour les consultants et le système de vérification. L'intitulé des directives a par ailleurs été modifié en « Directives applicables au fonds pour les projets généraux et au fonds pour la pêche ».

La JICA s'efforce d'associer experts en aide financière (experts détachés pour promouvoir l'assistance sous forme de prêts\* et la coopération financière non remboursable) et coopération technique de projet-type, de sorte à mieux superviser la phase initiale, la

## III

### Chapitre 2

maintenance et la gestion du projet. Tout en assurant la liaison avec les activités d'autres organisations d'aide si besoin est, la JICA met également au point des moyens de s'assurer que les projets de coopération financière non remboursable réalisés dans les pays bénéficiaires sont exploités de manière durable et efficace. Les projets du fonds pour l'augmentation de la production alimentaire (KR2) ont pour objectifs d'améliorer les procédures d'approvisionnement. Dans ce contexte, le Système de coopération internationale du Japon (JICS) est chargé d'organiser la gestion de l'approvisionnement et de mettre en place des « comités de consultation mixtes » dans les pays récipiendaires.

### Information et publicité

Avec la promulgation de la Loi sur la liberté de l'information, la publication des informations liées aux projets d'APD prend plus d'importance que jamais.

Pour garantir la totale transparence de nos activités, nous publions des informations sur des sujets tels que les résultats des études et des appels d'offres, et nous examinons actuellement comment présenter au mieux les résultats des projets d'une manière immédiatement accessible. Nous préparons également des vidéos et des brochures sur notre mode de fonctionne-

ment et sur les projets actuellement en cours dans divers pays, afin que le public japonais soit entièrement au courant des activités de la JICA.

### Réponse aux besoins

Le budget de la coopération financière non remboursable destiné à faire face aux problèmes de portée mondiale, tels que la pauvreté et l'environnement, a été augmenté. Prévus pour répondre aux besoins diversifiés des PED et à leur apporter une aide encore plus efficace, des apports de coopération financière non remboursable sont fournis dans les domaines suivants : protection de l'enfance, environnement mondial, élimination des mines antipersonnel, développement des ressources humaines, réhabilitation, et lutte contre les maladies infectieuses. Parallèlement à la création de liens avec la coopération technique et l'aide sous forme de prêts, nous travaillons activement sur certains projets en collaboration avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres organismes internationaux, donateurs et organisations non gouvernementales (ONG).

# Envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger

## Présentation du programme

Le « programme des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) » facilite et encourage la mobilisation de jeunes qui souhaitent coopérer au développement économique et social de pays en développement (PED), à la demande de ces mêmes pays.

Les JOCV sont en principe affectés pour deux ans dans des PED, où ils vivent et travaillent au sein de la communauté locale et participent à des activités de coopération. Cette expérience est aussi enrichissante pour les volontaires car ils doivent s'efforcer de résoudre les difficultés qu'ils rencontrent dans leurs relations avec les populations locales et dans leur travail.

La coopération est assurée dans sept domaines : l'agriculture, la foresterie et la pêche, les activités de transformation, la maintenance, le génie civil, la santé publique, l'éducation et la culture, et enfin le sport. Au total 140 métiers sont concernés.

Le programme des JOCV a démarré en 1965 avec l'envoi de 26 volontaires dans quatre pays (quatre au Cambodge, cinq au Laos, cinq en Malaisie, et douze aux Philippines).

Au cours de l'exercice 2000, il a été inauguré à Djibouti et au Belize. Madagascar et l'Ouganda devaient à leur tour accueillir pour la première fois des volontaires durant l'exercice 2001. Pour l'exercice 2000, quatre pays - Afrique du Sud, Dominique, Saint-Vincent et Venezuela -, ont signé avec le Japon un accord relatif à l'envoi de JOCV. À la fin mars 2001, 77 gouvernements avaient conclu un tel arrangement. Nous espérons étendre le programme dans un proche avenir au Bénin, Gabon, Mozambique et Kiribati.

Au cours de l'exercice 2000, 1 273 JOCV ont été envoyés dans le cadre de nouvelles missions. À la fin de mars 2001, 2 615 JOCV étaient en poste dans 61 pays, portant à 21 506 le nombre de volontaires recrutés depuis



JOCV réalisent une étude visant à améliorer le cadre de vie de la population locale au Sri Lanka.

le début du programme.

Ces dernières années, les femmes ont constitué une proportion importante des volontaires : à la fin de mars 2001, elles représentaient 51 % des JOCV travaillant à l'étranger et 35 % des JOCV employés depuis le lancement du programme.

Les volontaires sont envoyés généralement pour deux ans, mais une demande très forte a été exprimée pour raccourcir cette affectation à un an seulement. Ce phénomène peut s'expliquer en partie par les difficultés rencontrées par les JOCV pour se réinsérer professionnellement à leur retour au Japon. À celles-ci s'ajoutent les limitations que les entreprises imposent sur la durée du congé sabbatique pour des activités de volontariat. Un système d'affectation des JOCV sur un an a ainsi été institué au cours de l'exercice 1997. Cinq « volontaires en mission de courte durée » ont été envoyés dans cinq pays durant l'exercice 2000.

Des JOCV participent également au programme de volontaires des Nations unies, en fonction de demandes reçues par cette organisation. À la fin de mars 2001, 26 volontaires des Nations unies travaillaient outre-mer, portant à 181 le nombre de volontaires de cette catégorie employés jusqu'à cette date.

Le Secrétariat des JOCV est chargé des activités suivantes pour la promotion du programme.

### Du recrutement au détachement

#### 1. Recrutement et sélection de volontaires

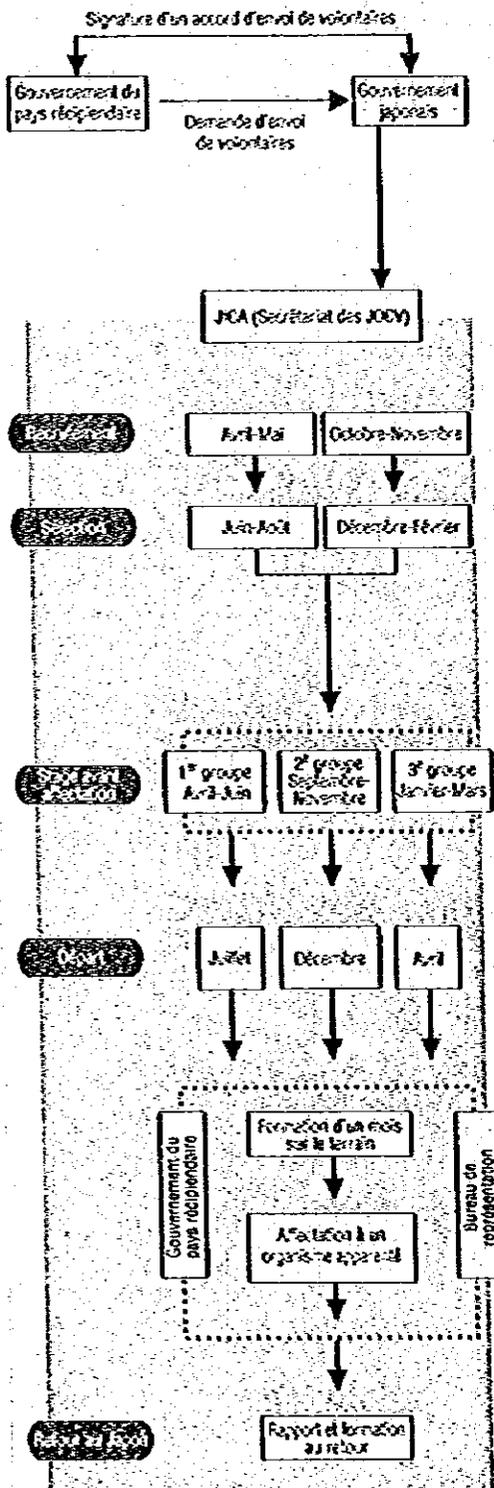
Des campagnes de recrutement de volontaires JOCV sont organisées dans tout le Japon deux fois par an, au printemps et à l'automne, avec la collaboration d'administrations locales et d'institutions privées. Les 266 sessions d'information de la campagne de recrutement du printemps 2000, organisées dans toutes les régions du Japon, ont attiré 12 018 personnes, dont 3 411 se sont portées candidates. Les 266 séances d'information de la campagne d'automne ont drainé 12 086 personnes, dont 4 074 postulants.

## III

Chapitre 3

Mise en œuvre des programmes/7 Envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger

Figure 3-10 Système d'envoi de volontaires JOCV



Le processus de sélection comporte deux étapes. La première, ou présélection, comprend des épreuves écrites sur le niveau de connaissances dans une langue étrangère, les compétences techniques et un test d'aptitude ainsi qu'un examen du dossier médical. La deuxième comporte une entrevue sur des questions techniques, un entretien personnel et un examen de santé.

Au cours de l'exercice 2000, 566 candidats ont réussi l'examen à la session de printemps et 531 à celle d'automne.

## 2. Stages avant affectation

Les candidats sélectionnés sont hébergés pendant environ 80 jours pour un stage de formation préliminaire. Celui-ci est destiné à leur apporter les capacités requises pour travailler à l'étranger et s'adapter à une culture et un environnement nouveaux. Le programme de formation couvre les domaines suivants :

- (1) Fondement du concept des activités JOCV, compréhension des cultures étrangères, etc. ;
- (2) Situation du pays d'affectation (contexte politique, économique, historique, etc.) ;
- (3) Cours de langues ;  
Vingt-deux langues sont enseignées, dont l'anglais, le français, l'espagnol, le swahili et le rûpalaï.
- (4) Santé, hygiène et vaccination ;
- (5) Sécurité ;
- (6) Entraînement physique et à la vie en plein air.

Les stages sont organisés trois fois par an dans trois centres de formation pour volontaires JOCV : Hiroo (à Tokyo, dans le quartier de Shibuya), Nihonmatsu (préfecture de Fukushima) et Komagane (préfecture de Nagano).

## 3. Formation technique complémentaire

Le système de « formation technique complémentaire » a été conçu pour développer le savoir-faire et les techniques requises pour les activités de coopération et pour des interventions bien adaptées aux besoins des pays récipiendaires. Au cours de l'exercice 2000, 576 personnes ont participé à des stages d'une durée comprise entre plusieurs jours et neuf mois, répartis en deux catégories :

### (1) Formation spécialisée à la demande

Cette formation s'adresse à des volontaires ayant réussi la deuxième étape du processus de sélection et qui possèdent donc les compétences techniques adéquates. Pourtant, une formation complémentaire est parfois exigée pour répondre à des demandes spécifiques. Elle peut également concerner des

volontaires rentrés temporairement au Japon à la suite d'une prolongation de leur affectation, dans des cas où une formation supplémentaire a été jugée nécessaire.

(2) Formation pratique

Cette formation est prévue pour des volontaires ayant les connaissances techniques de base requises pour passer la seconde étape du processus de sélection, mais dont le savoir-faire pratique est insuffisant.

Système de soutien aux volontaires

1. Appui d'instructeurs (conseillers) techniques

Afin d'accroître l'efficacité de l'aide fournie par les JOCV, un réseau de conseillers techniques de diverses disciplines fournit une assistance technique aux volontaires et veille à ce que les demandes transmises par les PED soient soumises à un examen attentif. Ce système permet également d'assurer une bonne évaluation des capacités techniques des candidats dans des domaines spécialisés lors du processus de recrutement et de sélection.

2. Protection de la santé des volontaires

En avril 1999, le « bureau de la gestion de la santé du personnel », le « bureau de la gestion de la santé des experts » et le « bureau médical des JOCV » ont fusionné pour former le « centre de soutien médical de la JICA ». Depuis le mois de janvier 2001, le centre est géré par le « département de l'affectation des ressources humaines » de la JICA, ce qui s'est traduit par une meilleure efficacité administrative et une centralisation sur le plan de l'approvisionnement et du transport des médicaments.

Nous espérons que la gestion des accidents et des maladies à l'étranger par une seule entité et, le rapprochement au sein d'un même poste des fonctions de coordinateur médical des JOCV et de responsable de la santé des experts, permettront une amélioration notable des services médicaux à l'avenir.

3. Indemnisation en cas d'accident

Un système d'indemnisation des frais de traitement médical et de transport est prévu en cas de décès, de

Sur le terrain

Programme d'initiation pratique des JOCV

Nagano

Une volonté commune de conduire des programmes de haute qualité avec la communauté

Administration locale et JOCV main dans la main

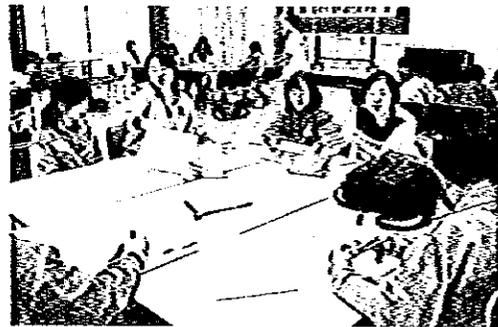
Depuis sa création en 1973, le Centre de formation de Konagare a activement participé au dialogue avec les résidents de la municipalité. S'appuyant sur des mots d'ordre tels que « Une ville marche main dans la main avec les JOCV », « Développement enrichi et aidé sur le centre de formation des JOCV » et « Le plus grand rassemblement d'anciens volontaires au Japon », la ville et la Jeune chambre de Konagare ont contribué à promouvoir l'intégration et le développement de la municipalité de manière tout à fait originale.

Concrètement, plusieurs membres de la Jeune chambre ont rejoint le bureau municipal de l'organisation de soutien aux JOCV pour apporter leur appui aux projets des volontaires et participer à diverses activités dans le cadre du programme d'initiation de jeunes adultes (PIJA). En outre, ils dialoguent avec les volontaires en formation, effectuent sur pied diverses manifestations, comme le faire à la corde, ou organisent des activités d'échange pour les futurs JOCV, comme l'enseignement des pentes enneigées. Fourne qui est de l'intégration avec la population locale, des activités hors du centre sont prévues environ à trois reprises durant la formation, dans 50 écoles, institutions de bienfaisance et entreprises publiques tout autour de la ville. Elles sont l'occasion d'échanges chaleureux entre les futurs volontaires et les résidents locaux.

Sous-estimer les élèves au fait qu'ils sont citoyens du monde par le contact avec les JOCV

C'est à tous les ans de concert par le centre de formation et la Jeune chambre, le « programme d'initiation pratique des JOCV » a vu se dérouler sa 11<sup>ème</sup> édition en 2000. Dans le cadre de l'initiation entre JOCV et population locale, il vise à leur faire prendre pleinement conscience aux élèves, qui sont les éléments moteurs du XXI<sup>ème</sup> siècle, du fait qu'ils sont des citoyens du monde.

Environ 30 élèves du secondaire de Konagare, des villes et des villages



Prêts à devenir les meilleurs citoyens du monde.

voisins, ainsi que Chiba (ville jumelée avec Konagare, préfecture de Saitama) ont participé au programme qui s'est déroulé sur deux jours et une nuit, avec l'aide de 30 membres de la Jeune chambre.

Durant leur séjour au centre de formation, les élèves ont eu l'occasion de communiquer avec les futurs volontaires et de découvrir les programmes d'adaptation au développement. Le programme est très apprécié de nombreux élèves qui indiquent qu'ils espèrent pouvoir recommencer l'expérience l'an prochain.

Nous souhaitons que ces élèves soient nombreux à grossir les rangs des JOCV et que cette expérience les aura aidés à prendre pleinement conscience de leur rôle en tant que citoyens du monde.

C'est pourquoi nous nous efforçons d'améliorer la qualité de nos programmes communs d'une année sur l'autre, avec la collaboration et le soutien chaleureux de la communauté locale.

(Centre de formation des JOCV à Konagare)

maladie ou d'accident d'un volontaire, du début du stage précédant l'affectation jusqu'au retour au Japon, au terme de la mission à l'étranger.

#### 4. Orientation professionnelle pour les volontaires de retour au Japon

Les volontaires s'engagent souvent après avoir démissionné, ou juste après avoir terminé leurs études. À leur retour au Japon, le Secrétariat des JOCV ainsi que les divers centres et bureaux régionaux de la JICA mettent à leur disposition des conseillers qui peuvent les orienter dans le choix d'une carrière, leur fournir des renseignements dans le domaine de l'emploi et explorer avec eux les débouchés possibles.

Au cours de l'exercice 1999, 1 000 volontaires sont rentrés au Japon. À la fin de l'exercice 2000, 917 d'entre eux avaient trouvé leur voie professionnelle : 212 avaient repris leur ancien emploi, 425 avaient pris un nouvel emploi (parfois à leur compte), 108 avaient décidé de poursuivre leurs études et 172 avaient pris un emploi à temps partiel, s'étaient mariés, etc.

#### Activités connexes

En plus des activités précédemment mentionnées concernant l'envoi de volontaires, le Secrétariat des JOCV entreprend diverses actions de promotion.

##### 1. Relations publiques et sensibilisation

Les activités suivantes visent à mieux faire connaître au public les actions des JOCV, élargir le cercle des participants et faciliter les échanges d'information avec d'autres intervenants œuvrant dans ce domaine :

1. Préparation de documentation relative au programme ;
2. Publication de la revue mensuelle *Crossroads* ;
3. Publication du bulletin bimensuel *JOCV News* ;
4. Mise à la disposition des médias de l'information et d'autres ressources ;
5. Envoi de jeunes volontaires ;

La découverte des conditions de vie des PED et de la réalité de la coopération internationale peut faire naître chez les jeunes un intérêt pour les activités de ce type. Depuis 1998, de jeunes gens sont envoyés pendant les vacances scolaires d'été. Ce système concerne plus particulièrement les élèves du secondaire supérieur. Jusqu'à aujourd'hui, 50 élèves ont été envoyés depuis 1998. Au cours de l'exercice 1998, de jeunes volontaires des préfectures de Fukushima et d'Ibaraki ont été envoyés respectivement aux Philippines et en Malaisie ; pour l'exercice 1999, de jeunes volontaires d'Ishikawa ont été envoyés au Népal et ; de Saitama en Thaïlande pour le suivant.



Volontaire enseignant le physique à des élèves du secondaire (Fulsi).

##### 6. Programme d'envoi de JOCV en appui.

Ce programme consiste à envoyer des volontaires pendant un mois pour qu'ils apportent temporairement leur soutien aux JOCV en poste. Ainsi, un professeur titulaire peut être envoyé en soutien à un professeur volontaire qui doit organiser des cours ou des séminaires spéciaux ; ou, si un volontaire conduit une étude, un autre volontaire peut être détaché auprès de ce dernier pour l'aider.

Au cours de l'exercice 2000, deux professeurs de l'université Kitasato ont été détachés au Costa Rica pour conseiller un volontaire en aquaculture effectuant des recherches sur le phénomène d'eaux rouges ; un professeur et deux étudiants de l'université de Kansai ont été envoyés au Niger pour aider un volontaire spécialisé dans l'audiovisuel ; un conférencier et un étudiant de l'université d'agriculture et de technologie de Tokyo ont été envoyés au Sénégal pour soutenir les études et les analyses menées par un volontaire spécialisé dans la culture du riz et des légumes ; et une personne a été envoyée en Tanzanie pour enseigner le judo à des officiers de police et une autre pour préparer des manuels scolaires en swahili.

##### 2. Promotion du maintien de l'emploi

Beaucoup de personnes renoncent à s'engager comme volontaire JOCV ou sont contraintes de démissionner, car leur employeur n'a pu leur garantir de pouvoir les réintégrer dans leur poste à la fin de leur affectation. La JICA a donc effectué des démarches auprès d'organisations patronales et syndicales, d'entreprises privées et d'administrations locales, afin de les persuader de permettre aux employés de conserver leur poste pendant leur période de volontariat.

La JICA a conçu un système de prise en charge partielle des coûts de personnel et autres frais qu'encourent les employeurs dans cette situation, afin d'alléger le poids de leurs dépenses.

De manière similaire, dans certains cas, des professeurs de l'enseignement public ayant passé les tests de sélection pour rejoindre les JOCV n'ont pas reçu l'aval de leurs écoles ou de leurs comités d'établissement. Pour que ces professeurs puissent adhérer aux JOCV,

un nouveau système de participation pour professeurs titulaires a été établi au cours de l'exercice 2001.

Mis en œuvre à la dernière session d'automne, voici dans ses grandes lignes comment ce système fonctionne. Dans un premier temps, on procède à la sélection d'affectations concernant l'enseignement : a) qu'il serait difficile d'honorer avec des candidats ordinaires ; et b) auxquelles la meilleure réponse serait l'envoi de professeurs titulaires. Puis, lors de la session annuelle de printemps, une liste d'environ 100 «demandes de professeurs titulaires» est validée et transmise aux conseils scolaires des différentes administrations locales, via le ministère de l'Éducation, de la culture, des sports, des sciences et de la technologie (MEXT). Les conseils scolaires des villes sous la tutelle des administrations locales recommandent alors au Secrétariat des JOCV par l'intermédiaire du MEXT, les professeurs qui souhaitent devenir volontaires.

Au cours de l'exercice 2000, la participation de professionnels en activité se répartissait comme suit : trois fonctionnaires d'organismes d'État, 92 employés d'administrations locales et 92 employés de sociétés privées. On pense que l'introduction du dernier système décrit devrait permettre d'accroître la participation de professeurs titulaires.

### 3. Coopération avec des organisations apparentées

#### (1) Association pour la promotion du volontariat

Cette association a été créée en 1976 par des sponsors privés pour apporter un appui au programme des JOCV par un travail de relations publiques, d'aide à la réinsertion professionnelle des

volontaires à leur retour au Japon, et de promotion de l'éducation au développement. Elle s'efforce également d'élargir le réseau des organisations de soutien dans tout le Japon : 34 organisations locales ont ainsi été créées, dont 32 dans des préfectures rurales ou urbaines et deux dans des villes.

La JICA collabore avec cette association. Elle met également de la documentation à sa disposition et propose des intervenants pour les conférences et journées d'étude organisées par des collectifs de jeunes et des groupes, tels que l'Association des écoles secondaires japonaises pour la recherche pédagogique internationale.

#### (2) Association japonaise de coopération à l'étranger (JOCA)

Cette association a été créée en 1983 pour soutenir et promouvoir les activités d'anciens volontaires. Elle exploite leur expérience dans le cadre d'activités diverses, notamment l'appui personnalisé aux groupes de bénévoles ainsi que le recrutement et la sélection de volontaires.

#### (3) Liens avec des associations d'anciens volontaires

Des associations d'anciens volontaires ont été formées dans tout le Japon, en fonction de critères comme la préfecture d'origine, le type de travail entrepris et le pays d'affectation. Ces associations participent à des projets pédagogiques pour promouvoir une meilleure compréhension des affaires internationales ainsi qu'à des projets d'échanges réalisés par des administrations locales. Les associations constituées au niveau des préfectures aident la

## III

### Chapitre 2

### Mise en œuvre des programmes/7 Envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger

## Sur le terrain

Hôpital de l'amitié mongole (province de Xiang Khongang)

Laos

### L'aide apportée par les machines à laver le linge et les JOCV

#### ◆ Fourniture de biens et d'équipements sanitaires

À ce jour, quatre sacs-lemmes et 4 familles JOCV ont été déployés à l'hôpital de l'amitié mongole situé dans la ville de Pék, au cœur de la province de Xiang Khongang, au centre du Laos. Seul établissement hospitalier de la province, il joue un rôle clé pour la santé des enfants et des autres habitants de la région. La JOCA, avec ce projet d'aide, se sert employée à créer un environnement susceptible d'améliorer la fourniture de soins de santé et la formation de personnel.

Outre l'envoi de volontaires, la JOCA fournit des biens et des équipements sanitaires : matériel de stérilisation, incubateurs, Perle, moustiquaires, linge, désinfectants et gants. Ces activités ont permis progressivement d'améliorer la vie des patients à l'hôpital.

La Perle et le linge font l'objet d'une utilisation intensive. Le pédiatre à la bandelette ramasse le linge sale dans chaque aile de l'hôpital pour le nettoyer chaque matin. L'électricité fonctionne seulement cinq heures par jour, de 14 à 23 heures. Avec l'introduction du nouveau système de bandelette, l'établissement doit payer le gaz pour faire tourner le générateur électrique deux heures le matin, le temps nécessaire pour effectuer le lavage et la stérilisation.

#### ◆ Moins de travail pour les familles des patients

Tous les patients hospitalisés peuvent maintenant être soignés dans des sacs-lemmes. Avant, comme ils devaient apporter leurs draps ou s'allonger directement sur le matelas, les problèmes d'hygiène et d'infection étaient nombreux au sein de l'établissement. Non seulement les problèmes ont été évités, mais le travail des familles des patients a été considérablement facilité concernant le lessive. Les patients apprécient beaucoup la sensation que procurent les draps blancs et propres tout de fois lavés que les infirmières changent à chaque fois qu'ils sont souillés par du sang ou de tout autre manière.

Les moustiquaires sont par ailleurs très efficaces contre la malaria et la dengue, très utiles surtout en saison de mousson. Non seulement elles suppriment le risque d'une infection lors d'un séjour à l'hôpital, mais elles constituent l'occasion idéale de faire adopter les moustiquaires par la population et de fournir leur entretien. Elles jouent ainsi un rôle dans l'éducation sanitaire des patients et de leurs familles.

(Bureau de la JICA au Laos)

JICA dans ses actions de recrutement et de sensibilisation au programme des JOCV.

#### (4) Collaboration avec les administrations locales

La collaboration des administrations locales est essentielle pour la mise en œuvre du programme des JOCV. La JICA organise ainsi régulièrement des réunions avec les responsables des administrations locales chargés des activités de volontariat, ainsi que des visites permettant aux responsables de voir les JOCV à l'œuvre. Ces actions servent à mieux faire connaître le programme des JOCV et à forger des liens de collaboration.

Le Secrétariat des JOCV recommande des homologues\* des volontaires JOCV pour qu'ils participent à une formation technique organisée par les administrations locales au Japon. Celle-ci est financée par des subventions du ministère des Affaires étrangères aux organisations assurant la promotion de la coopération technique à l'étranger (subventions aux administrations locales) ou par des sources indépendantes. Au cours de l'exercice 2000, 75 stagiaires étrangers de 35 pays ont suivi sur environ dix mois une formation technique dans diverses spécialités sous l'égide de 31 administrations locales.

#### (5) Collaboration avec d'autres organisations

Des avis sont échangés avec des associations patronales et syndicales sur le système de maintien de l'emploi et de la participation d'entreprises et d'organisations aux activités de volontariat.

### Autres activités de volontariat

Le Secrétariat des JOCV s'occupe aussi de l'envoi de volontaires auprès des communautés japonaises à l'étranger, de volontaires-seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger et de volontaires-seniors.

Les réseaux de volontaires et de volontaires-seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger sont destinés aux communautés d'émigrés japonais en Amérique latine. Des Japonais de souche apportent une contribution très importante au développement des capacités de leur pays d'origine, et des volontaires japonais sont envoyés en appui à ces activités.

Le programme des *Japan Overseas Development Youth Volunteers*, créé au cours de l'exercice 1985, a été transféré au Secrétariat des JOCV au cours de l'exercice 1996 et a pris alors son nouveau nom, « volontaires auprès des communautés japonaises à l'étranger ». Fin mars 2001, 131 volontaires étaient en cours de mission dans huit pays, principalement dans le secteur de l'éducation et de la



Volontaire senior auprès des communautés japonaises à l'étranger enseignant à des enfants d'immigrants japonais dans une école de japonais (Paraguay).

culture. Depuis le début du programme, 652 volontaires ont été envoyés en mission.

Les projets fondés sur la participation de volontaires-seniors et de volontaires-seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger ont été lancés au cours de l'exercice 1990 et transférés au Secrétariat des JOCV au cours de l'exercice 1996. Fin mars 2001, 261 volontaires-seniors étaient en poste dans seize pays, et 38 volontaires-seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger travaillaient également dans sept pays. Depuis leur lancement, ces programmes ont permis d'envoyer respectivement 511 et 183 volontaires.

## Solutions d'avenir

Le budget de l'aide publique au développement (APD) a été sérieusement affecté par la récession économique prolongée. Toutefois, la population japonaise place de grands espoirs dans le programme des JOCV qu'elle tient en haute estime pour être le pionnier d'une « aide aux orientations clairement définies ». Dans ce contexte, le budget alloué au programme des JOCV au cours de l'exercice 2001 a été de 23,4 milliards de yens, soit une augmentation de 8,9 % par rapport à l'année précédente.

Pour répondre aux attentes du public japonais et pour étendre les activités du programme de volontaires-seniors, nous nous efforçons d'améliorer la quantité et la qualité des projets d'envoi de JOCV. Nous continuerons par ailleurs de mettre l'accent sur les programmes de soutien aux anciens volontaires, dans le prolongement de nos actions passées. Nous souhaitons adopter une attitude proactive dans ce domaine.

Afin de répondre précisément aux besoins à l'intérieur comme à l'extérieur du Japon, le Secrétariat des JOCV poursuit ses efforts dans les domaines suivants :

- (1) Arrivée de nouveaux volontaires ;
- (2) Amélioration des procédures de recrutement et de sélection ;
- (3) Amélioration de la formation avant affectation ;
- (4) Renforcement du soutien aux activités des volontaires ; et
- (5) Amélioration du soutien au développement de carrière des anciens volontaires.

# Volontaires-seniors



Volontaire senior enseignant dans une école professionnelle (Samoa).

## Présentation du programme

### Débuts du programme

Le programme des volontaires-seniors a été précédé par le programme d'envoi de volontaires-experts, mis en place en 1990. Ce dernier était spécialement destiné aux personnes d'âge mûr manifestant un intérêt pour les activités de soutien technique dans les pays en développement (PED) et désireuses de mettre leurs compétences et leur expérience au service de ces pays. Les volontaires sont recrutés dans la tranche d'âge des 40 à 69 ans, parmi des personnes disposant de compétences exceptionnelles et d'une riche expérience professionnelle. Ces volontaires sont ensuite détachés en fonction des demandes formulées par les PED. On pourrait donc dire de ce programme qu'il s'agit d'un programme des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) pour les seniors. Ce programme a effectivement commencé au cours de l'exercice 1991, avec l'envoi de onze volontaires au Paraguay, en Malaisie et Samoa.

Cet envoi s'est traduit par une forte augmentation de l'intérêt suscité par les activités de volontaires au sein du Japon. Pour bien marquer qu'il s'agissait d'un programme de soutien faisant appel à des volontaires, il a été rebaptisé en 1996 programme d'envoi de volontaires-seniors. Depuis, autant le nombre de pays accueillant des volontaires-seniors que le nombre de ces derniers n'ont cessé d'augmenter.

C'est à cette époque que le grand tremblement de terre de Hanshin-Awaji a touché la région du Kansai et que l'échouage d'un tanker a causé une énorme marée noire dans la mer du Japon. En ces deux occasions, les activités des sauveteurs volontaires ont été acclamées par les médias, ce qui a renforcé l'intérêt pour les activités de volontaires et le désir de mieux les connaître. Cela a entraîné, d'une part, la promulgation de la Loi sur les organismes sans but lucratif (Loi OSBL) en 1998, et d'autre part, une augmentation du

nombre des sociétés autorisant leurs salariés à s'absenter pour participer à des activités de volontaires.

Depuis 1991, le budget consacré par le Japon à l'aide publique au développement (APD) est le plus élevé de tous les pays. Avec l'intérêt croissant pour l'aide aux PED, l'opinion publique a pris conscience comme jamais auparavant de l'importance d'une coopération participative avec des orientations clairement visibles. C'est dans ce cadre que le programme des volontaires-seniors s'est formé et qu'il ne cesse de se développer.

Au fur et à mesure que l'économie du Japon et des autres pays industrialisés s'est renforcée, l'écart entre les pays développés et les PED s'est creusé. Le savoir-faire et les compétences dont ces derniers ont besoin se trouvent être les mêmes que ceux qui ont aidé le Japon durant cette période de forte croissance économique. La demande en personnel qualifié disposant d'une riche expérience professionnelle et sociale s'est accrue de la part des PED. Ce programme étant capable de répondre de manière spécifique aux besoins de ces pays, l'importance des volontaires-seniors ne cesse de croître.

### Coopération participative

Depuis 1991, le Japon est le premier dispensateur d'APD et de plus en plus de particuliers souhaitent s'investir personnellement. Cela s'est traduit notamment par une participation accrue au Festival de la coopération internationale, manifestation ouverte à tous qui se tient tous les ans depuis 1992 dans le parc Hibiya à Tokyo.

De plus, si le nombre de candidats pour les JOCV a dépassé 7 500 au cours de l'exercice 2000, environ 1 690 personnes avaient manifesté leur désir de participer aux projets des volontaires-seniors, un chiffre en nette augmentation par rapport à l'exercice

## III

### Chapitre 2

#### Mise en œuvre des programmes/6 Volontaires-seniors

1999, où 1 198 personnes s'étaient portées candidates. Ces chiffres témoignent de l'intérêt considérable suscité par les activités de volontaires à l'étranger et du désir de participer à ces activités qui anime manifestement tant de personnes. L'intérêt marqué pour la coopération internationale et le désir de participer ont été stimulés par divers facteurs : l'internationalisation des communautés locales, la vigueur croissante des échanges internationaux au niveau communautaire et une sensibilisation, à l'actualité du monde forgée par les informations diffusées par les médias.

Au vu de cette évolution dans les perceptions du public, la JICA s'est efforcée d'étendre le programme des volontaires-seniors. Alors que 100 personnes avaient été envoyées en 1999, le chiffre pour l'an 2000 a quadruplé, passant ainsi à 400, et l'Agence prévoit d'envoyer 500 personnes en 2001. Les volontaires-seniors œuvrent actuellement dans 34 pays, un chiffre qui devrait toutefois encore notablement augmenter.

Les volontaires-seniors travaillent en étroite collaboration avec les communautés locales dans les pays concernés. Ils sont affectés directement aux hôpitaux, écoles, sociétés et organisations non gouvernementales (ONG), et non pas au gouvernement central. Compte tenu du cadre dans lequel elles se déroulent, on pourrait qualifier ces activités de coopération participative communautaire.

## Contenu du programme

### 1. Bilan des envois

Au mois d'avril 2001, 386 volontaires-seniors œuvraient dans 27 pays, portant à 662 le nombre de personnes ayant participé à ce programme depuis sa création. Le nombre de pays accueillant des volontaires devrait également augmenter dans le futur.

### 2. Recrutement et sélection

L'extension rapide du programme des volontaires-seniors conduit à de nécessaires révisions dans sa mise

## Sur le terrain

Conseils pour une agriculture à faible coût

Paraguay

### Réduction des coûts de production par l'exploitation des résidus

#### ◆ Nouveaux défis après l'achèvement du projet initial

Située à quelque 140 km à l'est d'Asunción, capitale du pays, la ville de Colonel Oviedo est à l'intersection des routes 2, 3 et 8, et par conséquent un important nœud de communication. Au vu de cette position stratégique, des efforts ont été entrepris afin d'améliorer l'infrastructure et le service dans ce secteur, notamment dans le cadre du projet de renforcement de la distribution des produits agricoles, lancé dans les années 1990, avec le concours d'experts de la région.

Des années après l'achèvement du projet, la coopérative agricole d'Oviedo a demandé l'aide d'un volontaire senior spécialisé dans la culture des légumes afin de surmonter les obstacles liés à la micro-culture qui aient causé problème jusqu'alors et d'introduire des cultures non traditionnelles pouvant être compétitives sur le marché. Dans ce cadre, le volontaire senior détaché par la JICA fournit des conseils sur des activités agricoles ne nécessitant pas de capitaux et sur la manière d'utiliser les résidus pour réduire les coûts de production.

#### ◆ Engrais obtenus à partir de résidus de coton

Le volontaire senior a ainsi proposé l'utilisation des résidus de coton. Cette culture était implantée depuis des années dans la région, mais les résidus laissés après la cueillette de la fleur et l'éclatement de l'huile des graines étaient jusqu'alors simplement incinérés comme des déchets. La fermentation de ces déchets et leur utilisation comme bokashi (engrais organique), a permis de peupler le manque de matières organiques dans le sol et cet engrais s'est avéré efficace pour la culture de plantes potagères, comme les tomates. Vers la fin de l'an 2000, trois fermes modèles avaient été sélectionnées et des efforts entrepris pour populariser l'emploi de l'engrais bokashi obtenu à partir des résidus de coton.



Volontaire senior aidant un fermier à préparer du bokashi à partir de résidus fermentés de coton produit localement.

C'est une grande importance, car l'achat d'engrais et de produits chimiques agricoles n'est pas chose aisée dans une micro-exploitation. De plus, les cultures produites par les méthodes de l'agriculture biologique et avec moins de produits chimiques agricoles sont de plus en plus prisées par les consommateurs paraguayens.

Les fermes modèles ont obtenu leurs premiers résultats de culture avec de l'engrais bokashi pour les tomates et les concombres. Une agriculture à faible coût sans le danger excessif pour les fermiers et sans l'effort sur les personnes et l'environnement semble prendre racine dans le sol de Colonel Oviedo.

(Bureau de la JICA au Paraguay)

en œuvre. La méthode de recrutement a été modifiée et l'on est passé de l'enregistrement préliminaire au recrutement externe. Des sessions d'information pour le recrutement sont organisées deux fois par an, (au printemps et à l'automne), en divers endroits du pays. Durant les campagnes de printemps (et d'automne) 2000 les 66 (76) séances d'information organisées au niveau national ont attiré 3 426 (2 759) personnes dont 687 (646) sont ensuite portées candidates comme volontaires.

Le processus de sélection comporte trois phases : première étape de sélection, examen médical et seconde étape de sélection. Dans un premier temps, les candidatures écrites et les dossiers médicaux sont étudiés. Les candidats passent ensuite un examen médical approfondi puis, pour finir, un entretien personnel et une épreuve en langue étrangère. Au cours de l'exercice 2000, 323 candidats au total ont été recrutés et détachés.

### 3. Formation préalable à l'envoi à l'étranger

Les candidats retenus suivent une formation de cinq semaines avant leur détachement. Les deux premières semaines sont consacrées à une session d'initiation à l'APD japonaise, aux diverses activités de la JICA, au fonctionnement du programme des volontaires-seniors, aux mesures de sécurité et aux préparatifs du voyage. Les trois autres semaines sont dévolues à la formation linguistique. Parmi les langues étudiées figurent l'anglais et l'espagnol, l'indonésien, le thaï, ainsi que d'autres langues des pays d'accueil. Les membres de la famille du volontaire qui voyagent avec ce dernier peuvent bénéficier de la formation. Les familles sont nombreuses à la suivre dans tous les cas où cela est possible.

### 4. Contrôle de la santé

Les volontaires sont amenés à vivre et à travailler dans des milieux susceptibles de différer totalement de l'environnement japonais. Aussi, des médecins-conseils peuvent être consultés au centre médical de la JICA. Des exposés sur les questions de santé sont par ailleurs inclus dans la session d'initiation préalable à l'envoi à l'étranger. Les volontaires peuvent enfin à tout moment exposer leurs problèmes de santé et recevoir des conseils sur le traitement adapté et également bénéficier de bilans de santé réguliers.

## Émergence de nouveaux besoins

La période entre la fin des années 1980 et le début des années 1990 a été marquée par une tendance à la réforme des institutions économiques et politiques, principalement dans le bloc des anciens pays communistes après l'arrêt de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest. Dans plusieurs pays, le dirigisme étatique a été aboli et remplacé par des structures démocratiques : les marchés ont été libéralisés grâce à des mesures telles que la privatisation des entreprises contrôlées par l'État et, corrélativement, l'introduction de concurrence. Ces réformes ont été soutenues par le biais de l'APD.

Outre les besoins d'aide dans les domaines traditionnels, tels que les soins médicaux, l'agriculture et l'éducation, le besoin de coopération s'est étendu à d'autres domaines comme la modernisation des usines et des sociétés, la production, la gestion et le contrôle de la qualité. La plupart des PED sont admiratifs devant l'effort de reconstruction du Japon après-guerre et souhaitent apprendre le secret de la réussite japonaise. Le nombre de demandes d'envoi de volontaires-seniors dans les domaines précités a augmenté et cette tendance devrait se poursuivre.

La JICA a adopté de nouvelles stratégies afin de mettre en adéquation le plus efficacement possible les besoins diversifiés des PED et les ressources humaines au Japon. Ainsi, au cours de l'exercice 2000, par exemple, l'Agence a introduit deux nouveaux systèmes : le « système de certification des candidats », dans lequel les candidats qui répondent à certains critères sont agréés et proposés aux PED et le « système d'envoi en groupe » dans lequel plusieurs volontaires d'une même organisation sont envoyés sur le même lieu d'affectation, afin d'accroître l'efficacité de l'aide.

### Portée du programme des volontaires-seniors

Selon son mot d'ordre, la JICA s'est donnée pour mission de « valoriser les ressources humaines, renforcer les capacités nationales et favoriser le rapprochement des partenaires. » Le programme des volontaires-seniors transpose cet énoncé dans la pratique alors que l'aide fournie directement par les volontaires pour le développement des ressources humaines dans les PED soutient le processus de

## III

### Chapitre 2

Mise en œuvre des programmes/8 Volontaires-seniors

développement de ces nations, les liens forgés entre les volontaires et les communautés locales constituent un bel exemple d'échange international.

De plus, il est particulièrement significatif que ces activités soient menées par des personnes issues du grand public japonais. Toutefois, il se peut que les efforts des participants intervenant dans des pays étrangers qu'ils ne connaissaient pas auparavant ne soient pas toujours couronnés de succès. La portée réelle des programmes de volontaires de la JICA, notamment le programme des volontaires-seniors, ne se mesure pas uniquement par les résultats obtenus mais par le fait qu'ils donnent aux membres de la communauté japonaise dans son ensemble l'opportunité d'une participation spontanée.

Les volontaires revenant au Japon à la fin de leur mandat parlent de leurs expériences avec les gens de leur entourage, ce qui incite alors d'autres personnes à se porter volontaires. Ils conservent également les liens

qu'ils ont forgés avec leurs amis dans le pays où ils sont intervenus et restent attachés à celui-ci. Ce processus cyclique d'évolution est une conséquence imprévue que les projets de volontariat de la JICA voudraient toujours provoquer à l'avenir.

Le concept de « société sans frontières » est l'objet de débats depuis plusieurs années. Or, dans le sens où ce processus favorise les échanges et les activités internationales plus particulièrement au niveau communautaire, la nécessité de ce programme, et en fait, son existence même, seront certainement encore plus cruciaux à l'avenir. Suite à une proposition du gouvernement japonais, l'année 2001 a été proclamée « Année internationale des volontaires » par l'Assemblée générale des Nations unies. La JICA souhaite que cette année soit l'occasion de développer le programme des volontaires-seniors en s'appuyant sur la participation accrue des citoyens japonais.

# Coopération pour le développement

## Présentation du programme

Ce programme contribue au développement social et à l'autonomie économique des pays en développement (PED), par l'octroi, dans le cadre de l'aide publique au développement (APD), d'un appui financier et technique à des projets de développement réalisés par des entreprises japonaises privées.

Le programme s'intéresse avant tout aux projets qui contribuent au développement social et à la promotion des secteurs agricole, forestier, minier et industriel. La JICA tient compte des avantages procurés au niveau communautaire, des risques techniques et économiques, de la rentabilité et du caractère expérimental du projet, pour fournir des financements à long terme et à faible taux d'intérêt. Un appui technique est fourni et des études entreprises pour assurer la bonne réalisation des projets.

Ces derniers suivent la classification présentée sur la Figure 3-11.

## Contenu du programme

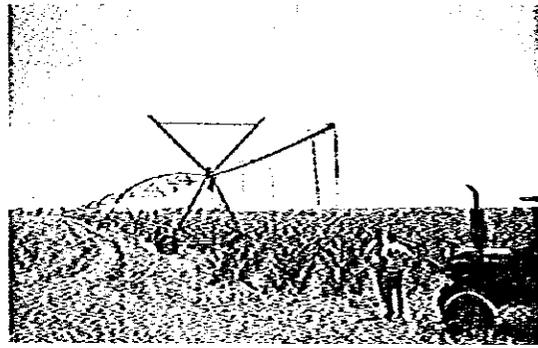
### Investissements et financements

Des crédits à long terme et à faible taux d'intérêt sont accordés à des entreprises japonaises qui réalisent des projets de développement dans des PED, ou procurent des financements à des entreprises locales chargées de la réalisation de tels projets.

Parallèlement aux consultations avec des entreprises, la JICA organise des colloques au Japon et à l'étranger pour expliquer le système de financement de l'Agence et les types de projets concernés. Ces derniers correspondent à l'une des catégories suivantes :

1. Modernisation d'infrastructures ayant déjà bénéficié de prêts

Il peut s'avérer difficile d'obtenir de la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC\*) des prêts pour la modernisation d'infrastructures\* pour des



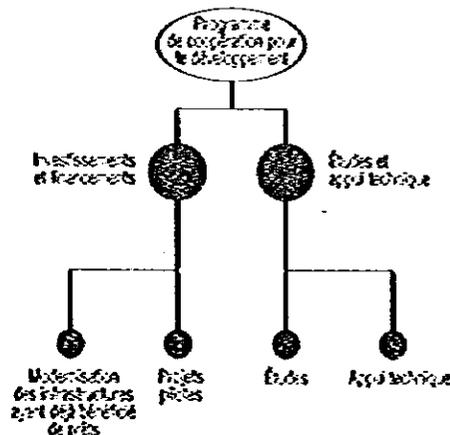
Projet de coopération au développement agricole entre le Japon et le Brésil dans le Ceará portant sur le développement à grande échelle par l'irrigation de tourniquets géants (Brésil).

projets de développement ayant déjà bénéficié de cautions, crédits ou autres financements de cette institution ou de la *Japan National Oil Corporation*, de la *Metal Mining Agency of Japan*, de la *Central Bank for Agriculture and Forestry*, de la banque *Shoko Chokin* ou de la JICA.

Les projets touchant à la modernisation d'infrastructures ayant déjà bénéficié de prêts sont conçus pour ce genre de situation. Des prêts ou des cautions de garantie sont accordés pour des projets pouvant contribuer à l'essor de la région où est exécuté le projet et au bien-être social de la population locale. Les financements sont procurés dans les cas suivants :

- (1) Les équipements collectifs permettant d'améliorer le niveau de vie et le bien-être de la population : écoles, hôpitaux, salles communales, églises ou temples, locaux administratifs, bureaux de poste, casernes de pompiers et installations sportives ;
- (2) Les structures requises pour des projets susceptibles de servir aux communautés locales : routes, installations portuaires, réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement, salles de réunion, centres de

Figure 3-11 Programme de coopération pour le développement



## III

### Chapitre 2

### Mise en œuvre des programmes/9 Coopération pour le développement

formation professionnelle, systèmes de distribution et installations électriques ;

(3) Les projets de reboisement axés sur des objectifs de protection et d'amélioration de l'environnement.

## 2. Projets pilotes

Un projet pilote est un projet de développement dont la réalisation fait obligatoirement intervenir des améliorations technologiques et des actions de développement technique. Des prêts, des cautions et des crédits sont accordés pour les projets pilotes qui ne peuvent être financés par la JBIC.

Les projets pilotes touchent à des domaines tels que l'agriculture, l'élevage et le fourrage, le reboisement, la mise en valeur des ressources en bois existantes, l'exploitation de ressources minérales (extraction, criblage et raffinage de calcaire, de phosphate naturel ou de sel gemme), la gestion rationnelle des déchets et la construction de logements bon marché. Au cours de l'exercice 2000, cinq prêts pour des projets pilotes ont été octroyés et leur valeur totale a atteint 500 millions de yens.

### Études et appui technique

L'appui technique est la principale caractéristique du programme d'investissements et de financements de la JICA. Il intervient sous différentes formes et à la demande des entreprises afin que le projet se déroule harmonieusement et qu'il bénéficie à la population locale dans le pays.

L'appui technique revêt trois formes : 1) études et collecte de données avant l'octroi des investissements et des financements, 2) envoi d'experts une fois le prêt fourni et 3) accueil de participants étrangers à des stages techniques.

#### 1. Études

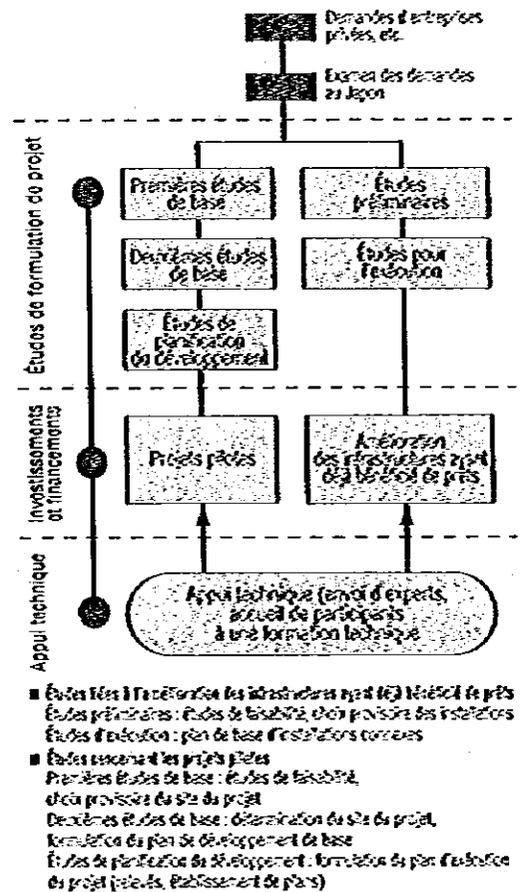
##### (1) Études de base pour un projet de développement

Lorsque les entreprises chargées de la réalisation du projet n'ont pas les moyens de le faire, la JICA étudie les conditions locales, recueille les données nécessaires, examine la faisabilité d'un projet, établit les concepts de base et élabore le plan d'exécution. Elle leur transmet ensuite les résultats de ces travaux effectués à ses frais.

##### (2) Études de développement

Des experts sont envoyés pour une période relativement longue étudier la faisabilité de projets agricoles ou forestiers liés au développement régional et dont les délais de préparation sont très

**Figure 3-12** Déroulement des projets de coopération pour le développement



longs faute d'informations pertinentes. Les données recueillies sont ensuite transmises pour référence aux entreprises concernées.

Les quatre études actuellement en cours sont décrites ci-après. Elles portent sur la collecte et l'analyse de données concernant la croissance des arbres et des plantes, la rédaction de guides et la préparation de modèles de gestion sur le reboisement et la production végétale.

- Étude de développement sur les essences forestières indigènes à croissance rapide en Malaisie

L'objectif premier de cette étude est de sélectionner des essences d'arbres tropicaux indigènes de qualité à croissance rapide, jusqu'ici rarement employées, pour le reboisement dans l'État de Perak, en Malaisie. L'étude a par ailleurs pour objet de mettre au point une technologie pour

cultiver ces essences et les exploiter pour le reboisement et d'établir un modèle de gestion forestier durable, rentable et écologique.

- Étude de développement sur l'amélioration de la culture des graines de colza dans la province du Hubei, Chine

L'objet de cette étude est de contribuer à augmenter la qualité et la quantité de graines de colza produites dans les parties moyenne et inférieure du bassin fluvial du Changjiang. Ce résultat nécessite la mise au point dans la province du Hubei, plus grand centre de production de graines de colza en Chine, de variétés qui ne soient toxiques ni pour l'homme ni pour le bétail.

- Étude de développement sur l'amélioration du sol alcalin dans la province du Shanxi, Chine

Cette étude est destinée à mettre au point des méthodes pour traiter le sol alcalin dans la province du Shanxi, en Chine. L'objectif est d'encourager le développement agricole dans le nord de la Chine et

d'améliorer les conditions de culture grâce aux modifications chimiques engendrées dans le sol par un conditionneur mis au point par la préfecture de Saitama au Japon, et à d'autres expériences utilisant le sulfate de calcium (CaSO<sub>4</sub>).

- Étude de développement sur la fixation du carbone en Indonésie

L'objectif de cette étude est d'établir une méthode de gestion forestière écologique dans laquelle les émissions de dioxyde de carbone sont réduites au minimum par l'utilisation des déchets de scierie carbonisés comme conditionneur de sol dans les zones destinées à être reboisées.

**(3) Autres études**

Les autres études sont les suivantes :

- Évaluation d'investissements et de financements  
Des études sont entreprises pour examiner l'état d'avancement d'un projet et la manière d'aborder les problèmes qui risquent de survenir avant ou après son achèvement.

**Tableau 3-13** Conditions des prêts pour les financements et les investissements

Type de projets	Montant des prêts	Taux d'intérêt	Plafond en millions de dollars	Taux d'assurance	Période de remboursement	Plafond (en ans)
Amélioration d'infrastructures ayant des bénéfices de prêts (1) Ordinaire	Au plus 700 millions de yens	100 %	700 millions de yens	0,25 % 0,50 %	Max 20 ans	Max 5 ans
	De 700 millions à 3 milliards de yens	85 %	2,655 milliards de yens	0,75 %	Max 20 ans	Max 5 ans
	De 3 à 4,5 milliards de yens	85 %	3,93 milliards de yens	0,25 % 0,50 % 0,75 %	Max 30 ans	Max 5 ans
(2) Spécial	Plus de 4,5 milliards de yens	100 %	4,5 milliards de yens	0,25 % 0,50 % 0,75 %	Max 30 ans	Max 10 ans

Notes : 1. Les conditions de financement des prêts en cas de besoins particuliers concernant des projets d'un coût supérieur à 4,5 milliards de yens sont déterminées au cours de discussions séparées.  
2. Les conditions de prêt s'appliquent dans les cas d'un transfert par le biais d'apports de coopération non remboursés au gouvernement du pays récipiendaire suite à la livraison d'installations à des projets comprenant des réparations d'installations appartenant au gouvernement du pays récipiendaire, des projets de reboisement pour la protection de l'environnement, et à la livraison d'installations destinées à protéger l'environnement de la pollution uniquement lorsque les formes en matière d'environnement dans le pays récipiendaire sont dégradées.

Type de projets	Montant des prêts	Taux d'intérêt	Plafond en millions de dollars	Taux d'assurance	Période de remboursement	Plafond (en ans)
Projets pilotes	Au plus 500 millions de yens	100 %	500 millions de yens	0,25 % 0,50 % 0,75 %	Max 20 ans (30 ans) <sup>2</sup>	Max 5 ans (10 ans) <sup>2</sup>
	De 500 millions à 2 milliards de yens	85 % (100 %) <sup>3</sup>	1,775 milliard de yens (2 milliards de yens)	0,25 % 0,50 % 0,75 %	Max 20 ans (30 ans) <sup>2</sup>	Max 5 ans (10 ans) <sup>2</sup>

Notes : 1. Les conditions de financement des projets d'un coût supérieur à 2 milliards de yens ou des projets dans des pays développés sont déterminées au cours de discussions séparées.  
2. Les conditions de prêt s'appliquent à l'infrastructure, au reboisement et aux projets de reboisement pour la protection de l'environnement.  
3. Les conditions de prêt s'appliquent à un projet de conservation de l'environnement et de reboisement.

Notes : 1. Si le taux d'intérêt de la JICA pour les opérations de financement à l'étranger est inférieur à 0,25 %, les autres taux s'appliquent sur ce dernier.  
2. Des garanties d'une banque japonaise ou d'une autre banque au profit des JICA (dépôts du gouvernement japonais, etc.) sont exigés pour le financement.

- **Étude d'évaluation**

Réalisée un certain délai après le démarrage d'un projet, elle mesure sa contribution au développement régional.

- **Promotion des investissements et des financements pour protéger l'environnement**

Les études de ce type portent sur la manière dont les entreprises abordent les questions de protection de l'environnement dans le cadre du développement. Elles servent à concevoir des projets susceptibles de recevoir des investissements et des crédits pour la défense de l'environnement. Des réunions sont organisées à l'étranger pour expliquer les systèmes d'investissements et de financements. Des consultations individuelles sur les possibilités de prêt sont également assurées.

## **2. Envoi d'experts**

À la demande d'entreprises qui ne sont pas en mesure de résoudre seules des problèmes techniques survenus au cours de la réalisation de projets, la JICA envoie des experts compétents dans les domaines voulus pour fournir des conseils techniques.

## **3. Formation**

À la demande d'une entreprise, la JICA peut accueillir des employés de cette dernière au Japon pour une formation technique.

## **4. Études et appui technique au cours de l'exercice 2000**

Au cours de l'exercice 2000, 34 missions d'étude et 42 experts (missions en cours ou nouvelles) ont été envoyés à l'étranger et 20 personnes ont été accueillies au Japon pour une formation.

# Secours en cas de catastrophe



Équipe médicale portant assistance à une victime d'un séisme (Inde, janvier 2001).

## Présentation du programme

### Contenu et résultats

Tous les ans, des catastrophes naturelles (séismes, inondations et sécheresses) et des accidents (marées noires ou effondrement d'immeubles) secouent la planète, entraînant souvent des pertes énormes en vies humaines et en matériel, ainsi que des dégradations de l'environnement. Dans les pays en développement (PED), chaque catastrophe est susceptible de provoquer de graves dommages. Actuellement, les pays concernés sont dans l'incapacité de fournir une aide suffisante ou d'organiser les secours par eux-mêmes.

Ce programme permet, à la demande du gouvernement concerné ou d'une organisation internationale, d'envoyer des équipes japonaises de secours d'urgence (JDR) sur les lieux et un approvisionnement d'urgence au pays sinistré.

### Historique

Les actions d'aide d'urgence ont débuté à la fin des années 70 avec l'envoi d'équipes médicales pour secourir des réfugiés cambodgiens. Ensuite, une équipe spécialisée dans l'aide à la reconstruction d'urgence a été envoyée au Mexique lors du grand tremblement de terre de 1985.

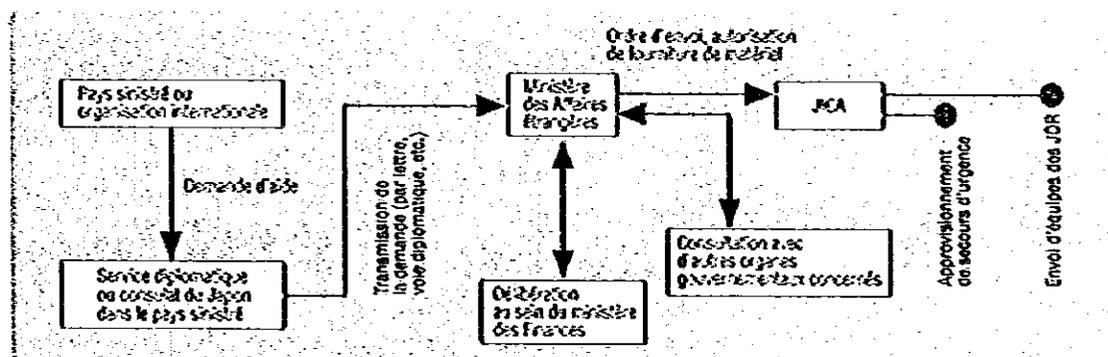
En septembre 1987, avec l'entrée en vigueur de la Loi sur les JDR, un véritable dispositif a été mis en place pour l'envoi d'équipes de secours et d'experts dans le domaine de la médecine et de la reconstruction d'urgence. Cette loi a conduit à la systématisation complète de la structure d'aide d'urgence au Japon.

Elle a été partiellement révisée en juin 1992, permettant désormais au ministère des Affaires étrangères, sur consultation du directeur général de l'Agence de la défense nationale, d'envoyer des équipes des Forces d'autodéfense du Japon lorsqu'une catastrophe importante exige de gros apports d'aide et lorsque des actions doivent être entreprises de manière autonome dans la zone sinistrée. Depuis cette révision, un dispositif plus rigoureux a été mis en place pour l'envoi d'équipes des JDR.

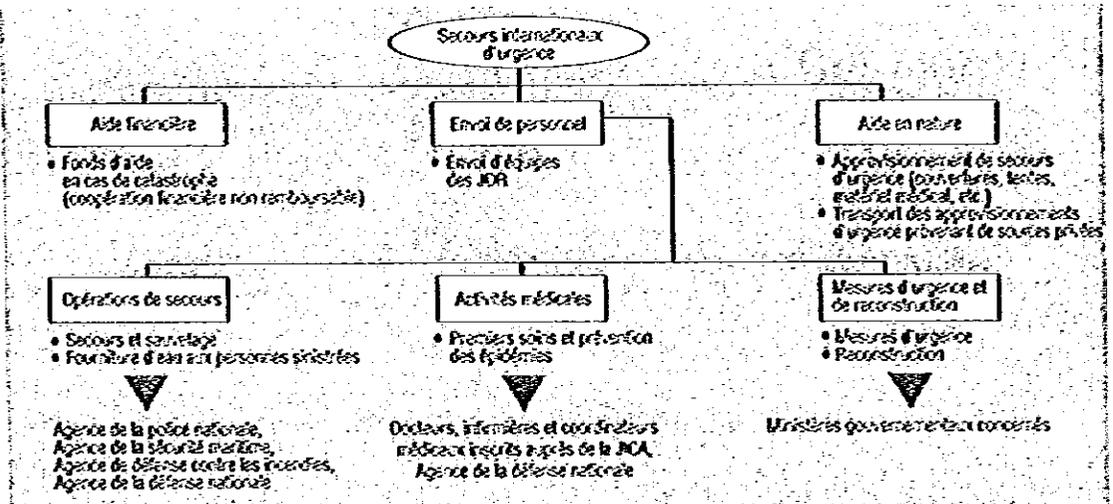
### Fonction des équipes des JDR

Il existe trois sortes d'équipes des JDR, les équipes de secours, les équipes médicales et les équipes d'experts. À la demande du gouvernement du pays sinistré ou d'une organisation internationale, une équipe spécialisée ou polyvalente est envoyée selon le type et l'importance de la catastrophe. Les activités de ces équipes se déroulent comme suit :

Figure 3-11 Déroulement des secours d'urgence en cas de catastrophe (hors apports financiers)



**Figure 3-15** Système des secours internationaux d'urgence du Japon



### 1. Équipes de secours

Ces équipes sont surtout chargées de rechercher les victimes, de leur porter secours, de leur dispenser les premiers soins et de les transférer en lieu sûr. Chaque équipe de secours est constituée de représentants de l'Agence de la police nationale, de l'Agence de la sécurité maritime et de l'Agence de défense contre les incendies. Une équipe doit pouvoir quitter le Japon dans les 24 heures qui suivent la réception et l'approbation d'une demande d'aide.

### 2. Équipes médicales

Ces équipes ont pour rôle de poser ou d'aider à poser le diagnostic des victimes et de prévenir les maladies infectieuses si nécessaire. Elles sont constituées de médecins, de personnel infirmier et de coordinateurs inscrits auprès du Secrétariat des JDR.

L'une des spécificités des équipes médicales est d'avoir repris sur le terrain le relais des *Japan Medical Team for Disaster Relief (JMDTR)* qui dirigeaient les activités médicales avant la promulgation de la Loi sur les JDR.

Fin mars 2001, 509 personnes (168 médecins, 208 infirmiers, 15 pharmaciens, 22 coordinateurs médicaux et 96 coordinateurs administratifs) étaient inscrites à ce programme.

### 3. Équipes d'experts

Ces équipes prennent des mesures d'urgence à la suite de catastrophes et fournissent des conseils sur les méthodes de rétablissement. Elles sont composées d'experts et de techniciens recommandés par les ministères et les organismes compétents en fonction du type de catastrophe.

## Résultats du programme

Quatre équipes ont été envoyées au cours de l'exercice 2000 : trois équipes médicales et une équipe des forces d'autodéfense.

Grâce aux images envoyées au siège de la JICA via Inmarsat (télécommunication mobile par satellite) lors du séisme de juin 2000 en Indonésie, il a été possible de suivre en temps réel les travaux des équipes de secours d'urgence dans la zone touchée et de les présenter sur la page d'accueil de la JICA.

Lors du séisme qui a frappé le Salvador en janvier 2001, une équipe médicale a été dépêchée rapidement, sept heures seulement s'étant écoulées entre la prise de décision et son départ effectif. Dans les centres créés en deux points dans la zone touchée, l'équipe a soigné 1 600 personnes en neuf jours.

Lors du séisme qui a frappé l'Inde le 26 janvier 2001, une équipe a quitté le Japon deux jours après le retour de l'équipe détachée au Salvador. Des tentes et des couvertures du magasin de l'entrepôt de la JICA à Narita ont été transportées par des avions des Forces d'autodéfense dans la zone touchée. Une fois sur place, ces dernières ont par ailleurs supervisé le montage des tentes.

## Activités connexes

En sus de l'envoi des équipes mentionnées, le programme de secours en cas de catastrophe prévoit les activités suivantes :

## Fourniture, achat et stockage de matériel

Du matériel de secours tel que couvertures, tentes, purificateurs d'eau, générateurs et produits pharmaceutiques, est fourni comme secours d'urgence et pour faciliter le processus de réhabilitation.

Pour que ces fournitures puissent être distribuées rapidement et en quantités suffisantes, l'approvisionnement doit être effectué à l'avance et des stocks doivent être constamment prêts à l'usage. Des entrepôts sont situés dans cinq pays : au Japon (Narita), à Singapour, au Mexique, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Des fournitures médicales d'urgence qui ne peuvent être stockées longtemps peuvent être obtenues auprès du Centre d'achat et de distribution du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) à Copenhague.

Au cours de l'exercice 2000, des fournitures de secours ont été envoyées en onze occasions.

Des équipes de secours et des fournitures ont été envoyées en Indonésie, au Salvador et en Inde pour répondre aux tremblements de terre.

## Études et formation

Les interventions d'aide à l'étranger s'inscrivent dans

des sociétés dont les coutumes, les langues et les réseaux de communication sont différents de ceux du Japon. Pour que l'action dans les zones sinistrées soit aussi efficace que possible, les équipes de secours et les équipes médicales bénéficient d'études et de formations mettant l'accent sur le renforcement du travail d'équipe et la prise en compte des situations d'urgence les plus diverses.

## Envoi de matériel de secours fourni par le secteur privé

En cas de catastrophe majeure, des secours supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires en plus de l'aide fournie par le gouvernement japonais à la demande du pays sinistré.

Dans les cas de ce type, la JICA assure gratuitement la collecte et le transport vers la région sinistrée de dons en nature fournis par des collectivités locales, des organisations privées et des particuliers. Généralement, les dons recueillis sont remis au gouvernement destinataire par l'ambassade du Japon dans le pays concerné.

# III

## Chapitre 2

Mise en œuvre des programmes/10 Secours en cas de catastrophe

## Sur le terrain

Envoi d'une équipe médicale de secours

Salvador

### Le soutien des JOCV à l'équipe médicale des JDR

#### ◆ Au milieu du chaos

Les tragés des nombreuses victimes du grand tremblement de terre qui a frappé le Salvador le 13 janvier 2001 sont dans toutes les mémoires. Suite aux informations contradictoires et à la peur des secousses, c'était le chaos dans la capitale et les pays étaient terrassés de fatigue. La JICA a décidé d'envoyer une équipe médicale des JDR, le premier groupe est arrivé le 16, trois jours après le début de la catastrophe, et le deuxième est arrivé le jour suivant. Les deux groupes se sont immédiatement portés au secours des victimes.

#### ◆ Prise en charge improvisée par les JOCV : un réconfort pour les victimes

Juste à côté de l'envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) a été créé le service de soutien à la coopération internationale pour des projets locaux. Lorsque le gouvernement japonais a décidé d'envoyer une équipe médicale, un grand nombre d'entre eux se sont spontanément portés volontaires pour rejoindre l'équipe et servir de personnel de soutien. Composée de spécialistes des interventions d'urgence, l'équipe médicale se rendit pour la première fois au Salvador et s'occupait quelque peu par rapport à la langue et aux coutumes locales. Le travail des JOCV a permis d'éliminer ces problèmes. Au cours des deux semaines d'intervention en effet, ils ont assuré tous types de soutien logistique, de interprétation jusqu'au transport des bagages en passant par la cuisine quotidienne. Chaque individu a été et trouve encore le des préoccupations des victimes ont permis aux JOCV de mesurer la juste valeur l'importance de leur intervention dans la région. Leurs efforts ont largement contribué au succès des activités médicales de l'équipe.



Volontaires prenant en charge l'accueil des victimes.

#### ◆ L'aide à la reprise - « Attention et soutien chaleureux »

Même si les volontaires qui ont soutenu l'équipe médicale ont retrouvé leurs postes d'origine et leurs activités respectives, ils s'efforcent malgré tout en parallèle d'élaborer des projets individuels de soutien aux victimes pour leur apporter attention et réconfort sur le plan émotionnel et tenter d'apaiser leurs souffrances.

(Bureau de la JICA et des JOCV au Salvador)

# Appui aux émigrés japonais et à leurs descendants

## Présentation du programme

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, quelque 73 000 Japonais ont émigré avec l'aide de la JICA et d'autres organisations, et la population des personnes d'ascendance japonaise vivant à l'étranger est estimée à environ 2,5 millions de personnes.

Les émigrés japonais et leurs descendants ont surmonté de multiples difficultés un peu partout dans le monde avant de constituer des communautés parvenues à maturité dans les pays d'adoption. Après la guerre, de nombreux Japonais sont partis s'installer au Brésil et dans d'autres parties d'Amérique latine, où ils contribuent aujourd'hui de manière très positive au développement industriel et économique, notamment dans le secteur de l'agriculture.

## Évolution et contenu du programme

### Examen des projets

Une nouvelle génération de personnes d'ascendance japonaise émerge maintenant dans ces pays et ces communautés se composent à ce jour en grande partie de membres de la deuxième à la quatrième génération. Ceux-ci sont des personnalités influentes dans les domaines politique, administratif, économique, universitaire et culturel, et contribuent de manière significative au développement de ces pays. Ces efforts jouent également un rôle déterminant en faveur de la coopération internationale.

Dans les pays comprenant de grandes communautés d'émigrés japonais, l'intérêt pour le Japon s'amplifie avec les générations. L'existence de ces communautés contribue de manière notable à promouvoir l'amitié et la coopération entre le Japon et ces pays.

Face aux évolutions mentionnées, la JICA a apporté les modifications suivantes à son programme d'émigration depuis l'exercice 1991 :

- (1) Les actions de formation et les services relatifs au départ des candidats à l'émigration ont été progressivement réorganisés.



Étudiants d'une école de japonais utilisent des manuels envoyés par le Japon (Pérou).

- (2) Tout en s'efforçant d'assurer la stabilité des conditions de vie des Japonais ayant émigré avec un appui de la JICA, l'Agence met désormais l'accent sur la coopération internationale et prévoit d'accroître l'appui et la coopération pour les communautés japonaises à l'étranger.

Parmi les projets associant les communautés japonaises à l'étranger qui relèvent du programme d'émigration, la JICA est attentive à ceux qui sont fortement axés sur la coopération technique (stages de formation au Japon et envoi d'experts et de volontaires japonais). Cette initiative, qui fait partie du programme de coopération technique de la JICA depuis l'exercice 1996, se décline de la manière suivante :

- (1) Formation au Japon des membres de communautés japonaises à l'étranger ;
- (2) Envoi d'experts auprès des communautés japonaises à l'étranger ;
- (3) Envoi de volontaires-seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger ;
- (4) Envoi de volontaires auprès des communautés japonaises à l'étranger.

### Contenu du programme d'émigration

En relation avec les projets d'émigration, la JICA entend les activités suivantes :

#### 1. Relations publiques

Pour mieux faire connaître aux Japonais le processus d'émigration et les communautés japonaises établies à l'étranger, les activités des émigrés et des personnes d'ascendance japonaise sont présentées par divers moyens :

- (1) Publication du magazine bimestriel *Kaigai Iju* (Émigration) ;
- (2) Invitation au Japon de personnalités de marque issues de ces communautés ;
- (3) Octroi de subventions pour faciliter l'organisation de conférences destinées à des personnes d'ascendance japonaise vivant hors du Japon.

#### 2. Formation de descendants d'émigrés

- (1) Formation d'élèves des écoles de japonais de bons élèves des écoles de japonais à l'étranger

sont invités chaque année à séjourner au Japon pendant un mois pour y acquérir une expérience directe de la culture et de la société japonaises. Il leur est ainsi possible de suivre les cours d'un lycée ou d'un collège et d'habiter dans une famille pour améliorer leurs connaissances linguistiques. Lancé depuis l'exercice 1997, ce programme se déroule sur un mois. Au cours de l'exercice 2000, 43 élèves ont bénéficié de cette formation.

(2) Formation technique avant le retour dans le pays de personnes d'ascendance japonaise travaillant au Japon  
Des personnes d'ascendance japonaise qui ont travaillé au Japon et possèdent les aptitudes requises peuvent bénéficier d'une formation technique avant de rentrer dans leurs pays d'adoption, pour leur permettre de contribuer au développement de ces derniers. Les formations de ce type ont commencé en 1993. Au cours de l'exercice 2000, quinze personnes ont ainsi suivi des cours sur l'amélioration de la productivité et l'informatique.

(3) Formation de personnes d'ascendance japonaise séjournant au Japon  
Pour permettre à des personnes d'ascendance japonaise séjournant au Japon de mieux connaître la culture japonaise, des stages d'un mois sur la civilisation et la langue japonaises sont organisés avec la coopération du Centre international pour la formation des femmes.

(4) Formation d'étudiants d'ascendance japonaise  
Des bourses d'études sont fournies pour des cours organisés deux fois par an par l'Association des Japonais à l'étranger. Cette formation est surtout destinée à des jeunes d'ascendance japonaise étudiant au Japon grâce aux aides des administrations locales.

3. Appui aux émigrés  
Divers projets sont actuellement mis en œuvre pour fournir un appui aux émigrés et améliorer leurs conditions de vie.

(1) Extension des systèmes d'exploitation agricole  
La JICA mène des actions pour améliorer les techniques agricoles employées par les émigrés, telles que l'envoi d'agronomes du Brésil, des formations aux techniques utilisées dans les pays industrialisés, la promotion de groupes de recherche agronomique et des formations techniques pour le personnel de coopératives agricoles.

(2) Soins médicaux et hygiène  
La JICA a mis en place des dispensaires mobiles au Brésil et soutient le fonctionnement de cinq cliniques au Paraguay et en Bolivie. Elle fournit également une aide médicale à des émigrés installés en République dominicaine, en Bolivie et au Paraguay, par le biais de contrats signés avec des médecins locaux. Enfin, elle octroie des bourses à des étudiants en médecine et des élèves-infirmiers de ces pays.

### III

#### Chapitre 2

Mise en œuvre des programmes/11 Appui aux émigrés japonais et à leurs descendants

## Gros plan

### Système de bourses d'études à l'étranger pour les personnes d'ascendance japonaise

#### Diplôme de l'enseignement supérieur grâce à une bourse de la JICA

Le désir constant de s'améliorer  
Après de nombreuses années d'études, les étudiants japonais et les personnes d'ascendance japonaise d'Amérique latine bénéficient aujourd'hui d'une grande considération dans leurs pays d'origine respectifs. Afin de progresser dans le même esprit, la JICA a lancé un système de bourses pour les personnes d'ascendance japonaise. En 2000, 50 postes étaient à pourvoir. Cette opération est mise en place suite aux demandes de concours des ambassades japonaises de personnes d'ascendance japonaise estimant qu'il est indispensable de préparer des étudiants de qualité pour l'investissement local.

Ce système couvre une partie des dépenses engagées pour étudier à l'étranger, notamment le billet d'avion aller vers le pays d'origine et le Japon, les droits d'inscription, les droits de scolarité et les frais de séjour. Ce système est organisé dans le sens où le boursier est tenu de passer deux ans à l'étranger et de le compléter un an en France de l'enseignement supérieur.

Les études sont poursuivies concernant des disciplines très diverses et notamment l'économie, la médecine et l'histoire. De retour dans leur pays d'origine, les diplômés travaillent à leur service bien pour investir activement dans leur communauté locale et font espérer que leurs efforts seront également bénéfiques pour les étudiants de leur pays d'origine et le Japon.



Les boursiers participants au programme 2000 de bourses d'études à l'étranger présent devant le Centre international de Tokyo.

### (3) Éducation et culture

La JICA fournit des subventions dans ce domaine sous de nombreuses formes, notamment des primes accordées à des professeurs pour soutenir l'enseignement dans les langues locales. Une aide à l'enseignement du japonais est apportée par des stages en pays tiers\* pour les professeurs de japonais d'Amérique latine. Au cours de l'exercice 2000, une formation de ce type organisée à Brasilia (Brésil) a été suivie par 39 professeurs. La JICA octroie par ailleurs des subventions pour l'extension de l'école de japonais Burzaco en Argentine, ainsi que des primes aux enseignants et de participation à l'achat du matériel pédagogique.

### (4) Aide en faveur du secteur social et des infrastructures

Au cours de l'exercice 2000, des apports de coopération financière non remboursable ont été fournis au Brésil pour la construction, à Sao Paulo, d'un foyer pour personnes âgées ayant des besoins spéciaux, ainsi qu'au Paraguay, pour des travaux de réparation sur des ponts en bois.

### 4. Découpage de zones d'implantation en lots d'habitation

La JICA procède à un travail de découpage des zones d'implantation d'émigrés japonais en lots d'habitation. Au cours de l'exercice 2000, une zone d'implan-

tation et trois segments d'un district urbain au Paraguay, ainsi que cinq zones d'implantation en Argentine, ont été découpés en lots d'habitation.

### 5. Prêts commerciaux

La JICA accorde des prêts à des entreprises dirigées par des émigrés et à des groupements d'entreprises qui contribuent à la pérennité et à la stabilité des communautés d'émigrés japonais. Au cours de l'exercice 2000, des prêts à hauteur de 215 millions de yens ont été accordés à des émigrés établis en Bolivie et en République dominicaine.

### 6. Études sur l'émigration

Des études sont réalisées chaque année pour réunir des données de base susceptibles de faciliter la fourniture d'aide et de conseils aux émigrés japonais et à leurs descendants, et d'aider à mieux comprendre les communautés japonaises à l'étranger. Au cours de l'exercice 2000, la JICA a effectué des études économiques sur des exploitations agricoles de cinq pays d'Amérique latine, collecté et analysé des documents concernant l'émigration, et enregistré des histoires racontées par des émigrés.

Depuis l'exercice 1993, l'Association des Japonais à l'étranger participe avec la JICA à des consultations sur des questions touchant à la vie quotidienne d'émigrés japonais travaillant au Japon.

## Gros plan

### Programme Nikkei d'envoi d'experts de pays tiers

#### Contributions des personnes d'ascendance japonaise à l'échelon international

##### ◆ Efficacité accrue grâce aux similarités de langue et d'écritures

Les Brésiliens japonais et les personnes d'ascendance japonaise d'Amérique latine ont joué un rôle important au développement économique et social des pays dans lesquels ils vivent. Ils ont travaillé sur les problèmes d'émigrants d'ascendance japonaise qui s'investissent aujourd'hui activement dans un grand nombre de domaines.

Depuis l'exercice 1967, la JICA a lancé le programme Nikkei d'envoi d'experts de pays tiers\*. Au titre de ce programme, des personnes d'ascendance japonaise travaillent en Amérique latine sont envoyés en tant qu'experts dans les pays en développement et (P.D.) au titre du programme de coopération technique du Japon.

Un des avantages de ce programme réside dans le fait que, les experts étant déployés dans des pays dont la langue et l'écriture sont semblables aux leurs, leur action est d'autant plus efficace. La possibilité d'exploiter le savoir-faire et les compétences techniques d'un grand nombre de personnes d'ascendance japonaise intervenant dans divers domaines est un atout des nombreux atouts de ce dispositif.

##### ◆ Réalisation d'une base de données des ressources humaines en Amérique du Sud

Au cours de l'exercice 2001, la JICA a débuté pour trois mois au Nicaragua deux experts d'ascendance japonaise par ailleurs dirigeants de syndicats de producteurs agricoles au Brésil. Cet envoi avait pour objectif d'essayer d'améliorer la productivité de nombreux associations d'agriculteurs et de donner une valeur ajoutée aux produits agricoles, afin d'augmenter le revenu des petits et moyens exploitants agricoles. Les experts ont exploré les diverses compétences acquises au Brésil dans le domaine de l'agriculture. Par le biais de séminaires notamment,



Public assistant à une conférence donnée par des experts d'ascendance japonaise.

ils ont apporté leur aide et leurs conseils au syndicat des producteurs agricoles et au syndicat national de producteurs de légumes de Nicaragua. Leurs activités ont été très bien accueillies par le gouvernement du Nicaragua comme par les syndicats.

Au total, la JICA a envoyé seize experts d'ascendance japonaise. Afin d'assurer le bon déroulement du programme, la JICA a débuté au cours de l'exercice 2000 une base de données des personnes disposant d'un riche savoir-faire et d'une grande expérience sur le terrain de l'Amérique du Sud. On espère que cette base contribuera à l'élargissement du champ des experts japonais et que les experts d'ascendance japonaise pourront apporter leur contribution.

# Évaluation



Enquête par entretiens auprès d'ouvriers de l'industrie céramique bénéficiaires d'un projet de la JICA (étude thématique sur l'évaluation participative en Thaïlande).

III

Chapitre 3

Évaluation et suivi / Évaluation

## Présentation du programme

### Historique des activités d'évaluation de projet

Pour l'efficacité et la transparence de l'aide aux pays en développement (PED), il convient d'identifier, de formuler et de mettre en œuvre des projets adaptés aux besoins de ces pays. À l'achèvement des projets, comme par la suite, il est essentiel d'évaluer leur efficacité. Les enseignements de l'évaluation doivent alors être pris en compte dans les activités de suivi, ainsi que dans l'élaboration et l'exécution de nouveaux projets. Il est également important de publier ces résultats.

Dans cette optique, la JICA a mis en place en juillet 1981, un «comité d'étude des évaluations» chargé d'examiner le processus d'évaluation des projets de la JICA et d'élaborer des méthodes d'évaluation.

Actuellement, en plus des évaluations conduites par chaque division de projet, le «bureau des évaluations et des contrôles postérieurs aux projets», qui dépend du «département de la planification et des évaluations», assure en totalité la planification et la coordination des évaluations de projets par la JICA.

Suite aux graves problèmes financiers du Japon ces dernières années, des débats animés ont eu lieu dans différents milieux sur des thèmes, tels que le sens de l'aide publique au développement (APD) et la forme que devrait prendre l'aide japonaise. Certains ont par ailleurs proposé de privilégier désormais la qualité et non le volume dans la fourniture d'APD. Cette discussion a permis de redécouvrir le rôle et l'importance de

l'évaluation en tant que méthode efficace pour relever la qualité de l'APD et assurer la transparence. En mars 2000, le comité d'examen de l'évaluation de l'aide (sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères) a publié le «Rapport sur la réforme du système d'évaluation de l'APD du Japon». En février 2001, le «groupe d'étude sur l'évaluation de l'APD» (même ministère de tutelle) a soumis des propositions pour renforcer le système d'évaluation et améliorer les activités correspondantes.

S'inspirant de ces débats et de ces propositions, la JICA prend des mesures en amont afin de renforcer et d'améliorer l'évaluation de ses projets. Cela passe notamment par l'établissement d'un système cohérent, de l'évaluation ex-ante à l'évaluation ex-post en passant par l'évaluation à mi-parcours et par le recours à des experts externes.

### Objectifs de l'évaluation de projet

Ayant pour vocation d'apporter une assistance technique et de promouvoir l'aide financière non remboursable, la JICA assure le suivi nécessaire en fonction de la pertinence, de l'incidence et de la viabilité des projets de coopération. Différents types d'évaluation sont réalisés et leurs résultats intégrés au stade de la planification, de la formulation et de la mise en œuvre, dans le souci d'améliorer les projets (voir Figure 3-16).

Les résultats des évaluations sont publiés afin de garantir la transparence des projets. Ces évaluations ont donc un rôle important à jouer et notamment permettre au grand public de mieux apprécier les programmes d'APD.

## Différents types d'évaluation

La JICA procède à des évaluations et des contrôles à différents stades du cycle du projet de manière à ce qu'il soit bien géré. Afin d'être plus efficace dans l'exécution des projets et de répondre de manière plus pertinente et plus flexible aux besoins des pays bénéficiaires de l'aide ainsi qu'aux changements de situations, la JICA s'efforce actuellement d'améliorer le contenu des évaluations ex-ante et à mi-parcours.

### 1. Évaluation ex-ante

Elle intervient lorsqu'un PED effectue une demande de coopération pour un projet donné. Menée dans la phase de formulation avant le début de l'aide, son but est d'analyser le projet de manière détaillée, la pertinence de l'aide et les résultats prévisibles. Nous avons réuni les résultats de ces évaluations dans un document intitulé «Évaluation de projet ex-ante», à paraître au cours du présent exercice.

### 2. Évaluation à mi-parcours

Elle concerne les projets en cours d'exécution. L'objectif est d'analyser l'état d'avancement du projet et

les besoins du pays récipiendaire pour éventuellement décider de changer les plans établis à l'origine. Elle est réalisée par le département chargé du projet. Les résultats servent à formuler des plans plus efficaces et plus rationnels et à analyser les activités d'aide.

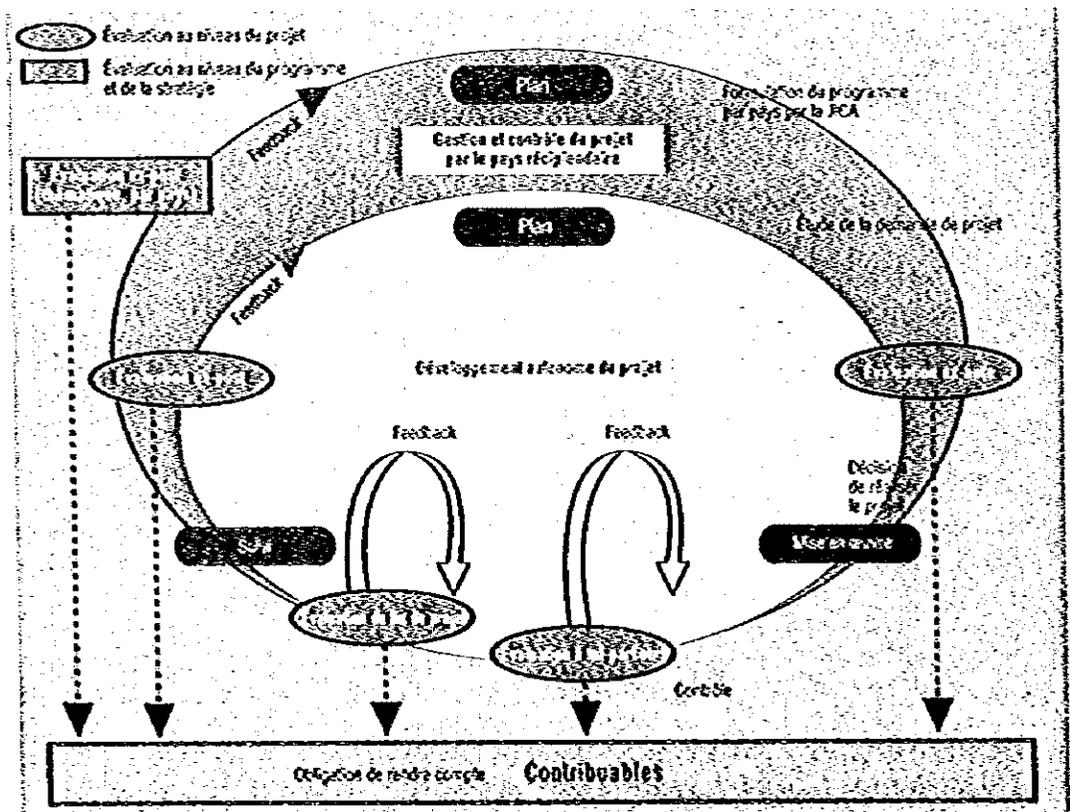
### 3. Évaluation de fin de projet

Effectuée en collaboration avec les organisations apparentées dans le pays bénéficiaire, elle fait intervenir l'étude et l'analyse des cinq critères suivants : pertinence, incidence, efficacité, rendement et viabilité, avec un accent particulier sur les trois derniers. L'objectif principal est de déterminer la nécessité de prolonger la coopération.

Ce type d'évaluation est effectué par le département chargé du projet ou par le bureau de représentation de la JICA dans le pays concerné.

Le choix du moment de son exécution varie selon la nature du projet. Dans le cas de la coopération technique de projet-type, l'évaluation de fin de projet a lieu environ six mois avant l'échéance de l'aide. Au cours de l'exercice 2000, des évaluations de ce type ont été réalisées sur 70 projets dans 40 pays.

Figure 3-16 Place de l'évaluation dans le cycle du projet



#### 4. Évaluation ex-post

Ces évaluations servent à tirer les enseignements qui contribueront à l'exécution efficace et rationnelle des projets dans le futur. Elles sont effectuées un certain temps après l'arrêt de la coopération. Elles se fondent sur les cinq critères utilisés pour l'évaluation de fin de projet, avec un accent particulier sur l'incidence et la viabilité.

Les résultats de ces évaluations sont pris en considération pour la mise en œuvre des projets par pays et servent à identifier et formuler de nouveaux plans. Dans le cas des évaluations par pays, des séminaires d'évaluation sur site sont par ailleurs organisés pour assurer un retour d'information des résultats aux participants au projet dans le pays récipiendaire.

Au cours de l'exercice 2000, 26 évaluations ex-post ont été réalisées dans vingt pays et des séminaires d'évaluation ont été organisés dans deux pays.

Le bureau des évaluations et contrôles postérieurs aux projets et les bureaux de la JICA à l'étranger

procèdent à des évaluations ex-post de cinq types différents.

#### (1) Évaluation par pays

L'aide de la JICA dans le pays concerné est soumise à une évaluation détaillée. Les effets et les problèmes concernant l'action de la JICA dans son ensemble sont réunis et analysés. Les enseignements tirés servent ensuite à définir la meilleure manière de coopérer avec le pays concerné à l'avenir.

#### (2) Évaluation thématique

Elle concerne des domaines particuliers et des thèmes importants (l'environnement, la pauvreté, l'incidence sur les femmes) ainsi que des types de projets spécifiques. Les effets et les problèmes liés à la coopération de la JICA sont analysés en détail. Les enseignements tirés de cette évaluation sont utilisés pour déterminer la meilleure manière d'apporter une aide sur ces thèmes à l'avenir. Les moyens de coopération les plus efficaces concernant des thèmes spécifiques sont également étudiés.

## Gros plan

### Contrôle des projets au niveau local

#### ONG locales assurant le contrôle des projets de la JICA

##### • En quelle mesure de combien 10 000 personnes

.....  
Aux près de 200 milliers d'habitants, l'Indonésie compte entre 4 000 et 7 000 organisations non gouvernementales (ONG). Sous la coordination de la nouvelle administration politique, elles sont intervenues ces dernières années dans les domaines de la promotion et de la défense des droits, de la coopération au développement et de la recherche.

Le contrôle des projets au niveau local doit permettre à la JICA de vérifier si son aide bénéficie bien à la population locale et de prendre en compte les souhaits exprimés dans ses lieux projets.

Au cours de l'exercice 2000, quinze projets ont été contrôlés dans le cadre d'activités de coopération technique non remboursable, de coopération technique de projet type, d'études de développement, d'envoi de visiteurs japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV), de formation technique et d'assistance technique. Le contrôle a porté essentiellement sur quatre domaines : soins de santé et éducation, réduction de la pauvreté, développement rural et infrastructure, et environnement (éducation). Il a été réalisé par le biais d'enquêtes menées par trois ONG disposant d'une grande expérience dans chaque domaine et d'un solide réseau d'antennes dans toutes les régions de pays.

L'enquête a été conduite auprès de 9 636 personnes vivant dans vingt départements de quatre provinces réparties dans tout le pays. L'analyse des questionnaires a fait apparaître un degré élevé de sensibilisation à l'égard de projets en Indonésie. Ainsi, 86 % des personnes interrogées (7 155 personnes enquêtées) ont répondu que les projets de la JICA étaient efficaces et 53 % qu'ils les avaient vus à l'échelle de leur niveau de vie.

##### • Japonais actifs au niveau local

.....  
Au total 6 565 japonais ont répondu, que les japonais étaient effectivement impliqués au niveau local pour réaliser des projets. Ces japonais travaillent



Membre d'une ONG locale interrogé en studio dans le cadre du projet de renforcement de l'enseignement polytechnique des techniques liées à l'électricité (coopération technique de projet type).

dans le cadre de l'aide japonaise, à savoir celles d'experts et de volontaires qui s'investissent au niveau local.

De plus, le contrôle était réalisé par des ONG, qui sont parfaitement au courant de la situation locale et comprennent la culture et la langue. Aussi, les opinions émises par les habitants locaux étaient elles-mêmes exprimées de façon libre. D'autre part, les avis recueillis sur les problèmes rencontrés par ces derniers furent très diversifiés. Ces commentaires constructifs seront précieux pour l'aide future.

En plus d'expliquer les résultats de ce contrôle dans l'avenir, nous souhaitons renforcer les liens établis avec les ONG grâce à cette enquête et être en mesure que l'aide locale bénéficie directement à la population locale.

## Différents types d'évaluation

La JICA procède à des évaluations et des contrôles à différents stades du cycle du projet de manière à ce qu'il soit bien géré. Afin d'être plus efficace dans l'exécution des projets et de répondre de manière plus pertinente et plus flexible aux besoins des pays bénéficiaires de l'aide ainsi qu'aux changements de situations, la JICA s'efforce actuellement d'améliorer le contenu des évaluations ex-ante et à mi-parcours.

### 1. Évaluation ex-ante

Elle intervient lorsqu'un PED effectue une demande de coopération pour un projet donné. Menée dans la phase de formulation avant le début de l'aide, son but est d'analyser le projet de manière détaillée, la pertinence de l'aide et les résultats prévisibles. Nous avons réuni les résultats de ces évaluations dans un document intitulé «Évaluation de projet ex-ante», à paraître au cours du présent exercice.

### 2. Évaluation à mi-parcours

Elle concerne les projets en cours d'exécution. L'objectif est d'analyser l'état d'avancement du projet et

les besoins du pays récipiendaire pour éventuellement décider de changer les plans établis à l'origine. Elle est réalisée par le département chargé du projet. Les résultats servent à formuler des plans plus efficaces et plus rationnels et à analyser les activités d'aide.

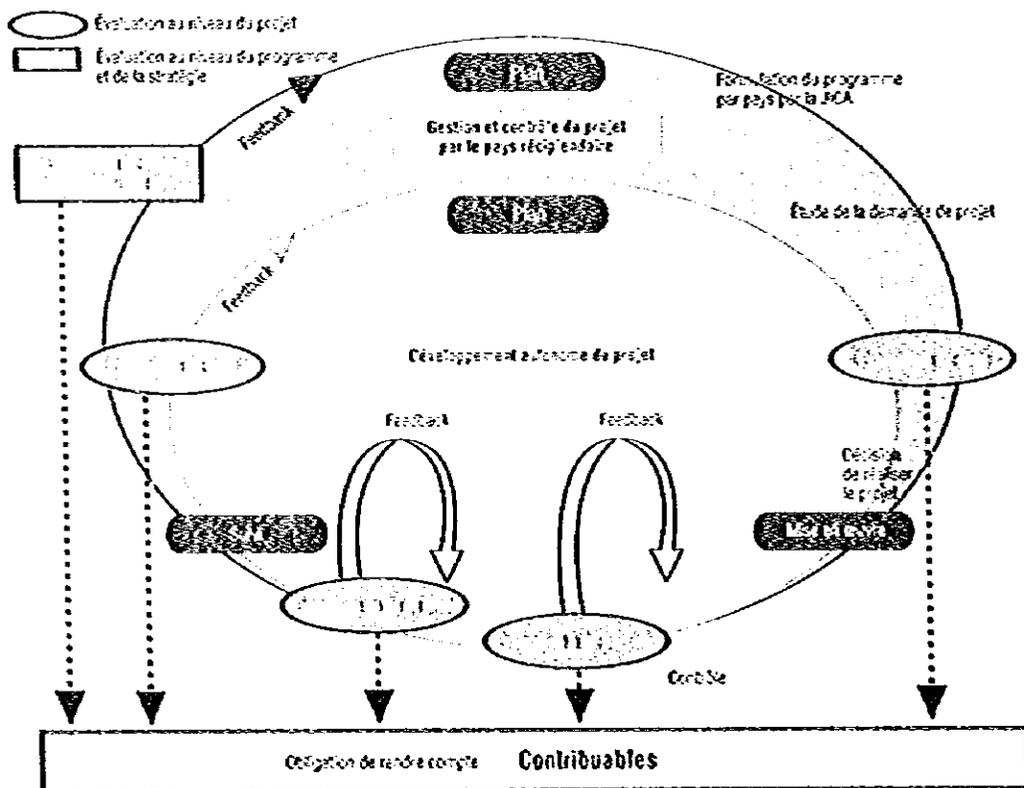
### 3. Évaluation de fin de projet

Effectuée en collaboration avec les organisations apparentées dans le pays bénéficiaire, elle fait intervenir l'étude et l'analyse des cinq critères suivants : pertinence, incidence, efficacité, rendement et viabilité, avec un accent particulier sur les trois derniers. L'objectif principal est de déterminer la nécessité de prolonger la coopération.

Ce type d'évaluation est effectué par le département chargé du projet ou par le bureau de représentation de la JICA dans le pays concerné.

Le choix du moment de son exécution varie selon la nature du projet. Dans le cas de la coopération technique de projet-type, l'évaluation de fin de projet a lieu environ six mois avant l'échéance de l'aide. Au cours de l'exercice 2000, des évaluations de ce type ont été réalisées sur 70 projets dans 40 pays.

**Figure 3-10** Place de l'évaluation dans le cycle du projet



#### 4. Évaluation ex-post

Ces évaluations servent à tirer les enseignements qui contribueront à l'exécution efficace et rationnelle des projets dans le futur. Elles sont effectuées un certain temps après l'arrêt de la coopération. Elles se fondent sur les cinq critères utilisés pour l'évaluation de fin de projet, avec un accent particulier sur l'incidence et la viabilité.

Les résultats de ces évaluations sont pris en considération pour la mise en œuvre des projets par pays et servent à identifier et formuler de nouveaux plans. Dans le cas des évaluations par pays, des séminaires d'évaluation sur site sont par ailleurs organisés pour assurer un retour d'information des résultats aux participants au projet dans le pays récipiendaire.

Au cours de l'exercice 2000, 26 évaluations ex-post ont été réalisées dans vingt pays et des séminaires d'évaluation ont été organisés dans deux pays.

Le bureau des évaluations et contrôles postérieurs aux projets et les bureaux de la JICA à l'étranger

procèdent à des évaluations ex-post de cinq types différents.

##### (1) Évaluation par pays

L'aide de la JICA dans le pays concerné est soumise à une évaluation détaillée. Les effets et les problèmes concernant l'action de la JICA dans son ensemble sont réunis et analysés. Les enseignements tirés servent ensuite à définir la meilleure manière de coopérer avec le pays concerné à l'avenir.

##### (2) Évaluation thématique

Elle concerne des domaines particuliers et des thèmes importants (l'environnement, la pauvreté, l'incidence sur les femmes) ainsi que des types de projets spécifiques. Les effets et les problèmes liés à la coopération de la JICA sont analysés en détail. Les enseignements tirés de cette évaluation sont utilisés pour déterminer la meilleure manière d'apporter une aide sur ces thèmes à l'avenir. Les moyens de coopération les plus efficaces concernant des thèmes spécifiques sont également étudiés.

## Gros plan

### Contrôle des projets au niveau local

#### ONG locales assurant le contrôle des projets de la JICA

##### ◆ Enquête auprès de quelque 10 000 personnes

Après près de 200 millions d'habitants, l'Indonésie compte entre 4 000 et 7 000 organisations non gouvernementales (ONG). Suite à la démission de la nouvelle administration politique, elles sont intervenues ces dernières années dans les domaines de la promotion et de la défense des droits, de la coopération au développement et de la recherche.

Le contrôle des projets au niveau local doit permettre à la JICA de vérifier si son aide bénéficie bien à la population locale et de prendre en compte les résultats obtenus dans ses futurs projets.

Au cours de l'exercice 2000, quinze projets ont été contrôlés dans le cadre d'activités de coopération financière non remboursable, de coopération technique de projet-type, d'études de développement, d'envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étrange (JOCV), de formation technique et d'habilitation communautaire. Le contrôle a porté essentiellement sur quatre domaines : soins de santé et éducation, réduction de la pauvreté, développement régional et infrastructure, et enfin environnement (habitation). Il a été réalisé par le biais d'enquêtes menées par trois ONG disposant d'une grande expérience dans chaque domaine et d'un solide réseau d'antennes dans tous les régions du pays.

L'enquête a été conduite auprès de 9 856 personnes vivant dans vingt approvisionnés de quatre provinces réparties dans tout le pays. L'analyse des questionnaires a fait apparaître un degré élevé de sensibilisation à l'aide étrangère en Indonésie. Ainsi, 86 % des personnes interrogées (7 755 réponses éligibles) ont répondu que les projets de la JICA étaient efficaces et 53 % qu'ils les avaient aidés à améliorer leur niveau de vie.

##### ◆ Japonais actifs au niveau local

Au total 5 965 résidents ont répondu que les Japonais étaient effectivement impliqués au niveau local pour réaliser des projets. Ces réponses traduisent



Membre d'une ONG locale interrogeant un étudiant dans le cadre du projet de renforcement de l'enseignement polytechnique des techniques liées à l'électricité (coopération technique de projet-type).

l'usage type de l'aide japonaise, à savoir celles des projets et de volontaires qui s'inscrivent au niveau local.

De plus, le contrôle était réalisé par des ONG, qui sont parfaitement au courant de la situation locale et connaissent la culture et la langue. Aussi, les opinions émises par les résidents locaux étaient elles empreintes d'authenticité. D'autre part, les avis recueillis sur les problèmes rencontrés par ces derniers étaient très diversifiés. Ces commentaires constructifs seront précieux pour l'avenir.

En plus d'exploiter les résultats de ce contrôle dans l'avenir, nous souhaitons renforcer les liens établis avec les ONG grâce à cette enquête et être en mesure que l'aide fournie bénéficie directement à la population locale.

### (3) Évaluation par des experts

Afin d'assurer l'impartialité des évaluations et la transparence des projets de la JICA, des évaluations détaillées sous différentes perspectives sont confiées à des experts externes (universitaires, journalistes, représentants d'ONG et autres experts) connaissant l'aide au développement et les projets de l'Agence.

### (4) Évaluation conjointe

Ce type d'évaluation est mené conjointement par des organismes apparentés et d'autres donateurs\* présents dans les pays récipiendaires. Les évaluations associant les pays bénéficiaires permettent d'obtenir une perception commune des effets et des problèmes liés à la coopération de la JICA. Elles constituent un outil performant pour l'apprentissage des techniques d'évaluation et l'amélioration des capacités des pays récipiendaires dans ce domaine. Les évaluations conduites avec d'autres donateurs sont très efficaces pour l'étude des méthodes d'évaluation respectives et le renforcement de la coopération.

### (5) Évaluation par des organisations externes

Par souci de qualité et de neutralité, les évaluations sont confiées à des organisations externes de recherche dans l'aide au développement et à des consultants : a) capables d'élaborer des plans, de réunir et d'analyser des informations, et b) connaissant bien les rouages de l'aide au développement et de la coopération technique.

### 5. Contrôle postérieur au projet

Ces évaluations sont effectuées par le biais des bureaux de représentation à l'étranger pour des projets de coopération technique de projet-type, d'aide financière non remboursable et la fourniture indépendante d'équipement pour la coopération technique. Elles ont pour but d'évaluer l'état des différents projets

et sont réalisées pour chacun d'eux un certain temps après leur achèvement.

Les résultats de ces évaluations sont utilisés comme données de base dans la préparation des plans d'envoi d'experts, d'achat et de fourniture de pièces de rechange, ainsi que d'autres formes de suivi.

Des évaluations de ce type ont été réalisées dans 76 pays au cours de l'exercice 2000.

### 6. Contrôle de projet au niveau local

Ce nouveau système, qui a été introduit au cours de l'exercice 2000, consiste en un contrôle, par des ONG locales et des experts-résidents, des effets des projets de la JICA et de leur apport pour la communauté locale et ses autres bénéficiaires.

Les résultats de ce contrôle sont utilisés pour revoir le contenu de l'aide et pour identifier et formuler de nouveaux projets.

### Exploitation des résultats des évaluations

La JICA se sert de ces résultats pour préparer les programmes par pays, formuler de nouveaux projets et statuer sur l'opportunité d'un suivi pour les projets soumis à évaluation. Depuis l'exercice 1995, les résultats des évaluations de fin de projet et ex-post sont publiés dans un «Rapport d'évaluation de projet». Ces publications annuelles permettent une meilleure transparence des projets de la JICA et une meilleure sensibilisation de la population japonaise. L'Agence s'efforce en outre de faire paraître sur son site web un grand nombre de rapports et notamment les documents précités.

Des séminaires d'évaluation sont organisés localement à l'intention des intervenants directs dans le pays récipiendaire et des autres donateurs pour leur permettre de parfaire leur connaissance des projets de la JICA. Les résultats de ces évaluations sont utilisés pour planifier et mettre en œuvre des projets encore plus efficaces et plus productifs.



Un ingénieur montre comment installer et utiliser un équipement de mesure de la pollution dans l'environnement (Mongolie).

## Présentation du programme

Pour un projet donné, notamment dans le cadre de la coopération technique de projet-type, lorsque la période de coopération est terminée, le pays récipiendaire doit prendre la relève et assurer l'entretien et la gestion des installations et des équipements associés au projet.

Toutefois, la bonne marche de ces opérations comporte des aléas. Les équipements fournis peuvent par exemple présenter des défaillances, ou l'institution responsable de la mise en œuvre du projet dans le pays récipiendaire peut se trouver à court de fonds. Aussi, une fois la coopération achevée, il faut surveiller attentivement l'évolution de la situation, encourager l'autonomie du pays récipiendaire et si nécessaire, apporter un soutien supplémentaire, sous la forme d'un suivi ou d'une coopération ultérieure\*, afin d'assurer le développement de chaque projet.

## Types de programmes et résultats

### Coopération ultérieure pour le programme de formation technique

Dans le cadre du programme de formation technique, l'apport de coopération ultérieure de la JICA se manifeste par le soutien à des associations d'anciens stagiaires qui sont retournés chez eux et servent de passerelles entre leurs pays et le Japon.

Au mois de mars 2001, on comptait 83 associations de ce type dans 77 pays. Si les associations se focalisent sur des activités d'échange, liées notamment à l'introduction de la culture japonaise, elles sont de plus en plus nombreuses récemment à s'attaquer aux problèmes de développement social dans leurs pays. Au Pakistan, par exemple, une association d'anciens stagiaires dispense gratuitement des soins médicaux.

La JICA aide financièrement ces associations qui sont très importantes pour l'Agence en ce qu'elles

constituent un inestimable réseau de soutien pour ses programmes. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, ce soutien s'est exprimé par un séminaire destiné à mieux faire connaître les programmes de la JICA dans les zones reculées.

Parallèlement, nous envoyons aux anciens stagiaires des documents dans leurs disciplines respectives, pendant deux ans suivant leur retour chez eux. Nous fournissons parfois aussi les équipements requis pour l'exploitation sur le terrain du savoir-faire acquis durant la formation, à chaque fois que cela est particulièrement important pour le succès d'un plan d'aide par pays ou pour résoudre un problème urgent.

### Coopération ultérieure pour le programme d'invitation de jeunes adultes

Dans le cadre du programme d'invitation de jeunes adultes, des missions de coopération ultérieure sont envoyées dans divers pays pour renforcer les liens d'amitié noués lors des visites de jeunes de ces pays au Japon. Ces missions sont composées de jeunes Japonais qui se sont liés avec les visiteurs étrangers, de familles qui ont accueilli ces derniers pendant leur séjour au Japon et d'agents des organisations concernées.

Au cours de l'exercice 2000, des missions de coopération ultérieure ont été envoyées au Bangladesh, en Malaisie et en Thaïlande, où les liens d'amitié avec d'anciens participants au programme ont pu être renoués. Les membres de ces missions ont visité les endroits dans lesquels ces anciens participants travaillent et vivent aujourd'hui et ont été assurés de rencontres amicales et d'un accueil chaleureux partout où ils se sont rendus.

Les activités des associations d'anciens stagiaires dans la région de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) se développent activement. La JICA les encourage par des apports de coopération financière non remboursable. Les différentes associations d'anciens stagiaires organisent chaque année des

réunions d'échange. Elles assurent par ailleurs elles-mêmes la promotion de projets d'échange avec le Japon et organisent des festivals et des expositions de photographies et de tableaux. Elles servent donc de passerelles entre leurs propres pays et le Japon, tout en jouant de nouveaux rôles pour le développement social et la formation des jeunes dans leurs pays.

Les liens d'amitié forgés entre le Japon et les différents pays par le programme d'invitation de jeunes adultes se développent rapidement grâce au programme de coopération ultérieure.

### **Suivi des programmes de fourniture d'équipement et de coopération financière non remboursable**

Lorsque la situation financière d'un pays récipiendaire se détériore, il peut éprouver des difficultés à entretenir et à gérer les équipements et installations livrés grâce aux programmes de fourniture d'équipement et de coopération financière non remboursable. Ces équipements et installations peuvent aussi être endommagés suite à une catastrophe naturelle. Il est donc possible qu'une technologie transférée moyennant des efforts considérables ne puisse être effectivement utilisée ou que l'on ne puisse exploiter toutes les fonctions des installations et des machines. Dans les cas de ce type, la JICA assure un suivi en fournissant des pièces de rechange ou en réparant les machines et les équipements, tout en encourageant l'autonomie du pays récipiendaire. Cette aide est destinée à garantir un développement durable.

Un suivi de ce type a été apporté dans le cas de l'hôpital central de Toamasina, anciennement Tamatave, la deuxième grande ville de Madagascar. Au cours de l'exercice 1993, la coopération financière non remboursable a servi à remplacer une partie de l'équipement médical. Principal hôpital de la région, ses



Ingénieur japonais regardant du matériel de dentisterie sous le regard attentif de membres du personnel de l'hôpital central de Toamasina

services médicaux étaient du meilleur niveau dans le pays. Malgré une situation financière difficile, il avait pu se procurer des fonds importants, nécessaires pour la maintenance des installations et des équipements. Toutefois, compte tenu des défaillances de plus en plus fréquentes de ses équipements vétustes, l'hôpital n'a plus été en état de faire face techniquement et financièrement et une demande de coopération de suivi a donc été présentée au gouvernement du Japon.

La JICA a alors envoyé une mission d'étude pour examiner la manière dont l'équipement était utilisé et les problèmes de disfonctionnement. Des réparations mineures ont ensuite été effectuées tout en identifiant les pièces requises. Leur livraison et l'affectation d'experts permettront la remise en état du matériel défectueux. Parallèlement, des conseils en maintenance seront donnés pour éviter de nouvelles défaillances.

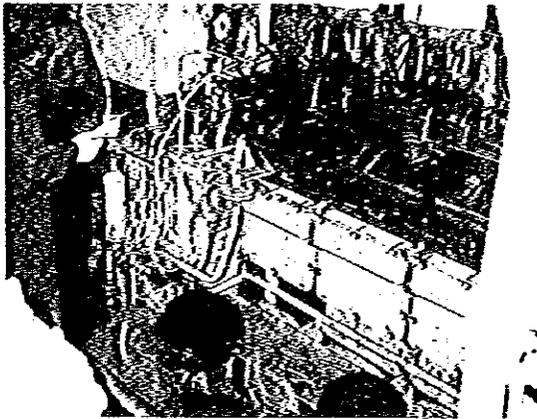
Le soutien apporté lors d'un grand tremblement de terre en Turquie entre également dans ce cadre. Lors du montage de logements préfabriqués temporaires, qui avaient été donnés par la préfecture de Hyogo, la JICA a conseillé les ingénieurs locaux qui ne connaissaient guère ce type de construction japonaise. Elle a apporté une contribution notable à la création de deux villages soutenus par le Japon à Düzce et Adapazarı.

### **Suivi et coopération ultérieure pour le programme de coopération technique de projet-type**

Lorsqu'un projet de coopération technique de projet-type arrive à échéance, il peut être nécessaire d'assurer un suivi et d'étendre d'un ou de deux ans la période de coopération. Ces mesures sont employées lorsque les objectifs fixés dans certains domaines spécifiques n'ont pu être atteints ou lorsqu'une coopération ultérieure s'avère indispensable pour parvenir à un développement autonome. Pour redynamiser un projet, la fourniture d'équipements supplémentaires et l'envoi d'experts peuvent par ailleurs être requis deux à trois ans après l'achèvement du projet.

#### **1. Exemple de suivi de projet**

La Tanzanie avait un problème important à résoudre, à savoir comment améliorer ses services de santé maternelle et infantile. Suite au manque de personnel et d'installations, le niveau des soins était insuffisant. La JICA a fourni une aide de 1991 à 1999 afin de consolider les divisions pédiatrie et microbiologie du centre médical Muhimbili et de renforcer les



Réparation d'un moteur dans le cadre du suivi du projet de construction d'un centre-école pour les pêcheurs, Maroc.

services de santé maternelle et infantile à Tanga. Le centre de soins est affilié à l'installation la plus moderne du pays, le département des soins et des sciences de la santé de l'université de Dar es Salaam.

Une évaluation des résultats obtenus peu avant l'achèvement du projet a montré que des efforts devaient encore être accomplis dans certains domaines. Plus précisément, l'évaluation a permis d'établir que la division pédiatrie du centre avait besoin d'une aide pour renforcer la coordination entre médecins, infirmières et techniciens médicaux, ainsi que ses capacités à gérer et exploiter le laboratoire clinique. Dans le cas de Tanga, elle a mis en évidence l'absence de système de référence pour les accouchements traditionnels réalisés par les sages-femmes et le manque de mise en commun de ressources pour l'exercice des activités. Afin d'améliorer les résultats obtenus jusqu'ici, la JICA a donc proposé un suivi de projet sur deux ans dans ces domaines.

## 2. Exemple de coopération ultérieure

Le «projet de recherche sur les céramiques techniques en Malaisie» a été mené de 1987 à 1992 dans le cadre de la «coopération Japon-ANASE dans le domaine des sciences et de la technologie». Axé sur les céramiques à base d'oxydes, de non-oxydes et les vitrocéramiques, ce projet de recherche en coopération a donné d'excellents résultats.

Une fois la coopération achevée, le centre technique de la céramique, qui est l'organisme d'exécution du projet, s'est appuyé sur les résultats du projet pour proposer des programmes de formation dans un pays tiers\* pour les pays voisins. Le centre a

également organisé des séminaires ateliers sur les céramiques pour des entreprises, des universités et des organisations gouvernementales, de 1992 à 1997. Par le biais de ces activités, le centre a contribué à faire avancer les techniques dans ce domaine.

Huit ans après l'achèvement du projet, la JICA a octroyé un apport de coopération ultérieure sur deux ans, de 1999 à 2001. Cette coopération doit permettre de réparer et de moderniser l'équipement fourni durant le projet, de contribuer à l'analyse de la courbe d'hystérésis, indispensable pour la mesure de l'hystérésis ferroélectrique, et ainsi, de faire avancer la technologie des céramiques d'électronique.

## Suivi du programme d'étude de développement

Des études de suivi sont réalisées pour évaluer l'état d'avancement des projets entrepris à la suite d'études de développement, dans le but d'accroître l'efficacité de ces dernières, et les résultats sont pris en compte pour les études suivantes.

Au cours de l'exercice 2000, des études de suivi ont été réalisées sur 1 731 études de développement démarrées après août 1974 et terminées avant la fin de l'année fiscale 1999. Les études ont été classées suivant différentes catégories : pays et région, date d'achèvement, type et secteur. L'état d'avancement des différents projets et la manière dont leurs études ont été utilisées ont été soumis à un contrôle et une analyse, et les propositions d'amélioration ont été réunies dans un rapport. Un compte-rendu détaillé a été établi sur la manière dont les résultats des études sont appliqués dans la pratique, et ce pour les études de développement réalisées au cours de la dernière décennie.

Dans le prolongement de travaux entrepris au cours de l'exercice 1999, des évaluations ex-post ont été conduites sur des études de développement au cours de l'exercice 2000.

L'étude sur le plan de développement du port de Colombo au Sri Lanka en est un exemple. Elle a été menée en trois étapes : de 1979 à 1980, 1988 à 1989, et de 1995 à 1996.

Une étude d'évaluation a montré que l'objectif de l'étude de développement était en partie atteint, compte tenu du fait que plusieurs prêts en yens pour la réalisation du projet proposé dans l'étude de développement avaient été accordés, qu'il était fait référence aux anciens plans directeurs dans le développement du port de Colombo et que le projet d'étude de faisabilité

avait dans l'ensemble été réalisé comme prévu.

L'évaluation signalait toutefois que «l'étude de développement aurait dû analyser les capacités des organisations chargées de l'exécution (expertise, répartition des pouvoirs et des responsabilités, mesures d'incitation, etc.) pour que le projet proposé soit plus productif et efficace.» Cette recommandation sera prise comme référence pour la mise en œuvre de projets similaires à l'avenir.

Dans l'étude de suivi, des évaluations ont été réalisées sur la durabilité et la faisabilité de telles études. Les enseignements tirés de ces évaluations seront utilisés pour planifier d'autres études de développement à l'avenir.

#### **Suivi du programme des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)**

L'évolution des conditions sociales et économiques rend parfois nécessaire des actions complémentaires de coopération sous la forme d'envoi de missions bien que le projet soit parvenu à son terme. Dans les cas de ce type, des JOCV sont envoyés en mission individuelle suivant les demandes soumises par le pays récipiendaire afin d'accroître l'impact de la coopération.

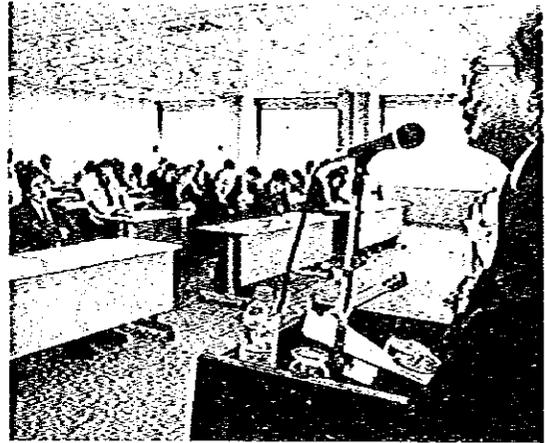
Des missions ont été envoyées dès 1993 sur le site du «projet de coopération pour la promotion de la verdure à Karey-Gorou» au Niger, pour relever les revenus provenant de la plantation d'arbres et de la

culture de fruits et légumes, et ce, en sensibilisant le grand public à la protection de l'environnement et en réduisant le déboisement par l'utilisation de fours modernisés. Au mois d'octobre 1998, une évaluation ex-post a été conduite afin d'étudier les réalisations des six années écoulées. La décision a alors été prise de prolonger le projet de deux ans et demi, jusqu'en juin 2001, afin de s'assurer que ces réalisations étaient bien implantées. En décembre 2000, une nouvelle mission d'évaluation a été envoyée. Elle a confirmé que la population locale avait bien bénéficié d'un transfert<sup>9</sup> de technologie concernant la culture des fruits et des légumes et la construction de fours perfectionnés et qu'elle continuerait d'exploiter ces techniques même après l'achèvement du projet. Se référant à d'autres besoins d'aide concernant les techniques d'ensemencement direct pour le reboisement, dont l'implantation était prévue durant la période de prolongation du projet, la mission d'évaluation a recommandé l'affectation d'autres experts spécialisés dans la plantation d'arbres. Elle a également proposé de continuer l'envoi de vulgarisateurs de développement villageois suite à de nouveaux besoins concernant l'enseignement de la protection de l'environnement. Une fois le projet achevé, un groupe conduit par un volontaire-senior a été envoyé. Le travail de ce dernier consiste à s'assurer que la population locale a bien assimilé les réalisations accomplies dans le cadre du projet.

# Recherche

## Présentation du programme

Ces toutes dernières années, suite à la rigueur financière au Japon allié à l'augmentation du nombre de pays bénéficiaires et la diversification des besoins d'aide, il s'est avéré nécessaire d'apporter une aide plus efficace et plus rationnelle. À cette fin, nous devons évaluer avec précision les besoins des pays en développement (PED) et réagir avec souplesse aux



Ancien sous-secrétaire général des Nations unies (et actuellement président du Centre japonais de diplomatie préventive), Yasushi Akashi intervenait comme conférencier lors d'un séminaire public du Comité pour la consolidation de la paix.

nouvelles tendances au sein de la communauté internationale.

Les activités de recherche jouent un rôle important dans la formulation de lignes directrices permettant de faire face à ces problèmes et de trouver les moyens de répondre aux besoins spécifiques aux pays et aux régions.

## Gros plan

### Recherche sur la stratégie de l'aide pour la «consolidation de la paix»

#### Affirmer l'importance de la consolidation de la paix dans l'aide au développement

♦ Mise à profit des leçons de l'aide à la reconstruction pour consolider la paix

Avec les conflits qui ont éclaté dans de nombreuses régions du monde, le nombre de victimes civiles a augmenté depuis le fin de la guerre froide. De ce fait, il est plus que jamais d'actualité de se servir de l'aide au développement pour consolider la paix, la politique à moyen terme du Japon sur l'APD et les sommets de G-8 ont également démontré la nécessité de soutenir la prévention des conflits et la reconstruction après les derniers. Conséquemment, on attend de la JICA qu'elle s'inspire de son expérience de la reconstruction au Cambodge et au Timor oriental pour fournir un soutien encore plus efficace dans ce domaine.

Aussi, la JICA a constitué en octobre 1998 le «Comité pour la consolidation de la paix» afin d'évaluer les stratégies courantes d'aide au développement du Japon et de la JICA après dix-huit mois de délibérations, avec notamment l'intervention de experts extérieurs, le Comité a publié un rapport présentant les propositions concrètes pour l'aide à la consolidation de la paix et des lignes directrices appuyées sur des stratégies de la JICA dans la pratique.

♦ Prise en compte de la consolidation de la paix dans la formulation de l'aide

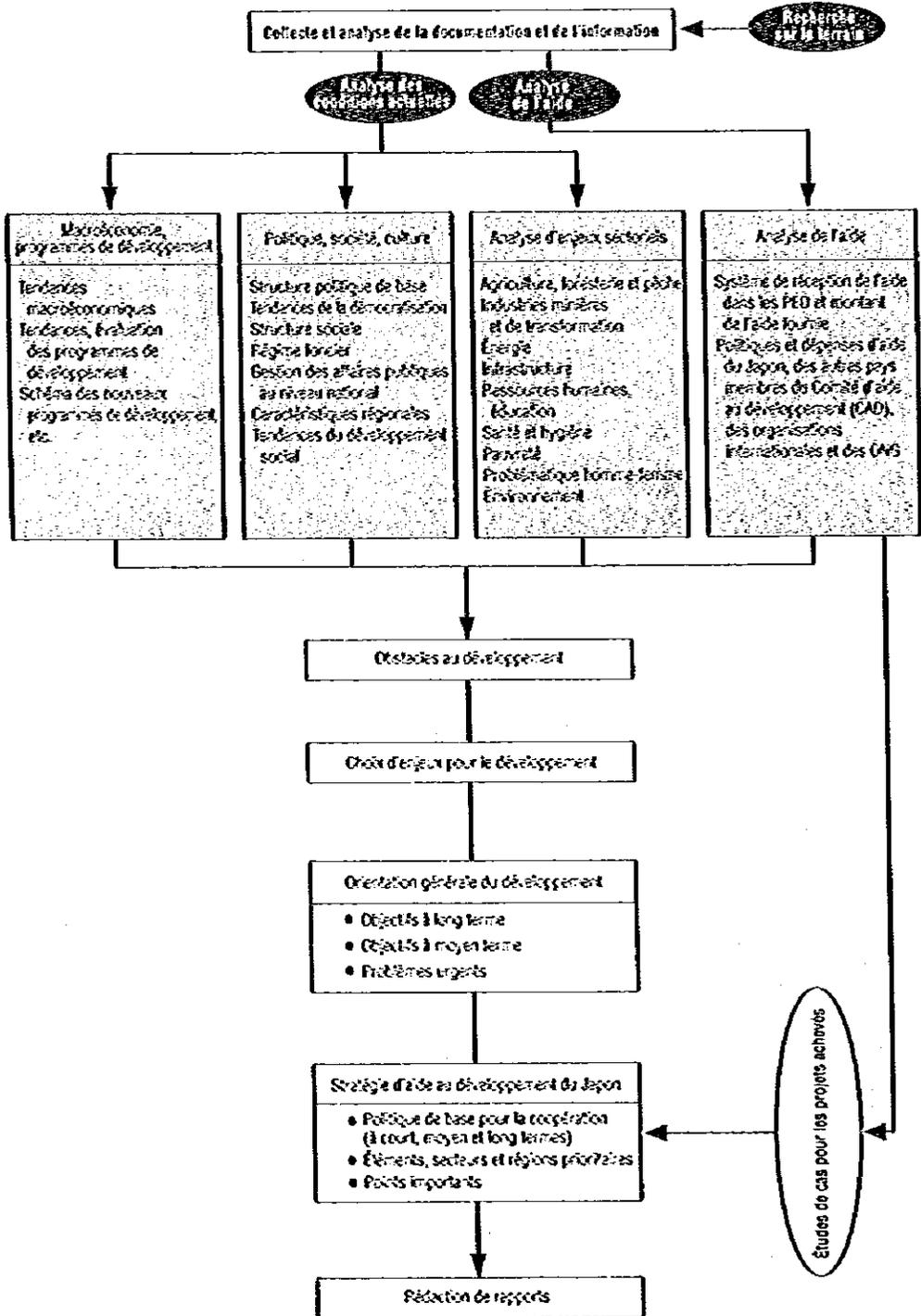
Le rapport est parvenu aux conclusions suivantes : si dans une époque où les conflits régionaux sont fréquents, la JICA peut jouer un rôle essentiel dans la prévention des conflits et l'aide à la reconstruction, et si la consolidation de la paix doit absolument être prise en compte dans la mise en œuvre des formes d'aide les plus courantes. Pour remplir ces objectifs, le rapport préconise que le concept de

consolidation de la paix doit être pleinement appréhendé par la JICA et qu'elle doit s'efforcer de l'intégrer effectivement dans ses programmes par pays et dans le cycle du projet. Concernant par ailleurs la reconstruction et l'aide au développement, le rapport a souligné la nécessité de s'assurer que l'aide n'aggrave pas les tensions pouvant entraîner le risque des conflits. Ceci vient en supplément de la fourniture de l'aide qui contribue à la fois directement et indirectement à la prévention des conflits.

Le rapport précise ensuite l'importance de continuer à étudier des moyens d'accroître le soutien dans de nouveaux domaines de la consolidation de la paix (effort sur le plan de la sécurité, réintégration des soldats démobilisés dans la société, réajustement des armes légères, mesures pour résoudre le problème des enfants soldats, etc.). Le rapport constate également que, lorsque la JICA apporte son soutien à la consolidation de la paix, elle doit veiller à la sécurité des agents de l'aide d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres individus avec lesquels elle collabore. Par ailleurs, il est impératif que l'on tienne compte des autres problèmes de portée mondiale (traffik, destruction humaine, etc.) tout en garantissant et en renforçant les ressources humaines requises.

En résumé de ce rapport, la JICA devra bien en sorte que le concept de consolidation de la paix soit mieux compris l'intérieur et à l'extérieur de son organisation tout en coordonnant et en renforçant le plus possible ses activités en faveur de la paix dans les situations régionales. En outre, tout en appuyant les programmes d'aide prévus dans le rapport, nous pensons qu'il nous faut élaborer de nouveaux systèmes pour fournir la paix sans cesse le fond sur les moyens de résoudre le problème à l'échelle

**Figure 3-17** Déroulement des études de l'aide par pays (APD du Japon)



Les activités de recherche sont conduites par des groupes comprenant des experts externes, affiliés pour la plupart à des universités ou à des instituts de recherche, des spécialistes du développement\* et du personnel de la JICA.

Outre leur objectif essentiel résidant dans l'élaboration de lignes directrices, ces activités contribuent activement à la formation de réseaux entre la JICA et les organisations apparentées.

## Types de travaux et résultats

Au cours de l'exercice 2000, 25 travaux de recherche ont été menés dans les trois catégories suivantes : (1) recherche sur la stratégie de l'aide par pays, région et enjeu prioritaires pour la coopération et les cadres institutionnels (12 travaux de recherche) ; (2) recherche sur les compétences et les méthodes en matière d'aide (6 travaux de recherche) ; et (3) recherche sur les questions importantes liées à la fourniture de l'aide (7 travaux de recherche).



Séminaire public : « Sécurité de l'Eau humaine et habitation des femmes ».

En outre, des travaux sur 18 thèmes de recherche ont été réalisés à l'extérieur par des chercheurs invités. L'objectif de ce système est de recruter des spécialistes pour des recherches dans des domaines spécifiques et de constituer un réseau avec les universités et les institutions de recherche.

Tableau 3-11 Résultats des recherches menées au cours de l'exercice 2000

Thème de recherche	Domaine de recherche
Participation du gouvernement local à la coopération internationale (phase 2)	Finances
	Environnement II (recherche sur l'aide sectorielle)
	Consolidation de la paix
	Cambodge (étude de l'APD japonaise par pays)
	Népal (étude de l'APD japonaise par pays)
	Brazil (étude de l'APD japonaise par pays)
	Indonésie (étude de l'APD japonaise par pays)
	Afrique australe (Afrique du Sud, Zambie, Mozambique) (étude de l'APD japonaise par pays)
	Asie centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizistan) (étude de l'APD japonaise par pays)
	Population (recherche sur l'aide sectorielle)
	Stratégie de réduction de la pauvreté
	Expérience d'OUK en matière de développement dans le secteur de la santé publique et des soins médicaux
Information sur l'aide par pays et par thème dans le domaine de la santé et des soins médicaux	
Recherche sur la systématisation de l'expérience en matière de coopération au développement agricole (Canada)	
Application de l'approche par région et par pays aux projets de volontaires	
Étude de projet d'introduction de la phase II de la gestion du cycle du projet (SCP) (application aux approches par pays et par problème)	Étude de projet d'introduction de la phase II de la gestion du cycle du projet (SCP) (application aux approches par pays et par problème)
	Méthodes d'accès à l'information
	Étude de base sur l'évaluation participative
	Administration locale et décentralisation
	Prévention des catastrophes et développement
	Études sur la rétroaction des résultats d'évaluation
	Rétroaction des résultats d'évaluation et responsabilité
	Projet de promotion de techniciens du développement professionnellement viables au plan international
	Séminaire d'évaluation du CAD à Tokyo
	Soutien et renforcement des institutions démocratiques dans les PEO
Symposium international de l'université de Hiroshashi et de la JICA sur la décentralisation	
Océanie	

Nous avons également organisé trois conférences internationales sur le transfert de technologie. Le personnel de pays développés et en développement ainsi que d'agences internationales dont le travail est lié à la coopération technique a été invité à prendre part à ces réunions. Ces dernières ont été pour les participants l'occasion d'un échange d'informations et de vues sur des thèmes exigeant une coopération entre plusieurs nations et organisations donatrices, tels que la démocratisation et les techniques d'évaluation.

Les résultats des recherches au cours de l'exercice 2000 sont indiqués Tableau 3-18.

Au cours de l'exercice 2000, nous avons à nouveau renforcé le système de recherche, afin d'être en mesure de publier en temps utile des résultats intéressants pour les programmes. Désormais, nous pouvons effectuer plus rapidement des travaux de recherche qui correspondent mieux aux besoins, et notamment établir des rapports de grande qualité peu de temps après la constitution d'un groupe de recherche.

Nous exploitons les résultats des études pour diverses activités : formulation de lignes directrices pour les programmes de la JICA, amélioration des méthodes d'aide et préparation de supports de cours utilisés pour la formation des experts.

## Sur le terrain

Recherche sur la stratégie de l'aide :  
Participation des administrations municipales aux projets d'aide

Tokyo

### Recherche d'une plus grande collaboration avec les administrations locales

#### ◆ L'exigence de collaborer avec les administrations locales au Japon

Une amélioration des rapports des administrations régionales des FEO est absolument essentielle si l'on veut résoudre les problèmes urgents tels que la pauvreté, l'éducation et l'environnement. À cet égard, les connaissances, la technologie et le savoir-faire des administrations locales au Japon peuvent servir à de nombreux pays.

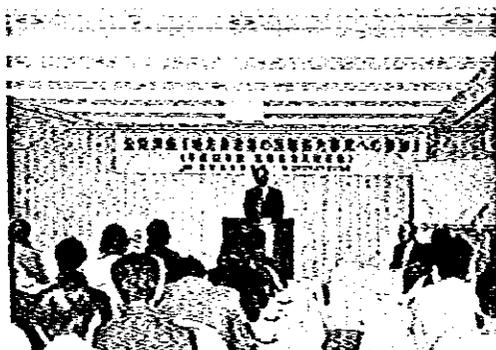
En ce temps, le renforcement de la collaboration entre la JICA et les administrations locales devrait devenir plus important en ce qu'il permet de mieux faire connaître l'AFD auprès du grand public. Dans ce contexte, un projet de recherche intitulé « participation des administrations municipales aux projets de coopération internationale » a été lancé afin d'examiner les concepts et les stratégies de base requis pour encourager plus avant la collaboration entre la JICA et les administrations locales.

#### ◆ Séminaires et rapport des résultats de recherche

La région métropolitaine de Tokyo, huit préfectures et trois villes ont pris part à la phase I de ce projet (septembre 1997-octobre 1998). S'appuyant sur les résultats d'un questionnaire adressé aux administrations locales au Japon, elles ont émis des propositions pour encourager la coopération entre ces dernières et la JICA.

La phase II (octobre 1998-octobre 2000) a permis d'examiner le sens à donner à la conduite de projets de coopération internationale par les administrations locales et les possibles orientations pour la poursuite d'une telle coopération. Les participants ont également étudié les stratégies que la JICA et les administrations locales devraient adopter pour promouvoir la collaboration mutuelle, en tenant compte des possibilités sur le plan juridique et du contexte historique. Dans ces activités, les participants ont pris en compte les méthodes d'aide destinées aux FEO que conduisent les États-Unis et le Canada en collaboration avec leurs administrations locales respectives.

À partir des résultats obtenus, nous avons organisé des séminaires dans les



Séminaire public : « Participation aux projets de coopération internationale des administrations municipales ».

préfectures d'Osaka et d'Iwate au début du mois de novembre 2000. À l'occasion de ces séminaires, Yuj Suzuki, président du groupe de recherche et chef du département juridique de l'université Nissei, a donné des conférences sur la forme que devait prendre la coopération internationale de région à région. Le personnel des administrations locales responsable d'activités de coopération internationale a également débattu du rôle qui devait revenir aux administrations locales.

Afin de présenter les résultats de ces travaux de recherche, un rapport contenant un grand nombre de documents de référence pertinents a été préparé. Ce dernier devrait servir d'introduction à la coopération internationale pour les administrations locales disposant de peu d'expérience des projets associés. Nous présentons qu'il sera mis à profit comme il se doit au moment d'envisager une nouvelle collaboration entre la JICA et les administrations locales.

(Centre de coopération internationale de la JICA)

# Recrutement et formation d'experts de la coopération technique

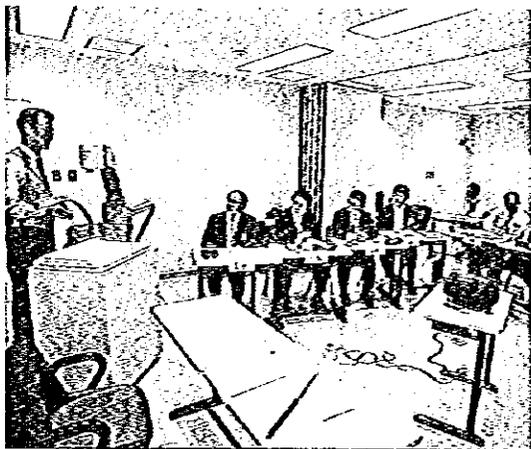
## Présentation du programme

La coopération technique se fonde sur la promotion du développement par le transfert de technologie de personne à personne. Les experts détachés dans le cadre de ce programme doivent disposer de compétences reposant sur l'expérience, d'aptitudes en communication, d'une bonne perception de la méthodologie du transfert de technologie\* et d'une parfaite connaissance des conditions prévalant dans le pays récipiendaire.

Les experts sont par ailleurs appelés à collaborer au plus petit niveau de détail avec les agents d'autres pays donateurs\*, de sorte à fournir une aide aussi efficace que possible. Leur rôle consiste non seulement à comprendre les mécanismes et les évolutions en matière d'aide, mais aussi à faire preuve de capacités de coordination et de négociation avec leurs homologues locaux\*. La JICA détache près de 2 000 experts chaque année. Trouver des personnes répondant à ces critères n'est pas aisé et une formation approfondie s'avère par conséquent indispensable.

Par ailleurs, ces toutes dernières années, les besoins en ressources humaines exprimés par les pays en développement (PED) se sont nettement diversifiés. Ces derniers ont de plus en plus demandé des experts dans les domaines intellectuels – politique environnementale, élaboration des systèmes juridiques et transition vers une économie de marché – et les technologies de l'information (TI). Il a parfois été difficile de trouver du personnel adéquat dans ces domaines. Aussi, la formation de ressources humaines capables de répondre à ces besoins constitue un défi à relever de toute urgence.

Au sein de la JICA, ces fonctions sont assumées par le «département de l'affectation des ressources humaines» et l'Institut de coopération internationale, tous deux activement engagés dans le recrutement et la



Formation de futurs experts de la JICA.

formation de personnel. Au cours de l'exercice 2000, la JICA a lancé deux initiatives : un système national de formation de longue durée où les participants étudient les questions liées à l'aide au développement dans des écoles supérieures au Japon et un système de perfectionnement des compétences pour les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) rentrés au Japon et qui souhaitent à l'avenir intervenir comme experts.

## Recrutement des experts

Les dispositifs ci-dessous doivent permettre de former des personnes hautement qualifiées afin de réagir rapidement et de manière appropriée aux demandes d'envoi d'experts soumises par les PED.

### 1. Spécialistes du développement

Des experts disposant d'une grande expérience de la coopération internationale et de hautes compétences techniques sont recrutés pour des postes clés touchant à des activités à l'étranger (notamment comme chefs de projet de la coopération technique de projet-type) ou au Japon (conseillers en études de développement, responsables de stages de formation ou directeurs d'études et de recherches).

Au cours de l'exercice 2000, 97 spécialistes du développement\* ont été recrutés.

### 2. Conseillers spéciaux

Ces conseillers sont principalement recrutés parmi les experts rentrés au Japon et qui attendent une nouvelle affectation outre-mer. Trente-cinq nouveaux conseillers spéciaux ont été recrutés au cours de l'exercice 2000.

### 3. Conseillers techniques spécialisés

Des experts confirmés et hautement spécialisés, disposant d'une grande expérience sont recrutés pour

## III

### Chapitre 1

2 Recrutement et formation d'experts de la coopération technique Renforcement des activités de soutien à la mise en œuvre des programmes/

donner des conseils concernant un vaste ensemble de questions de la coopération technique. Trois conseillers techniques spécialisés sont employés à l'heure actuelle pour couvrir le développement dans les trois domaines que sont le secteur social, le secteur des mines et des industries de transformation et le secteur agricole.

#### 4. Inscription des experts

Les personnes qui souhaitent participer à des activités en tant qu'experts s'inscrivent auprès de la JICA, de manière à pouvoir organiser dans les plus brefs délais des affectations à l'étranger en cas de besoin. À la fin de l'exercice 2001, 3 758 personnes étaient inscrites.

#### 5. Recrutement ouvert au public

Les pays et régions en développement demandent de plus en plus une aide dans le domaine intellectuel (soutien politique et institutionnel\*, notamment) ainsi que des actions pour combattre les problèmes de portée mondiale\* (plus spécialement dans le domaine de la réduction de la pauvreté). Toutefois, il n'est pas aisé de trouver les ressources humaines capables de répondre à ces nouveaux besoins. Pour les requêtes qui ne peuvent être satisfaites par les experts inscrits auprès de la JICA, l'Agence s'efforce de trouver les intervenants appropriés en recrutant du personnel qualifié à l'extérieur. Trois campagnes de recrutement ouvertes au public ont été organisées au cours de l'exercice 2000 et 46 experts ont été recrutés.

#### 6. Associations régionales de liaison pour la coopération internationale

Des associations régionales de liaison pour la coopération internationale sont mises en place par les antennes et les centres de la JICA au Japon. Elles ont pour mission de resserrer les liens entre les experts à leur retour au Japon après un détachement à l'étranger,

d'encourager les régions du Japon à s'ouvrir à la communauté internationale et de sensibiliser le grand public à la coopération internationale.

Fin mars 2001, 40 associations régionales de liaison regroupaient environ 3 300 membres. Elles ont pour objectifs de mieux faire connaître la coopération internationale par des séminaires et des symposiums, de fournir des informations aux experts avant leur détachement, d'élaborer des rapports et de tenir des registres.

## Formation des experts

Les formations suivantes permettent aux experts ayant des compétences générales et spécialisées de se perfectionner en fonction des besoins des pays récipiendaires.

### 1. Spécialistes juniors

Par le biais de stages pratiques dans le pays et d'affectation à l'étranger, des jeunes possédant une expérience de la coopération internationale (par exemple à titre de *Junior Professional Officers* (JPO<sup>3</sup>), de JOCV ou de membres d'organisations non gouvernementales (ONG)) sont formés pour jouer un rôle d'expert ou autre au sein de la coopération internationale. Ils ont été 21 nouvellement recrutés au cours de l'exercice 2000 et 80 personnes, notamment celles poursuivant leur formation, ont reçu un enseignement au Japon et à l'étranger.

### 2. Formation de longue durée à l'étranger

Cette formation s'adresse au personnel du secteur privé et des organismes gouvernementaux, aux anciens JOCV et au personnel de la JICA. Son but est de renforcer leurs capacités à participer à la coopération internationale. Les stagiaires acquièrent des connaissances tant théoriques que pratiques indispensables au rôle de premier plan joué par l'expert. Au cours de

**Tableau 9-19** Stages de formation organisés pour les futurs experts de la JICA au cours de l'exercice 2000

Asie et Océanie	Amérique latine et Caraïbes	Asie et Océanie
Agriculture générale Développement énergétique et infrastructures Infrastructures Soins de santé primaires Mesures de lutte contre la pauvreté Intégration de la désastres Homme et zone* et la perspective sociale Soutien au développement de systèmes juridiques	Mieux connaître Conservation de milieu marin Enseignement technique et formation professionnelle Environnement global et études d'impact sur l'environnement Population et santé globale Pratique des méthodes d'études sociales et de la formation homme-femme* Mesures de prévention des maladies infectieuses (31 juillet au 25 août)	Développement de l'infrastructure rurale Forêt Forêt Infrastructures Éducation Mieux connaître et mesurer de lutte contre la pollution Sécurité de l'environnement

L'exercice 2000, 31 ont été envoyés jusqu'à deux ans dans des établissements d'enseignement ou de recherche de pays industrialisés et de PED.

Parmi eux figuraient seize membres du secteur privé (notamment d'anciens JOCV), sept fonctionnaires et huit membres du personnel de la JICA. Les sujets étudiés concernaient le développement de l'agriculture et des villages ruraux dans les PED, le développement régional, la protection de l'environnement, la santé et l'hygiène publique et l'enseignement. Les études ont été menées dans des établissements d'enseignement supérieur et de recherche en Europe et aux États-Unis, ainsi que dans les bureaux d'organismes internationaux en Thaïlande et aux Philippines.

Après avoir terminé leur formation, les stagiaires reviennent au Japon et prennent part aux programmes de la JICA en tant qu'experts de la coopération technique ou sont envoyés dans des PED dans le cadre de missions d'étude.

### 3. Formation de longue durée au Japon

Cette formation cible le même public que celui admis à participer à la formation de longue durée à l'étranger, mais elle est dispensée dans des établissements d'enseignement supérieur au Japon. La contribution de cette formation au développement du réseau de personnel japonais intervenant dans la coopération internationale est très attendue.

Au cours de l'exercice 2000, une formation a été organisée pour neuf personnes à l'Institut national universitaire des hautes études politiques. Parmi elles, cinq étaient des fonctionnaires, deux dépendaient du secteur privé et les deux dernières travaillaient à la JICA. Dans les thèmes traités, on trouvait, entre autres, les politiques d'aide et l'économie du développement.

### 4. Formation pour l'amélioration des compétences des experts

Cette formation est destinée aux jeunes gens réintégrant les JOCV avec un niveau ou des compétences techniques relativement élevés. Dans le cadre de programmes personnalisés d'une durée de six mois à un an, les participants reçoivent une formation pratique et technique au Japon et à l'étranger qui doit leur permettre de devenir des experts de la coopération technique. Au cours de l'exercice 2000, une formation a été organisée pour six personnes. Parmi les thèmes couverts figuraient l'agriculture en zones arides, la participation sociale des handicapés et les techniques d'évacuation des eaux usées dans les PED.

### 5. Formation pour les futurs experts de la JICA

Cette formation doit permettre aux personnes qui seront bientôt détachées à l'étranger comme experts d'acquies les connaissances et les compétences dont elles auront besoin. Au cours de l'exercice 2000, cent trente-trois personnes ont participé aux dix-neuf cours, organisés chacun sur huit semaines. Le sommaire des stages est indiqué dans le Tableau 3-19.

### 6. Liens avec les administrations locales et le développement des ressources humaines

#### (1) Formation à la mise en application de la coopération internationale pour les agents des collectivités locales

Cette formation est destinée à soutenir la coopération internationale assurée par les administrations locales. Elle se compose d'un stage pratique d'une semaine et de trois semaines de formation linguistique en option. Au cours de l'exercice 2000, trois sessions ont été organisées à l'Institut de coopération internationale à Tokyo et une session au Centre international d'Osaka. Au total, 83 personnes ont participé aux stages.

#### (2) Formation conjointe des ONG et de la JICA

Cette formation a été dispensée à quinze personnes d'ONG japonaises et quinze membres de la JICA en juillet 2000. Elle avait pour objectif de permettre aux ONG et à la JICA d'étudier leurs méthodes respectives de gestion de projet et de renforcer les liens de part et d'autre.

#### (3) Atelier conjoint des ONG et de la JICA

Afin d'améliorer les liens entre les activités des ONG japonaises et l'aide publique au développement (APD), et de renforcer les ONG, des ONG d'Okinawa, des collectivités locales et des universités se sont réunies en mars 2001 dans cette même ville pour un atelier.

#### (4) Formation de ressources humaines pour la coopération internationale

Cette formation s'est déroulée sur une période de neuf jours en novembre 2000 à Okinawa et au Vietnam. Elle avait pour objectif de mieux faire comprendre la coopération internationale et de former du personnel capable de prendre part à l'avenir à des activités liées à ce thème. Elle a été suivie par 29 personnes, notamment par le personnel de l'administration préfectorale d'Okinawa, des employés d'organismes d'échanges internationaux et des étudiants diplômés.

## III



## 7. Formation pratique au sein du réseau de la JICA

Dans le cadre de ce système, des étudiants diplômés ayant choisi l'aide au développement comme sujet de recherche et qui sont susceptibles de participer aux projets d'aide à l'avenir, ont la possibilité de suivre une formation pratique pour améliorer leur compréhension de la coopération internationale, que ce soit au siège de la JICA, dans ses instituts au Japon ou dans ses bureaux à l'étranger. Une formation de ce type a été dispensée au cours de l'exercice 2000 à 23 personnes, parmi lesquelles 10 ont étudié dans 8 PED différents (dont le Vietnam et la Bolivie) et 13 ont étudié au Japon, notamment à Tokyo et à Hiroshima.

## 8. Formation des experts

Les cours suivants concernent principalement les experts en poste à l'étranger pour un an ou plus :

### (1) Stages en groupe avant affectation

Les experts suivent ce stage avant leur départ. Le programme comprend deux semaines de formation générale sur des aspects tels que les conditions locales et les règles sanitaires, ainsi que trois semaines d'apprentissage d'une langue. L'accent est mis avant tout sur le développement des techniques de communication dans les régions en développement, par une appréciation de cultures différentes et le recours à des méthodes de présentation. Au cours de l'exercice 2000, ce stage a eu sept éditions et 1 025 personnes (816 experts et 209 conjointes) y ont participé.

### (2) Formation linguistique et technique supplémentaire

Des cours sont organisés à titre individuel pour les experts qui ont besoin d'améliorer leurs capacités linguistiques. Cette formation a été dispensée à 29 personnes durant l'exercice 2000. Pour améliorer les capacités de communication, il existe aussi un système d'enseignement des langues locales dans les pays d'affectation. Durant l'exercice 2000, 165 personnes en ont bénéficié dans 33 pays.

Une formation technique est prévue dans des institutions japonaises compétentes pour développer ou compléter les connaissances techniques des experts. Au cours de l'exercice 2000, 48 personnes ont bénéficié de cette formation au Japon.

## 9. Formation approfondie sur la coopération technique

Cette formation concerne la coopération technique de projet-type et s'adresse en particulier aux chefs et aux coordinateurs\* de projet. Une formation centrée sur l'administration de projet se déroule actuellement dans le cadre des stages avant affectation.

Au cours de l'exercice 2000, ce stage d'environ deux semaines a été organisé deux fois et 45 personnes y ont participé. Le stage était exclusivement destiné aux coordinateurs et centré sur la gestion de projet.

# Appui aux activités des experts

## Présentation du programme

Pour les experts détachés dans les régions en développement aux conditions de vie réputées difficiles, la sécurité et l'hygiène - grâce à une bonne gestion de la santé et un système d'indemnisation notamment en cas d'accident - sont tout aussi importantes que des compensations financières. Ces considérations sont essentielles pour le recrutement d'experts hautement qualifiés et ont un effet bénéfique sur le moral ; elles constituent les fondements d'une coopération technique de qualité.

Le «département de l'affectation des ressources humaines» a été créé au cours de l'exercice 1999 par la JICA en vue de renforcer les systèmes de soutien aux experts. La solution proposée intègre toutes les phases de la mission, de la formation avant le détachement jusqu'au retour définitif au Japon.

Afin d'aider les experts dans leurs activités, la JICA a institué les systèmes ci-après.

## Dispositions et prestations sociales

### 1. Rémunérations, allocations, etc.

Les experts perçoivent des indemnités d'affectation à l'étranger et des rémunérations au Japon, basées sur celles des fonctionnaires en poste à l'étranger :

#### (1) Indemnités d'affectation à l'étranger

Dans l'exercice de leurs fonctions, les experts en mission à long terme reçoivent des indemnités d'affectation, de subsistance, de charge de famille, des allocations scolaires et une prime de spécialisation, alors que les experts en mission de courte durée (inférieure à une année), reçoivent des indemnités de déplacement et une prime de spécialisation.

#### (2) Rémunérations au Japon

En fonction de sa catégorisation au Japon, l'expert perçoit un traitement sur barème national ou une



Expert enseignant des techniques de test (projet de recherche et de lutte contre les maladies infectieuses, Kenya).

rémunération en poste par l'organisation à laquelle il appartient.

### 2. Retour temporaire au Japon financé par l'État

Un expert en mission à long terme envoyé pour deux ans ou plus dans les «régions insalubres» selon la JICA, est autorisé, tous les 24 mois, à s'absenter temporairement et à revenir au Japon afin de récupérer et de passer un bilan de santé.

Après un an, il peut rentrer au Japon pour participer à un symposium ou une conférence d'une association universitaire à laquelle il appartient.

Si son conjoint ou un membre de sa famille vient à décéder durant son affectation, il peut revenir au Japon pour assister aux funérailles. Une partie des frais du trajet est à la charge de l'expert.

### 3. Déplacement pour raisons de santé

Les experts affectés sur de longues périodes dans des «régions particulièrement insalubres» (les régions aux conditions de vie encore plus difficiles que les «régions insalubres» mentionnées plus haut) sont autorisés à effectuer des déplacements pour raisons de santé (bilans de santé, récupération, etc.).

### 4. Visites des conjoints et des enfants

Pour le bien-être physique et mental des experts affectés à long terme et contraints de vivre séparés de leur femme et de leurs enfants, les deux systèmes suivants ont été prévus :

#### (1) Visites temporaires des enfants

Ce système permet aux experts en mission à long terme de faire venir leurs enfants durant les vacances scolaires au Japon.

#### (2) Visites des conjoints dans les régions impaludées

Les experts envoyés seuls dans les régions impaludées situées dans des pays aux conditions de vie particulièrement difficiles peuvent inviter leur conjoint sur place pour une durée déterminée.

## III

### Chapitre 3

Renforcement des activités de soutien à la mise en œuvre des programmes/  
3 Appui aux activités des experts

## 5. Services de préservation de la santé

Au cours de l'exercice 2000, la JICA a réorganisé et intégré le «bureau de gestion de la santé des experts» pour créer le «centre d'appui à la santé» de la JICA, afin de fournir des services de santé centralisés pour le personnel de l'Agence. Les médecins et le personnel infirmier du centre médical du siège de la JICA peuvent être consultés en permanence par les experts et leur famille. Chaque personne envoyée à l'étranger est soumise à un examen médical et un bilan de santé complet avant, pendant et après son détachement.

Dans le cadre des services pour préserver la santé des experts travaillant à l'étranger, une équipe-conseil constituée essentiellement de médecins et de personnel infirmier est envoyée dans chaque région. De plus, pour renforcer ce dispositif, des administrateurs de la santé se tenant à la disposition des experts et des membres de leur famille qui les accompagnent, sont affectés dans huit bureaux de représentation. Ce système doit être étendu à d'autres bureaux.

## 6. Mesures de sécurité

La JICA collecte et analyse des informations liées à la sécurité dans le monde entier. Elle les transmet ensuite à son personnel et aux experts par l'intermédiaire de ses bureaux à l'étranger.

Deux fois par an, des réunions de liaison sur les mesures de sécurité sont organisées au niveau des bureaux de représentation pour tous les membres de la JICA, notamment pour les experts et les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV). Les informations sur la sécurité sont rendues disponibles et échangées. Un réseau de liaison d'urgence a été établi entre les bureaux.

L'Agence fournit par ailleurs du matériel de télécommunications (système Inmarsat, équipements sans fil et téléphones mobiles) dans toutes les zones où sont détachés des experts, afin que ces derniers puissent passer des appels urgents. Nous finançons également les systèmes d'alarme et de sécurité et l'emploi de gardiens.

Des agents de sécurité sont affectés dans les bureaux de représentation pour donner des instructions au personnel de la JICA en matière sécuritaire. Des équipes-conseils sont par ailleurs envoyées régulièrement dans les pays d'affectation.

## 7. Indemnités en cas d'accident

Un régime spécial d'indemnisation des accidentés du travail financé par l'État, couvre les experts durant l'affectation à l'étranger.

Un régime d'urgence est par ailleurs prévu pour les experts ou les membres de leur famille envoyés dans des pays au système de santé peu développé. Celui-ci prévoit le transport dans un établissement hospitalier disposant de toutes les installations nécessaires pour traiter les accidents ou les maladies.

## 8. Association d'aide mutuelle

L'Association d'aide mutuelle a été constituée par la JICA pour assurer des conditions de vie stable et améliorer le bien-être des experts à l'étranger ainsi que des membres de leur famille qui les accompagnent. L'Association prend en charge les frais liés aux accidents et traitements médicaux subis à l'étranger dans le cadre du travail ou non et fournit une prestation en cas de décès d'un expert pendant son détachement. Elle est financée par les cotisations d'experts et des dons de la JICA.

L'Association couvre les frais médicaux consécutifs aux accidents ou maladies survenus à l'étranger en dehors du travail, la fourniture d'une prestation en cas de décès, la distribution de gratification de commisération lors de catastrophes, et d'autres activités liées au bien-être, notamment l'envoi de petites fournitures médicales.

**Tableau 3-20** Systèmes de rémunération et de protection sociale des experts

Rémunération, allocations, etc.	Systèmes d'aide sociale
Indemnités d'affectation	
Indemnités de subsistance	
Allocations familiales	
Allocations scolaires	
Prime de langue	
Prime d'incidence géographique	
Prime de spécialisation	
Équivalence en poste	
Travailleur sur la liste nationale	
Fellow temporaire au Japon pour les vacances	
Fellow temporaire au Japon pour participer à une conférence	
Fellow temporaire au Japon pour un séminaire	
Travailleuse pour missions de santé	
Travailleuse pour missions de santé des Nations Unies	
Visa des étrangers	
Visa de travail dans les régions insularisées	
Indemnités en cas d'accident survenu au Japon ou dans le pays d'affectation, dans le cadre du travail ou des déplacements vers le lieu de travail	
Versés en cas de plan d'aide médicale	
À la suppression de la sécurité pour le personnel de sécurité	
À la suppression de la sécurité pour le personnel de sécurité	
Système d'assurance sociale	

Note: Ne s'applique pas nécessairement à toute affectation.

# Information et relations publiques

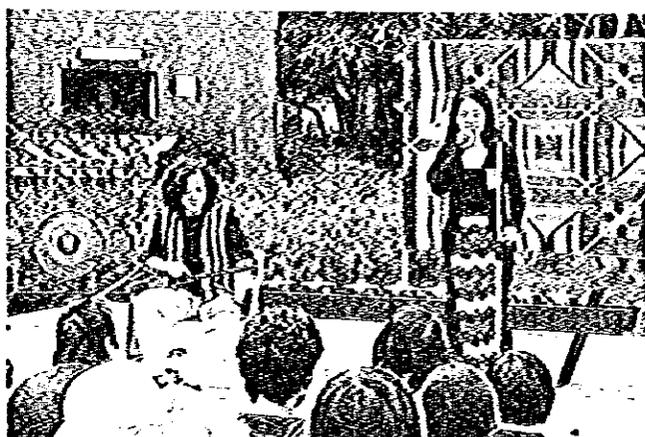
## Présentation du programme

### Diffusion de l'information au grand public

Suite à l'entrée en vigueur de la Loi sur l'accès aux informations détenues par les organes administratifs (ci-après «Loi sur la liberté de l'information») en avril 2001, un système de diffusion de l'information a été institué et mis en œuvre.

La JICA, qui réalise des programmes d'aide publique au développement (APD), est soumise à la Loi concernant l'accès aux informations détenues par les institutions administratives indépendantes, une loi dont la promulgation était déjà prévue dans la Loi sur la liberté de l'information. Comme cette loi devrait entrer en vigueur au cours de l'exercice 2002, la JICA procède à des préparatifs pour l'établissement d'un système de diffusion de l'information.

Pour inciter à une meilleure diffusion des informations et une plus grande responsabilité devant le public, ce projet de loi oblige la JICA et d'autres organisations gouvernementales, à communiquer sur demande, des informations concernant leurs activités.



Festival international de la coopération dans le parc Hibya.

Il contraint en outre les organisations à préparer des documents et d'autres matériels où sont consignées les données de base sur leur structure, leurs activités et leurs finances, et à diffuser ces renseignements en temps utile et de manière aisément accessible. Dans cette optique, la JICA a devancé l'entrée en vigueur de la loi afin de créer et diffuser les textes à publication périodique indiqués ci-après et de les présenter sur sa page d'accueil.

- (1) Données de base concernant la structure, le fonctionnement de la JICA, etc.  
Vue d'ensemble de l'organisation, organigramme, mission, situation, numéros de téléphone, de télécopie, types d'activité, etc.
- (2) Informations sur l'état actuel des activités de la JICA, etc.  
État d'avancement des projets, rapports, matériels statistiques, etc.
- (3) Informations sur le budget et l'apurement des comptes

### • Bibliothèque de la JICA

Adresse :

Kesai de coopération internationale

10-5 Kojaya Horinuma-cho, Kojyo

TÉL : (81-3) 3269-2001 (ext. 21)

Heures d'ouverture : de 10:00 à 18:00

Fermeture :

Week-ends, jours fériés, Noël Au jour anniversaire de la fondation de la JICA (1<sup>er</sup> août), inventaire (le dernier jour de chaque mois)

Accès :

Dix minutes à pied depuis la station

Kojaya sur la ligne JR Chuo ;

Dix minutes à pied depuis la station

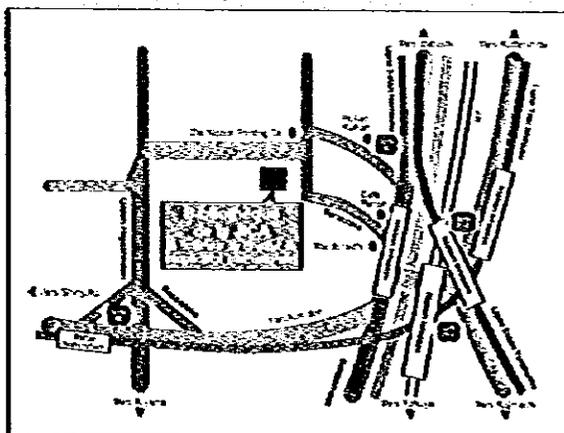
Kojaya (Sortie 5 ou 4) sur la ligne

Yamanote ou Nambu du métro Eidan ;

Dix minutes à pied depuis la station

Kojaya (Sortie A1-1 ou 4) sur la ligne Shinjuku du métro Kei ;

deux minutes à pied depuis la station Motochikashi (Sortie A3) sur la ligne Shinjuku du métro Kei.



## III

### Chapitre 4

4 Information et relations publiques  
Renforcement des activités de soutien à la mise en œuvre des programmes/

(4) Informations sur l'approvisionnement en matériel et la réalisation des travaux de construction

Publication des projets soumis à l'appel d'offres et résultats des soumissions, intitulés des projets, principal matériel fourni et construction, conditions d'admissibilité, délais de soumission, soumissionnaires, offres, soumissionnaires retenus, prix prévus au contrat

(5) Information concernant les évaluations, etc.

Rapports d'évaluation de projet (publication annuelle), rapports d'évaluation ex-post par des experts et des organisations externes, diagrammes d'évaluation ex-ante

(6) Informations collectées et stockées par la JICA et fortement demandées par les particuliers et les entreprises

Niveau de vie par pays, coopération et coordination avec les organisations non gouvernementales (ONG), coopération et coordination avec les administrations locales, coopération et coordination avec les entreprises du secteur privé

### Ouverture au public de la bibliothèque de la JICA et mise à disposition de l'information

La bibliothèque de la JICA est ouverte au public depuis 1977. Elle possède un fonds d'environ 149 000 documents, notamment un nombre important de rapports d'étude préparés par la JICA et des documents collectés par les missions d'étude de l'Agence, des cartes de pays en développement (PED), de la documentation sur l'aide publiée par des organisations internationales et de nombreuses autres références sur les PED. Un système informatisé de recherche documentaire a été introduit ; il a été utilisé en moyenne par 46 personnes par jour au cours de l'exercice 2000.

### Accès aux informations et relations publiques sur l'internet

En 1996, la JICA a commencé la diffusion de données sur l'internet et démarré des activités de promotion de la communication sur un site web. Depuis, l'Agence a lancé une page en anglais ; présenté les résultats de projets par pays, les bilans de la coopération technique, ainsi que des évaluations et d'autres données sur ses projets ; et s'est efforcée de rendre plus accessibles les informations sur le recrutement de ressources humaines dans le cadre des programmes des volontaires japonais pour la coopéra-

tion à l'étranger (JOCV) et des volontaires-seniors, ainsi que sur l'embauche de personnel à la JICA.

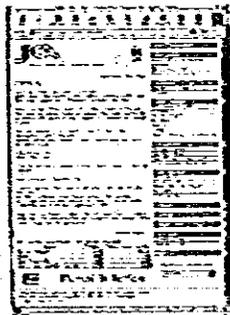
La JICA a également pris des mesures pour améliorer l'attractivité du site : *Introduction to JICA for Kids* explique en termes simples la situation des PED aux enfants et *JICA Internet Television* diffuse le programme de télévision par satellite *The JICA Report* sur le site web.

En juin 2001, les pages en japonais ont été entièrement reconstruites de sorte à obtenir un environnement permettant de visualiser l'organisation et les programmes de la JICA de manière plus systématique. Le Tableau 3-21 donne les principales catégories d'information auxquelles on pouvait accéder au mois de juin 2001 depuis le site de la JICA en anglais.

D'autre part, 18 antennes de la JICA au Japon et 28 représentations à l'étranger ont ouvert leurs propres sites pour mieux relayer le flux d'informations parvenant du terrain. La JICA s'est par ailleurs attelée à la création de pages d'accueil pour ses divers

Figure 3-21 Informations disponibles sur le site web de la JICA

- Sommaire
- **Quoi de nouveau sur le site ?**
  - Aide publique au développement du Japon
  - Qu'est-ce que la JICA ?
  - Activités de la JICA dans les grands pays
- **Activités**
  - Régions et pays
  - Programmes
- **Problèmes de politique mondiale**
  - Participation des femmes au développement
  - Prévention des séismes
  - Environnement
  - Population/SIDA
  - Éducation
  - Investissement
  - Paix et
  - Efforts pour consolider la paix
- **Évaluations**
  - Bilans d'évaluation
  - Rapport d'évaluation
  - Évaluation
  - Site
- **Publications**
  - Réseau de la JICA
  - Rapports annuels
  - Projets sur les ressources géologiques
  - Bulletin d'information
  - Rapports d'étude
- **Photos**
- **Accès aux sites**
- **Liens**
- **Contacts**
  - Antennes au Japon
  - Bureau de représentation à l'étranger



• Site web de la JICA (page anglaise) : <http://www.jica.go.jp/english/index.html>

programmes, comme la coopération technique de projet-type, les études de développement et le programme de partenariat local, toutes reliées à la page d'accueil principale de la JICA.

Suite à cette extension du contenu du site web de la JICA, les pages d'accueil japonaise et anglaise sont consultées chaque mois respectivement par 100 000 et 8 000 visiteurs. Depuis février 2001, la JICA publie en outre *JICA Mail Magazine*, qui permet aux utilisateurs enregistrés de recevoir les derniers événements par courrier électronique, le premier et le quinze de chaque mois. Au mois de juillet 2001, dix mille utilisateurs s'étaient abonnés à ce service.

La JICA prévoit d'affiner la structure et le contenu de sa page d'accueil de diverses manières : fonctions de recherche améliorées, plus d'informations proposées, section pour des projets spécifiques et mise à disposition des informations les plus récentes du terrain.

### Relations publiques

Avec l'entrée en vigueur de la Loi sur la diffusion de l'information au cours de l'exercice 2002, la JICA est déterminée à jouer un rôle dans la promotion de la communication liée aux programmes d'APD. De vastes opérations de relations publiques sont entreprises pour mieux faire connaître les projets d'aide au Japon et à l'étranger, et afin d'obtenir la compréhension et le soutien nécessaires. La JICA assure la promotion de l'APD par différentes méthodes, notamment par la diffusion de publications et l'organisation de manifestations spéciales, ou encore par la transmission de l'information aux médias.

#### 1. Publications et matériels audiovisuels

Parmi les actions de relations publiques destinées au public et aux écoles au Japon figure la publication des revues mensuelles *Kokusai Kyoryoku* (Coopération internationale) et *Crossroads*. Le magazine mensuel



Cérémonie de présentation des cyprinodontes de Thaïlande, sous le patronage du Centre international de formation des pêcheurs à Kanagawa et de l'océarium d'Enoshima.

*JICA Frontier* s'adresse aux lecteurs associés à des programmes de la JICA. Ces publications servent à élargir le spectre du soutien aux activités de l'Agence. Disponible régulièrement en anglais, français ou espagnol, *JICA Network* est une publication conçue comme un bulletin d'information pour les donateurs\* hors du Japon, notamment les organisations internationales.

Des programmes de télévision, productions vidéo, montages photographiques et brochures sont par ailleurs produits régulièrement pour rendre l'information encore plus accessible. Au «centre de documentation audiovisuelle», institué au cours de l'exercice 1999 pour améliorer la diffusion des documents visuels au grand public, nous avons numérisé toutes les photographies de la JICA au cours de l'exercice 2000 et nous nous sommes efforcés de simplifier la recherche iconographique et les usages secondaires. Depuis l'exercice 1999 enfin, les activités des experts et des JOCV dans le monde entier sont présentées lors de l'émission télévisée hebdomadaire *Chikyu Kazoku: JICA Report* (Le rapport de la JICA).



Revues et brochures publiées de la JICA.

## III

### Chapitre 4

## Renforcement des activités de soutien à la mise en œuvre des programmes / 4 Information et relations publiques

## 2. Organisation de manifestations

La principale manifestation destinée à mieux sensibiliser l'opinion à la coopération internationale est la journée organisée autour de ce thème chaque année le 6 octobre. Parallèlement, des campagnes pour l'aide internationale (conférences, séminaires, projections de films vidéo, expositions) sont montées dans tout le Japon par les antennes et les centres de la JICA, en collaboration avec les administrations locales, les ONG et les organismes concernés. Des conférences sur la coopération internationale destinées au grand public sont organisées toute l'année. Ces activités renforcent les liens avec les régions et contribuent à faire progresser l'internationalisation.

Au cours de l'exercice 2000, le Festival international de la coopération a été organisé au parc Hibiya à Tokyo, sous le patronage conjoint du ministère des Affaires étrangères, du Centre japonais des ONG pour la coopération internationale (*Japan NGO Center for International Cooperation*), du Conseil japonais de l'éducation pour le développement, de l'Association pour la promotion de la coopération internationale (APIC) et de la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC)\*.

Dans un climat de renforcement du partenariat avec les ONG, 198 organisations (dont 114 ONG) ont participé à cette manifestation, qui a attiré un large public. Les visiteurs ont profité de cette occasion idéale pour s'informer sur la situation des PED et les activités de la coopération internationale.

### 3. Approche des mass médias

Les représentants des médias et d'autres spécialistes reçoivent des exemplaires de la revue «*JICA Satellite*», qui traite de thèmes généraux et contient les informations les plus récentes sur les projets de la JICA. Plusieurs fois par an, des universitaires et des employés des publications nationales et locales ont l'occasion de visiter les sites de projets mis en œuvre dans des PED afin de mieux comprendre la coopération internationale. Grâce à ces activités, des articles sur des sujets touchant à la JICA sont parus en moyenne deux fois par jour dans la presse nationale et neuf fois par jour dans la presse régionale au cours de l'exercice 2000.

### 4. Relations publiques à l'étranger

Les bureaux de représentation de la JICA jouent un rôle essentiel dans la promotion des relations publiques à l'étranger. En 2000, pas moins de 62 bureaux, dont



Festival de la coopération internationale - échanges entre enfants du monde entier.

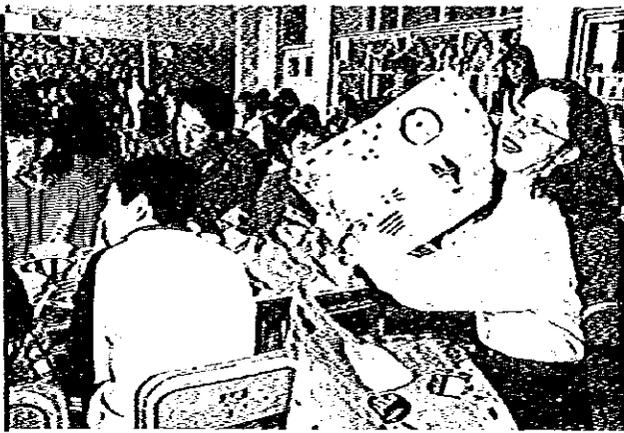
certains dans les pays industrialisés, ont par exemple utilisé des panneaux d'exposition, organisé des colloques, produit des brochures ou des vidéos. Ces activités se multiplient d'une année sur l'autre. Nous avons été chaleureusement remerciés pour avoir organisé des visites pour la presse locale par des journalistes n'ayant guère l'occasion de visiter les sites des projets de coopération.

### Programmes d'appui à l'éducation pour le développement

Afin de soutenir l'éducation pour le développement, l'Agence invite les individus de tous les âges à s'intéresser aux problèmes de portée mondiale\*, tels que le développement, l'environnement et la paix, et s'efforce dans le même temps de mieux faire comprendre l'importance de la coopération internationale.

Au niveau scolaire, une période d'étude intégrée est prévue au nouveau programme d'études qui doit débiter en avril 2002. L'un des principaux thèmes mis en exergue concerne l'apprentissage de la coopération internationale. Face à la récente polarisation sur la compréhension internationale, la JICA répond aux demandes des écoles et des professeurs en présentant les ressources humaines de l'Agence, notamment les experts de la coopération technique et les JOCV disposant d'une expérience dans les PED. Nous répondons également aux demandes en facilitant la participation des étudiants aux programmes existants, et plus particulièrement au programme d'accueil de participants à une formation technique et au programme d'invitation de jeunes adultes.

Afin de contribuer à promouvoir l'éducation au développement, les antennes de la JICA au Japon et



En visite à l'école élémentaire Oyachi à Hiroshima, des stagiaires indonésiens vont partager leur culture à des enfants japonais

les coordinateurs pour la promotion de la coopération internationale (JICA Desk) en poste dans les associations d'échanges internationaux locales jouent un rôle central pour assurer une coordination étroite avec les différentes organisations locales. Afin d'apporter une aide efficace au niveau des communautés locales, la JICA collabore donc avec diverses organisations locales : conseils scolaires, associations d'aide interna-

tionale, organisations d'échanges internationaux et ONG.

La JICA propose différents programmes afin de soutenir l'éducation au développement dans les établissements d'enseignement.

### 1. Concours de rédaction pour les élèves du secondaire du premier et du second cycles et concours de dissertation pour les étudiants d'université

Les concours de rédaction et de dissertation sur le thème «Pays en développement et coopération internationale» donnent aux élèves et aux étudiants l'occasion de s'investir dans ce domaine. Au cours de l'exercice 2000, 29 438 copies sont parvenues à la JICA. Les vainqueurs du concours sont envoyés en voyages d'étude dans les PED, où ils rencontrent des experts et des JOCV travaillant en première ligne de la coopération internationale. Ainsi, ils peuvent approfondir leurs connaissances concernant les activités de la JICA.

## III

### Chapitre 4

Renforcement des activités de soutien à la mise en œuvre des programmes / 4 Information et relations publiques

## sur le terrain

Enfants cuisinant des plats à base de riz avec les stagiaires

Hiroshima

### Le premier pas vers la coopération internationale

#### ◆ Le riz, outil de la compréhension internationale

À peu près à l'époque de la récolte d'automne, des élèves de cinquième année de l'école primaire Higashi Seiji (Higashi Hiroshima) amènent à leurs professeurs : «Nous voulons préparer des plats du monde et fer avec le riz que nous avons cultivé». Ils étaient vraiment intéressés de découvrir le riz a été intégré de diverses manières dans la vie des gens du monde entier. Les élèves ont fait leur demande par une recherche sur l'histoire et la culture du riz de la plantation à la récolte.

Les élèves demandent aux participants au stage, après si les gens de tous pays mangent du riz et si oui et quel est le riz de par le monde, quel stagiaire répondent qu'ils savent préparer les plats à base de riz de leur pays.

Les élèves se sont renseignés sur les pays d'origine des stagiaires et ont préparé des questions. Entre-temps, les stagiaires des pays où les hommes n'ont pas l'habitude de cuisiner ont fait de leur mieux pour couvrir sur le papier la recette de leur plat national. Les élèves se sont efforcés de nommer de chez eux le maximum d'ingrédients. Pour tout ce qui manquait, les élèves et les stagiaires étaient allés faire des courses le jour précédent. Toutefois, il n'était pas possible de trouver certaines herbes spéciales ou leur principal ingrédient dans les super-marchés ordinaires. Les élèves et les stagiaires ont alors essayé de trouver des ingrédients moins chers susceptibles de donner le même goût et le même parfum au plat. Le personnel du super-marché s'est dévoué pour tenter de satisfaire ces clients un peu spéciaux.

#### ◆ Pays asiatiques, rapprochez-vous !

Les stagiaires asiatiques ont montré leurs talents de cuisiniers : riz vapeur aux légumes de Panama, riz chaud et épicé sur le riz de Chine et riz Fil de Nuire. Chaque pays avait apporté le riz à sa manière et chaque nouveau plat était servi par des enfants d'abord sur la table. Des groupes d'élèves et de stagiaires se formaient spontanément, goûtaient et partageaient les recettes les uns des autres.



À table avec un stagiaire. -Son appetit.

Plus tard, le Centre international de Duguchi reçoit une lettre des élèves, dans laquelle on pouvait par exemple lire : «Même si nous ne comprenons pas nos langues respectives, j'ai senti que nous pouvions nous comprendre par les sentiments» et «J'ai appris que les gens de pays très éloignés ne sont pas différents de nous».

Les élèves se disent maintenant prêts à s'adresser de plus près aux stagiaires et à leurs pays, ainsi qu'à la JICA, et à présenter le résultat de leurs recherches faites prochainement lors du festival culturel de l'école. Les murs des salles de classe de ces élèves qui viennent de faire leur premier pas en matière de coopération internationale sont maintenant tapissés d'affiches présentant les pays qu'ils sont en train d'étudier.

Tout souligné, le se promettent de visiter ces pays un jour ou l'autre.  
(Centre international de la JICA Duguchi.)

## 2. Programme d'études sur les PED pour les professeurs des écoles secondaires du premier et second cycles

Ce programme est destiné aux professeurs des écoles secondaires du premier et second cycles souhaitant enseigner l'éducation au développement par le biais de leçons et d'activités associatives. Les candidats retenus peuvent voir les réalisations concrètes de la coopération internationale. Au cours de l'exercice 2000, 65 professeurs ont participé à ce programme.

## 3. Visites de conférenciers (*Salmon Campaign*)

Des employés de la JICA, d'anciens experts, des JOCV et des stagiaires en formation sont envoyés par les antennes de la JICA dans des établissements d'enseignement de l'ensemble du Japon. Par l'envoi de conférenciers, la JICA contribue aux efforts destinés à mieux faire connaître les PED. Au cours de l'exercice 2000, 1 058 conférences sur la coopération internationale et les PED ont attiré 117 000 personnes.

## 4. Programme d'initiation à l'APD dans les centres internationaux de la JICA pour les élèves du secondaire

Destiné aux élèves du secondaire, ce programme se déroule dans les centres internationaux de la JICA, qui sont situés dans l'ensemble du Japon. Par le dialogue avec les stagiaires de PED et des conférences d'anciens JOCV et experts qui ont travaillé dans les PED, les élèves apprennent à mieux connaître la coopération internationale. Au cours de l'exercice

2000, deux 292 élèves ont participé à ce programme.

## 5. Visites d'élèves aux centres de formation des JOCV

Les Centres de formation de Nihonmatsu et Komagane invitent des élèves d'écoles secondaires du premier cycle locales à participer au programme de formation des JOCV pour mieux faire connaître les activités des volontaires. En 2000, 150 élèves ont participé à ce programme.

## 6. Programme d'initiation aux activités des JOCV

Ce programme permet à des élèves du secondaire de fréquenter les JOCV et de participer à leurs activités. En 2000, 10 élèves ont participé à ce programme.

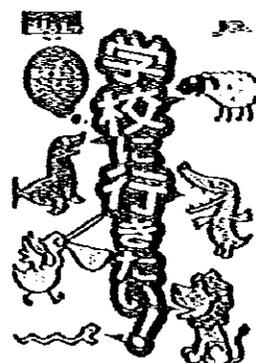
## 7. Mise à disposition de matériels utiles pour l'éducation au développement

(1) Publication de la revue mensuelle *Kokusai Kyoryoku* (Coopération internationale) et de l'affiche *Kokusai Ritai Kyoiku Topics* (Sujets d'étude relatifs à la compréhension internationale). Revue mensuelle regorgeant d'informations sur les PED et la coopération internationale, *Kokusai Kyoryoku* est distribuée à tous les élèves du secondaire, aux écoles secondaires et aux bibliothèques dans l'ensemble du Japon. Nous envoyons par ailleurs aux écoles du primaire et du secondaire une affiche intitulée *Kokusai Ritai Kyoiku Topics*, présentant de manière simple les réalités et la vie dans les PED.

(2) *Introducing JICA to Children* : site web de la JICA qui traite de l'éducation au développement



Élèves visitant le Centre de formation des JOCV à Komagane.



La brochure *Kokusai Ritai* (Je veux aller à l'étranger).

*Introducing JICA to Children* est une page du site web de la JICA permettant à des élèves du primaire et du secondaire de s'intéresser à bon nombre de problèmes de portée mondiale. Ainsi, les problèmes de désertification, de logement, de population et de réchauffement de l'atmosphère sont présentés de manière simple et compréhensible.

**(3) Documents photographiques pour l'éducation au développement : Langage des photos**

En collaboration avec des professeurs et des ONG participant à l'éducation au développement, la JICA a publié un jeu de photographies éducatives destinées à servir de support pédagogique. Ces photographies, qui présentent le mode de vie dans les différents PED, peuvent être louées par le corps enseignant et les ONG auprès des antennes de la JICA ou du centre de documentation audiovisuelle.

**(4) Vidéos et brochures pour les élèves des niveaux élémentaire, primaire et secondaire**

La JICA réalise des vidéos exposant de manière

simplifiée les programmes de l'Agence, notamment le programme d'accueil de stagiaires en formation technique, aux élèves des niveaux primaire et secondaire. La JICA produit également une brochure intitulée *Gakko ni Ikitai* (Je veux aller à l'école), qui est envoyée à toutes les écoles primaires du Japon.

Parallèlement au soutien dans le domaine de l'enseignement, la JICA organise des séminaires et des conférences, afin de mieux faire connaître au grand public les PED et la coopération internationale. Lancé en 1999, le programme de surveillance de l'APD par les citoyens a pour objet de sensibiliser encore plus le public en lui donnant la possibilité de voir comment l'APD se traduit sur le terrain dans les PED. Au cours de l'exercice 2000, le nombre de participants a doublé, passant à 104 personnes (un homme et une femme de chaque préfecture au Japon, ainsi que deux hommes et deux femmes des préfectures les plus peuplées, notamment Tokyo, Osaka, Kanagawa, Aichi et Saitama) ont été envoyés dans 10 pays d'Asie.

## III

### Chapitre 4

4 Information et relations publiques  
**Renforcement des activités de soutien à la mise en œuvre de projets/**



**4<sup>e</sup> Partie**

**Résultats**

**pour l'exercice 2000**

## Section I : Statistiques sur les résultats des programmes

### Interprétation des données statistiques

Le récapitulatif des activités de la JICA présente le nombre de personnes et les coûts de la coopération technique pour l'exercice 2000. Ces données ont été calculées à partir des éléments suivants :

- La ventilation de la coopération bilatérale par région couvre six zones géographiques : (1) Asie (Asie centrale et Transcaucasie incluses, hors Moyen-Orient et Maghreb) ; (2) Moyen-Orient et Maghreb (limité par l'Afghanistan à l'est et le désert du Sahara au sud) ; (3) Afrique (hors Moyen-Orient et Maghreb) ; (4) Amérique du Nord et Amérique latine ; (5) Océanie ; (6) Europe. Les chiffres de la colonne « Non classé » se réfèrent aux résultats de la coopération sur au moins deux régions.
- La répartition du nombre de personnes par programme est établie pour les cinq rubriques suivantes :
  - Participants à une formation technique
  - Experts
  - Membres de missions d'étude
  - Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)
  - Autres volontaires
- La classification par secteur s'appuie sur les dix catégories suivantes :
  - Planification et administration
  - Travaux et services publics
  - Agriculture, foresterie et pêche
  - Mines et industrie
  - Énergie
  - Commerce et tourisme
  - Ressources humaines
  - Santé publique et médecine
  - Bien-être
  - Autres
- Les coûts correspondent aux débours de l'exercice 2000 et représentent le total du budget de cet exercice ainsi que tout montant reporté.
- Pour plus de détails sur les résultats par pays, veuillez vous reporter au CD-ROM annexé au Rapport annuel 2001.

**Tableau 4-1** Synthèse des activités de la JICA

Contenu de la coopération	Exercice 2000	Exercice 1999 (référence)
1. Total de l'APD japonaise (arrêts et dépenses provisionnés de l'exercice 2000, Europe de l'Est et régions transcaucasiennes comprises)	12,99 milliards de dollars (1 400,3 milliards de yens)	15,336 milliards de dollars (1 752,4 milliards de yens)
2. Dépenses de coopération technique de la JICA (hors coûts administratifs)	157,2 milliards de yens	183,5 milliards de yens
3. Pays et régions bénéficiaires	154 pays, 4 régions	151 pays, 4 régions
4. Participants à une formation technique (noyau)	17 513	17 933
5. Experts (noyau)	3 331	4 033
6. Membres de missions d'étude (noyau)	9 428	6 618
7. Volontaires JOCV (noyau)	1 370	1 230
8. Autres volontaires (noyau)	276	202
9. Projets de coopération technique de projet type	233 (58 pays)	232 (58 pays)
10. Études de développement	243 (73 pays)	251 (61 pays)
11. Projets de coopération financière non remboursable	243 (64 pays)	241 (73 pays)
12. Équipes des JOR, fournisseurs d'équipement de secours	10 (8 pays)	33 (18 pays)

Notes :

- Les onze nations bénéficiaires de l'aide bilatérale au point 1 sont les suivantes : Brunéi, République de Corée, Singapour, Hongkong, Macao, Israël, Océanie, Émirats arabes unis, Bahamas, Nouvelle-Calédonie et Océanie.
- Pour l'exercice 2000, les quatre régions indiquées au point 3 sont le Turc central, la Palestine, les Îles Cook et Nue.
- Les chiffres pour la coopération technique de projet type sont ceux indiqués dans le procès-verbal des discussions (PVD).
- Les chiffres des études de développement se rapportent aux projets qui ont donné lieu à des études préliminaires, des études préliminaires, à l'envoi de missions chargées de l'inspection du terrain de rapport final, etc.
- Les chiffres de la coopération financière non remboursable concernent les projets réalisés par la JICA, réalisés par le Géré et durant l'exercice 2000 et dont l'accord d'échange de lettres (EL) a été signé avant la fin de mois de juin 2001.
- Les chiffres pour l'envoi d'équipes japonaises de secours d'urgence (JOP) et la fourniture d'équipement de secours correspondent au nombre de catastrophes pour lesquelles une aide a été apportée (parfois plusieurs pays ont bénéficié d'une aide pour la même catastrophe, le nombre de pays concernés est indiqué).

# Nombre de participants par type et programme de coopération technique

**Tableau 4-2** Nombre de participants par type et programme de coopération technique

Type/Programme		Région	Asie	Moyen-Orient et Méditerranée	Afrique	Amérique latine et Caraïbes	Océanie	Europe	Non classé	Total
Participants à une formation technique	Stages techniques		3 833	708	1 081	1 238	258	328		7 446
	Stages avec partage des frais		20	5		19				41
	Stages dans les pays tiers		1 095	192	434	458	64	71	1	2 315
	Stages dans le pays		5 101		341	235	73			5 750
	Stages aux frais de la nation bénéficiaire		2							2
	Stages effectués par le biais d'organisations internationales		20	15		1				36
	Stages sur la coopération pour le développement		20							20
	Stages pour les étudiants japonais					88				88
	Programme d'invitations de jeunes adultes		1 363	36	120	50	68			1 637
	Stages pour les descendants d'étudiants japonais					155				155
<b>Total</b>		<b>11 454</b>	<b>956</b>	<b>1 976</b>	<b>2 244</b>	<b>483</b>	<b>399</b>	<b>1</b>	<b>17 513</b>	
Experts	Experts individuels de la coopération technique		775	99	78	176	24	61		1 213
	Experts aux frais de la nation bénéficiaire			2						2
	Experts du programme d'habilitation économique/réforme		3							3
	Experts de pays tiers		35	5	9	72	2			123
	Experts de la formation technique entre-mers		105	18	7	25		3		158
	Experts auprès d'organisations internationales		12		1		2			13
	Experts de la coopération technique de projet-type		1 053	167	136	308	10	20		1 694
	Experts de la coopération pour le développement		32			1				33
	Experts de la coopération financière non remboursable		1		2			1		4
	Experts des secteurs internationaux d'urgence, de		42			18				60
Experts de la promotion de l'efficacité de l'aide		37	3	13	20	3	2		78	
<b>Total</b>		<b>2 055</b>	<b>294</b>	<b>245</b>	<b>620</b>	<b>39</b>	<b>87</b>		<b>3 381</b>	
Membres de missions d'étude	Formation technique		105	11	25	34	2	8	18	203
	Coopération technique entre-mers		212	55	28	70	16	8	16	405
	Études de développement		1 831	381	551	456	45	154	39	3 547
	Études sur la planification du développement entre-mers		799	194	71	118	14	54	2	1 162
	Études de base sur la coopération pour le développement des ressources		55	17	12	69	13			166
	Coopération technique de projet-type		610	96	93	276	8	5	13	1 097
	Biais des experts		18	1	11	8	5	7	24	74
	Recrutement et formation d'experts		1						1	2
	Coopération financière non remboursable		631	128	552	187	92	89	12	1 691
	Aide au développement		85	3		27	3			118
	JOCY		39	8	29	28	15	5	2	126
	Programme d'échanges					11			4	15
	Secteurs internationaux d'urgence		5		2	4		5	2	18
Promotion de l'efficacité de l'aide		382	45	125	183	3	84	22	844	
<b>Total</b>		<b>4 833</b>	<b>849</b>	<b>1 505</b>	<b>1 451</b>	<b>216</b>	<b>419</b>	<b>155</b>	<b>9 428</b>	
JOCY	Volontaires		328	96	318	347	128	36		1 253
	Volontaires seniors		45	8	23	21	12	3		112
	Coordonnateurs		1		1		2	1		5
<b>Total</b>		<b>374</b>	<b>104</b>	<b>342</b>	<b>368</b>	<b>142</b>	<b>49</b>		<b>1 370</b>	
Autres volontaires	Volontaires seniors		85	29		57	14			186
	Volontaires seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger					20				20
	Volontaires des Nations unies		8		1	4	1			14
	Jeunes volontaires pour le développement des communautés japonaises à l'étranger					56				56
<b>Total</b>		<b>94</b>	<b>29</b>	<b>1</b>	<b>137</b>	<b>15</b>			<b>276</b>	
<b>Total général</b>		<b>18 850</b>	<b>2 232</b>	<b>4 070</b>	<b>4 820</b>	<b>855</b>	<b>945</b>	<b>155</b>	<b>31 563</b>	

## IV



**1 Études statistiques des programmes/**  
 Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région

# Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région

**Tableau 4-3** Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région/ 1 Asie

Secteur		Type de coopération		Asie de l'Est		Asie du Sud-Est		Asie du Sud		Asie centrale		Asie du Nord		Asie du Nord-Ouest		Asie du Sud-Ouest		Asie du Sud-Est		Asie du Nord-Est		Asie du Nord-Ouest			
				Chine	Indonésie	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Vietnam	Indonésie	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Vietnam	Indonésie	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Vietnam	Indonésie	Malaisie	Philippines
Participants à une mission technique	Recrutés	11 452	1 254	2 058	263	247	238	433	671	103	171	98	47	541	258	458	51	2 630	30	1 065	390	27			
	En cours de formation	625	37	43	6	29	12	2	187	22	9	8	11	36	13	3		47	13	132	13				
	Total	12 077	1 291	2 101	275	276	250	435	858	125	180	106	58	577	271	461	51	2 677	43	1 197	403	27			
Experts	Court terme	Recrutés	1 558	47	254	35	115	95	53	152	36	53	25	42	83	34	43	4	212	16	225	56	227		
		En cours	15	15	13	5	21	13	13	13	7	13	11	4	12	14	4		35	4	15	3	4		
		Total	1 573	62	267	40	136	108	66	165	43	66	36	53	100	42	47	4	247	20	240	59	231		
		Recrutés	427	39	51	8	37	23	6	45	15	22	11	1	13	13	7	2	36		55	17	13		
		En cours	82	58	78	26	50	58	22	141	29	42	17	23	68	12	11	2	43	5	80	11	22		
		Total	1 227	97	129	34	87	81	28	186	44	71	28	22	81	30	18	4	79	5	135	28	35		
	Total	Recrutés	2 085	79	315	43	145	112	58	137	51	75	36	50	107	52	47	6	243	19	335	73	43		
		En cours	1 035	73	51	34	71	82	35	154	36	55	24	25	80	26	15	2	82	9	124	14	26		
		Total	3 120	152	366	77	216	194	93	291	87	130	60	75	187	78	62	8	325	28	459	87	69		
		Recrutés	4 833	354	475	432	638	283	41	443	56	138	34	116	42	279	23	25	223	24	275	36	454		
		En cours	225	36	18	16	43	27	8	17	12	3		1							12		6		
		Total	5 058	390	493	548	681	310	49	460	68	141	37	117	43	279	23	25	223	24	287	36	460		
JOCV	Recrutés	34		51			8	2	37	11	8	2	1	30			1	117	30	63		4			
	En cours	66		78	5		12	3	100	26	16	8	1	65			1	138	36	111		4			
	Total	100		129	5		20	5	137	37	24	10	3	95			2	255	66	174		8			
Autres volontaires	Recrutés	54		6		4	5	2	14		1	2	1	15			16	2	9	2	6	4	1		
	En cours	8		5	3		6	3	11	1		2		14			6		12	2	4	2	9		
	Total	62		11	3	4	11	5	25	1	1	4	1	29			22	2	21	4	10	6	13		

**Tableau 4-4** Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région/ 2 Moyen-Orient et Maghreb

Secteur		Type de coopération		Asie de l'Est		Asie du Sud-Est		Asie du Sud		Asie centrale		Asie du Nord		Asie du Nord-Ouest		Asie du Sud-Ouest		Asie du Sud-Est		Asie du Nord-Est		Asie du Nord-Ouest			
				Chine	Indonésie	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Vietnam	Indonésie	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Vietnam	Indonésie	Malaisie	Philippines	Singapour	Thaïlande	Vietnam	Indonésie	Malaisie	Philippines
Participants à une mission technique	Recrutés	964	28	212	30	66	50	21	46	12	4	44	12	51	68	41	30	107	17	74	15				
	En cours de formation	430		21		6	5		12	2		30	1	17	30			3	2	12					
	Total	1 394	28	233	30	72	55	21	58	14	4	74	13	68	98	41	30	110	19	86	15				
Experts	Court terme	Recrutés	275	9	31	12	14	6	1	23	2	1	11	7	5	2	3	45	1	39	5	4			
		En cours	25		2		1	5		1			3		1	1	1	7		2					
		Total	250	9	33	12	19	11	6	1	24	2	1	14	7	6	3	52	1	41	5	4			
		Recrutés	63	1	4	4	3	1		4	3		3	1	6	4	2	1	15		13	2	1		
		En cours	137	5	12	11	9	1		16	1		15	5	8	4	2	1	26		19				
		Total	138	6	14	15	12	2		20	4		14	10	14	8	4	2	41		32	2	1		
	Total	Recrutés	259	12	35	14	17	7	1	27	5	1	17	8	15	6	5	6	62	1	45	7	5		
		En cours	155	7	19	12	14	1		17	1		14	5	5	3	1	27		21		4			
		Total	414	19	54	26	31	8	1	44	6	1	31	13	20	11	8	8	89	1	66	11	9		
		Recrutés	842	2	24	73	152	136		58			32	65	45	42	2	36	54	6	43	12	26		
		En cours	72		14	4	31			11			3		6		1		1	39	23	36	1		
		Total	914	2	38	77	163	136		69			35	65	51	42	3	37	55	7	82	15	27		
JOCV	Recrutés	124		13			4		2	2		1		8			1	28	21	16	1	1			
	En cours	130		25			8		2			3		13			1	39	23	36	1				
	Total	254		38			12		4	2		4		21			2	67	44	52	2	1			
Autres volontaires	Recrutés	25		7		2	1	2	2					6	2	0		2	2	2					
	En cours	14		1		1	1	1	1	1				3				2		1		3			
	Total	39		8		3	2	3	3	1				9	2	0		4	2	3		3			

Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région

Tableau 4.5 Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région/3 Afrique

Type de coopération		Secteur		Type de coopération																			
		Nombre total de participants	Participation à des programmes d'administration publique	Travaux publics	Transparence	Infrastructures	Intégration et médiation	Agriculture	Énergie	Recherche	Police	Médecine	Coopération technique	Coopération	Tourisme	Recherche	Recherche	Recherche	Recherche	Recherche	Recherche		
Participation à une formation technique	Koweït	153	113	136	14	75	52	96	325	73	41	57	4	56	14	58	12	422	3	336	13		
	En cours de formation	111		13		3	8	12	25	10	1	13	2	4	4			9		18			
	Total	264	113	249	14	78	70	108	350	83	42	70	6	60	18	58	12	431	3	354	13		
Experts	Court terme	Koweït	163	9	13	2		3	1	21	7	4	8			2		52		39	2	5	
		En cours	22		8	1			1	7		1	3					2	1	1	1	1	
		Total	185	9	21	3		3	2	28	7	5	11			2		54	1	40	3	6	
	Long terme	Koweït	83	13	1	4	2	2	8	1	4	8			1			15		16		11	
		En cours	22	17	11	3	7	2	3	39	3	14	22	1	2	4		1	37	3	33		12
		Total	303	27	12	7	9	4	5	45	4	18	30	1	2	4	1	1	52	3	55		23
	Total	Koweït	246	13	11	6	2	5	3	27	8	8	12			2	1		65		55	2	16
		En cours	242	17	12	4	7	2	4	46	3	15	25	1	4	4		1	21	4	42	1	13
		Total	488	30	23	10	9	7	7	73	11	23	41	1	8	6	1	1	124	4	96	3	29
	Membres de missions d'aide	Koweït	152	51	4	132	125	120	16	136	3	86	131	12	6	75			134		149	2	136
		En cours	37	13	4	8	2	13	4	12		13							1		9		11
		Total	189	64	8	140	127	133	20	258	3	99	144	12	6	75			135		158	2	147
JOCY	Koweït	24		43	1		14	1	47	4	4	1			3		1	133	25	52	3	2	
	En cours	64		64	1	1	24	4	36	13	5	5	1	7			3	4	155	62	25	1	
	Total	88		107	2	1	42	5	133	17	13	16	1	12			4	4	208	87	77	3	
Autres volontaires	Koweït	1																				1	
	En cours	14																				3	
	Total	15																				4	

Tableau 4.6 Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région/4 Amérique du Nord et Amérique latine

Type de coopération		Secteur		Type de coopération																			
		Nombre total de participants	Participation à des programmes d'administration publique	Travaux publics	Transparence	Infrastructures	Intégration et médiation	Agriculture	Énergie	Recherche	Police	Médecine	Coopération technique	Coopération	Tourisme	Recherche							
Participation à une formation technique	Koweït	2244	52	325	64	132	102	84	171	156	45	125	22	143	26	154	13	265	15	337	23	16	
	En cours de formation	225	5	13	2	15	1	2	17	6	1	12	4	21	3	14	1	29	4	83			
	Total	2469	57	338	66	147	103	86	188	162	46	137	26	164	29	168	14	294	19	420	23	16	
Experts	Court terme	Koweït	633	9	56	11	37	29	2	62	38	22	26	26	25	3	5	2	14	2	51	22	
		En cours	82	1	7		3	4		16	5	2	3	1	7					12		1	
		Total	715	10	63	11	40	33	2	78	43	24	29	27	27	3	5	2	14	2	63	23	
	Long terme	Koweït	132	14	12	1		1		33	7	6	6	6	5				13		21		1
		En cours	256	16	24	3	11	1	2	78	26	23	23	15	25	4	2		15	2	26		3
		Total	418	30	36	4	14	2	2	111	33	29	26	16	25	4	4		28	2	47		4
	Total	Koweït	695	23	68	12	42	30	2	111	45	24	36	26	32	7	7	2	24	2	112	22	1
		En cours	365	17	31	3	14	5	2	96	31	25	26	11	25	4	4		16	2	36		4
		Total	1060	40	99	15	56	35	4	207	76	51	61	37	61	11	11	2	40	4	148	26	5
	Membres de missions d'aide	Koweït	145	125	28	125	35	85	1	225	30	124	56	132	75	61	4	21	52	3	83	11	152
		En cours	64	25		15				7											1		5
		Total	209	150	28	140	35	85	1	232	30	124	56	132	75	61	4	21	52	3	84	11	157
JOCY	Koweït	362		47	1	1	5	2	52	12	7	5			2	1		83	25	82	8	5	
	En cours	64		75	6	1	22	3	97	18	21	17			8	1		154	62	126	1	9	
	Total	1817		122	7	2	27	5	149	30	28	22			10	2		237	87	208	9	14	
Autres volontaires	Koweït	13		14	1	2	3	1	14	1	1	1	1	1	2			55	6	9	7	9	
	En cours	26		22	2				11	1	1	1			2	1		128	11	11	12	21	
	Total	39		36	3	2	3	1	25	2	2	2	1	2	4	1		183	17	20	19	30	

IV

Annuaire de la Coopération Technique 2000

1 Études statistiques des programmes/  
Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région

### Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région

**Tableau 47** Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région/5 Océanie

Secteur		Type de coopération	Nombre total de participants	Programmes de coopération technique										Autres volontaires		Total						
				Transport	Transport	Transport	Transport	Transport	Transport	Transport	Transport	Transport	Transport	Transport	Transport		Transport	Transport				
Participants à une formation technique	Exécution		435	11	68	5	31	16	36	26		3	137	2	7	5	15	10	134	1	34	8
	En cours de formation		26	2			2			5		1	7		4	1				1	5	
	Total		511	13	68	5	33	16	36	25		4	144	2	11	6	15	10	134	2	39	8
Experts	Court terme	Exécution	27	1	3	2	3			1		3	6								1	
		En cours	3									3										
		Total	24	1	3	2	3			1		3	6								1	
	Long terme	Exécution	15	2	4	1			1	1		1	6			1					1	1
		En cours	15	1	1	1					2	2	1			1	1		2		1	1
		Total	30	3	5	2			1	1	3	3	2			2	1		2		2	2
	Total	Exécution	36	3	7	2	4		1	2		4	12			1					2	1
		En cours	18	1	1	2					2	5	1			1	1		2		1	1
		Total	54	4	8	2	4		1	2	6	17	1			2	1		2		3	2
	Membres de mission d'étude	Exécution	24	1	2	11	26	30				28	18			30		15	7		20	26
		En cours	7		1		5					3	1					5				2
		Total	31	1	3	11	35	30				31	19			30		20	7		20	28
JOCV	Exécution	14		26	1	4	2	12	2	2	3					2	54	5	21		1	
	En cours	26		34	1	21	3	30	6	3	5					5	82	18	51		1	
	Total	40		60	2	25	5	42	8	5	8					7	136	23	72		2	
Autres volontaires	Exécution	15		2			1			1					2			6	1		1	
	En cours	13		2	2	2									2			2	1	1	3	
	Total	28		4	2	2	1			1					4			8	2	1	4	

**Tableau 48** Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région/6 Europe

Secteur		Type de coopération	Nombre total de participants	Programmes de coopération technique										Autres volontaires		Total						
				Transport	Transport	Transport	Transport	Transport	Transport	Transport	Transport	Transport	Transport	Transport	Transport		Transport					
Participants à une formation technique	Exécution		424	43	83	2	6	7	1	22	6	1	14	3	16	15	126		21	3	28	2
	En cours de formation		5													1						
	Total		429	43	83	2	6	7	1	22	6	1	14	3	16	16	126		21	3	28	2
Experts	Court terme	Exécution	77	3	18			2	2	5	2				5	14		6		1		
		En cours	5		1					2	1					1						
		Total	72	3	19			2	2	4	3				5	15		6		1		
	Long terme	Exécution	16	2	6	1										6						1
		En cours	28	4	4				1	5	5		1			3	3		1			
		Total	44	6	10	1			1	5	5		1			9	6		1			
	Total	Exécution	93	5	24	1	1	2	2	7	7	2			5	20		6		1		1
		En cours	33	4	5			1	1	7	6		1			4		1				
		Total	126	9	29	1	1	3	3	14	13	3	1		5	24		7		1		1
	Membres de mission d'étude	Exécution	47	26	34	32	8	36			22		3		56	6		6		54	5	78
		En cours	5					5														
		Total	52	26	34	32	8	41			22		3		56	6		6		54	5	78
JOCV	Exécution	40		8	9						1						25	1	3		1	
	En cours	127		39							3						66	6	11		2	
	Total	167		47	9						4						91	7	14		3	
Autres volontaires	Exécution																					
	En cours																					
	Total																					

Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région

Tableau 4-9 Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région/7 Non classé

Type de coopération		Secteur		Programmes de coopération technique par région/7 Non classé															
				Nombre total de personnes	Planification du développement Administration publique	Travaux publics	Transport	Investissements immobiliers	Industrie et artisanat	Apprentissage	Énergie	Forêt	Minier	Industrie manufacturière	Énergie	Commerce	Transport	Recherche scientifique	Coopération technique
Participants à une formation technique	Recensez	1																	
	En cours de formation																		
	Total	1																	
Experts	Court terme	Recensez																	
		En cours																	
		Total																	
	Long terme	Recensez																	
		En cours																	
		Total																	
Total	Recensez																		
	En cours																		
Membres de missions d'étude	Recensez	152	26		8					14								15	2
	En cours	2																	2
	Total	154	26		8					14								15	2
JOCV	Recensez																		
	En cours																		
	Total																		
Autres volontaires	Recensez																		
	En cours																		
	Total																		

Tableau 4-10 Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région/8 Organisations internationales (Total)

Type de coopération		Secteur		Programmes de coopération technique par région/8 Organisations internationales (Total)																			
				Nombre total de personnes	Planification du développement Administration publique	Travaux publics	Transport	Investissements immobiliers	Industrie et artisanat	Apprentissage	Énergie	Forêt	Minier	Industrie manufacturière	Énergie	Commerce	Transport	Recherche scientifique	Coopération technique	Autres			
Participants à une formation technique	Recensez	17 513	1 523	2 306	388	530	500	722	1 235	360	265	429	96	80	382	253	128	3 527	73	1 154	456	43	
	En cours de formation	1 134	44	90	8	52	26	16	248	40	12	63	13	8	46	17	1	28	26	263	12	24	
	Total	18 647	1 567	2 396	396	582	526	738	1 483	400	277	492	109	88	428	270	129	3 555	99	1 417	468	67	
Experts	Court terme	Recensez	2 658	71	363	62	151	136	58	267	85	85	82	28	130	86	62	4	330	12	463	85	34
		En cours	337	13	22	11	26	14	11	39	13	13	25	5	20	15	8		48	5	30	4	11
		Total	2 995	84	385	73	177	150	73	106	306	98	98	107	33	150	101	70	4	378	17	493	89
	Long terme	Recensez	722	58	78	21	36	21	8	85	28	36	34	8	24	23	13	3	28	24	88	15	30
		En cours	1 500	121	128	42	80	62	27	277	64	86	80	42	96	28	13	4	125	11	177	11	36
		Total	2 222	179	206	63	116	83	37	362	92	122	114	50	120	51	37	7	253	35	265	26	66
Total	Recensez	3 380	139	463	94	207	166	84	352	114	121	132	36	54	123	80	11	406	47	548	104	63	
	En cours	1 837	113	150	53	126	76	40	374	77	99	108	47	120	43	27	4	183	16	257	15	46	
Membres de missions d'étude	Recensez	1 400	68	457	90	110	60	58	99	89	388	308	213	50	405	29	100	536	34	640	71	53	
	En cours	450	79	21	83	60	78	12	40		13	25		10	1	1	1		22	2	24		
	Total	1 850	147	478	173	170	138	70	139	139	401	323	213	60	406	30	101	537	34	662	73	77	
JOCV	Recensez	1 130		154	4	1	31	7	150	31	22	17	1	114		2	6	413	12	243	13	11	
	En cours	2 507		368	13	2	94	13	313	65	50	8	2	254		5	13	637	24	425	3	16	
	Total	3 637		522	17	3	125	20	463	96	71	25	3	368		7	19	1 050	36	668	16	27	
Autres volontaires	Recensez	271		29	1	8	10	5	31	1	2	4	2	30		2	13	2	72	11	17	11	
	En cours	364		30	7	3	10	4	26	3	1	1		3		3	7	1	14	22	13	11	
	Total	635		59	8	11	20	9	57	4	3	5	2	33		5	20	3	86	33	30	22	

IV



1 Études statistiques des programmes/  
Nombre de participants aux programmes de coopération technique par région